

MOUVEMENT COMMUNISTE

N°8

EDITORIAL

GUERRE EN SERBIE

Premières analyses

Nécessités économiques de la guerre

Mer Caspienne : luttes pour le contrôle des sources d'énergie

TRAVAIL, FLEXIBILITE ET CHOMAGE

Présentation

Les 35 heures contre le prolétariat

Considérations sur les agitations des chômeurs et précaires

Composition de classe

Un autre avatar : le salaire politique

Limites et faiblesses

Printemps/Été 1999

semestriel

30 FF - 200 FB

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. BOUVIN qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. BOUVIN n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

APPEL AUX LECTEURS

Publication communiste et militante, *MOUVEMENT COMMUNISTE* dépend pour son existence, sa confection, sa régularité de parution et sa diffusion, de camarades qui s'engagent pour que notre presse agisse en organisateur collectif, en lieu de réflexion autour duquel l'action communiste puisse se centraliser.

Nous lançons donc à la fois une formule d'abonnement et une souscription permanente.

L'abonnement à six numéros est fixé à 160 FF ou à 1000 BEF.

Pour toute correspondance écrire à :

(sans autre mention)

B.P. 1666 Centre Monnaie 1000 Bruxelles 1 Belgique

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| EDITORIAL..... | 3 |
| GUERRE EN SERBIE..... | 7 |
| PREMIERES ANALYSES..... | 7 |
| Une tragédie prolétarienne de grande ampleur..... | 7 |
| Une situation qui impose une application rigoureuse mais non simpliste des positions communistes classiques..... | 8 |
| Géopolitiques de la guerre..... | 9 |
| Des marges de manœuvre prolétarienne presque nulles..... | 13 |
| NECESSITES ECONOMIQUES DE LA GUERRE..... | 15 |
| La Serbie, une économie sinistrée..... | 15 |
| La guerre de Bosnie a dévoré l'économie..... | 15 |
| Le prolétariat et les couches moyennes dans la tourmente..... | 16 |
| Crise, guerre de Bosnie, reprise éphémère, course à la guerre et retour aux abîmes..... | 17 |
| La course à une nouvelle guerre : premier enjeu, la Kosova..... | 18 |
| Deuxième enjeu : le Monténégro..... | 20 |
| Lourde facture pour la Serbie..... | 20 |
| Appendice statistique..... | 22 |
| MER CASPIENNE : LUTTES POUR LE CONTROLE DES SOURCES D'ENERGIE .. | 24 |
| Présentation..... | 24 |
| L'éclatement de l'URSS attise les appétits..... | 24 |
| Cours du baril et guerre économique dans la région..... | 24 |
| Le retour en force de la Turquie..... | 25 |
| Faibles réactions russes..... | 26 |
| TEMPS SOCIAL DE TRAVAIL, FLEXIBILITE ET CHOMAGE EN FRANCE..... | 27 |
| PRESENTATION..... | 27 |
| Contexte de ce travail..... | 27 |
| Contexte social..... | 28 |
| Contexte du « chômage »..... | 29 |
| LES “ 35 HEURES ” CONTRE LE PROLETARIAT..... | 30 |
| INTRODUCTION..... | 30 |
| Le tournant de 1982..... | 31 |
| MESURES GOUVERNEMENTALES..... | 34 |
| Dans les entreprises..... | 36 |
| Une revendication séculaire..... | 38 |
| Conclusion provisoire..... | 39 |
| UN BON EXEMPLE : la grève SCHINDLER..... | 41 |
| UN AUTRE EXEMPLE : PEUGEOT..... | 42 |
| Bilan des accords passés..... | 45 |
| CONSIDERATIONS SUR LES AGITATIONS DE CHÔMEURS ET PRECAIRES..... | 46 |
| Richesse objective du mouvement <i>versus</i> carence de puissance..... | 46 |
| Descriptif..... | 46 |
| Traductions <i>ad usum</i> des chômeurs et des précaires en lutte de l'idéologie dominante.. | 47 |
| Des analyses et quelques remèdes partagés par toute la gauche... .. | 54 |
| Exploitation étatique des agitations de chômeurs..... | 58 |
| COMPOSITION DE CLASSE..... | 61 |
| Chômage, précarité, un état des lieux du marché du travail en France..... | 61 |
| La surpopulation relative selon Marx..... | 61 |
| Les conséquences sur les prolétaires au travail et pour le capital total..... | 62 |
| La surpopulation relative : une définition..... | 63 |

| | |
|---|----|
| La surpopulation relative « paupérisée » (Pauperismus)..... | 65 |
| Pour résumer | 65 |
| Composition de classe du mouvement des chômeurs | 66 |
| UN AUTRE AVATAR : LE SALAIRE POLITIQUE | 67 |
| Introduction | 67 |
| Critique générale de Negri | 68 |
| La circulation émancipée de la production selon le professeur Negri | 69 |
| La circulation émancipée de l'argent selon le professeur Negri | 73 |
| Le salaire émancipé de la loi de la surpopulation relative selon le professeur Negri | 75 |
| LIMITES ET FAIBLESSES | 79 |
| Les militants de base du mouvement prisonniers du syndicalisme et de la pédagogie par l'exemple | 79 |
| Quelle critique du syndicalisme ? | 80 |
| Quelle centralisation ? | 84 |
| MATERIAUX D'INTERVENTION | 86 |
| TRACT..... | 86 |
| NOTES INTRODUCTIVES | 88 |
| SOMMAIRES DES PUBLICATIONS PRECEDENTES | 92 |

EDITORIAL

Cette huitième livraison comprend deux thèmes majeurs : la « guerre de Serbie » et le « temps social de travail, flexibilité et chômage en France ».

Encore une fois, l'actualité a bouleversé notre plan de travail et d'édition, ce qui explique, en grande partie, le sommaire et le retard dans la parution de ce numéro huit.

Cette fois encore, ce n'est pas l'irruption - même fugace - de la lutte de classe, pas plus que la venue de notre vieille amie, « notre vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre pour apparaître brusquement : la Révolution », d'après l'expression bien connue de Karl Marx, qui nous aurait, à notre plus grande satisfaction, obligé à revoir l'ordre des priorités de nos activités.

Non, **cette fois encore**, il s'agit beaucoup plus dramatiquement de la sinistre actualité du capital, en l'occurrence du déclenchement contre-révolutionnaire de la guerre impérialiste de Serbie et de la destruction massive, opérée par les classes dominantes serbes via leurs appareils armés, des prolétaires et des petits paysans pauvres albanais de la Kosova.

Cette immense tragédie pour le camp des exploités et des opprimés du monde entier est à l'exacte mesure de l'absence du prolétariat révolutionnaire de la scène mondiale.

Comme à d'autres époques, en acceptant de se battre sous la bannière du nationalisme et de leurs propres exploités, les prolétaires se livrent sans compter et sans résister à cet impitoyable boucher qu'est le capital.

Force est de constater que la contre-révolution démocratique et/ou fasciste a considérablement gagné en épaisseur, avec son immanquable et sinistre procession de massacres d'ouvriers et de paysans.

Or, il y a presque quatre-vingts ans jour pour jour se tenait (du 2 au 6 mars 1919) le premier congrès de l'Internationale communiste, prolongement de la première - et jusqu'ici unique - révolution ouvrière victorieuse du siècle et rupture radicale sur le terrain de la guerre impérialiste d'avec les trahisons des pacifistes et des bellicistes de 1914.

Cet immense espoir s'avéra cependant de courte durée et, dès les années 20, une longue période de contre-révolution vint assombrir presque complètement l'horizon prolétarien.

Depuis, l'optimisme révolutionnaire revigoré malgré tout par des périodes, somme toute, relativement courtes d'effervescence ouvrière inaboutie (68-77), a dû se ressourcer à la rude école de la théorie. Il a fallu combler les défaillances diverses au moyen de la compréhension la plus approfondie possible des causes des défaites passées et présentes et reprendre à nouveau la tâche de défendre la pertinence du marxisme et sa capacité à servir d'outil adéquat pour l'analyse des contradictions étreignant notre époque.

Dans ces conditions, le communisme théorique est essentiellement une science de la contre-révolution :

« Le marxisme n'est pas la doctrine des révolutions mais celle des contre-révolutions : tous savent se diriger quand la victoire est imminente, peu savent le faire quand la défaite arrive, se complique et persiste. »

(A. Bordiga, in *Invariance* n°4, 1969)

Les événements belliqueux dont il est question dans cette revue confirment une fois de plus cette thèse. Aussi nous a-t-il fallu prendre tout le temps nécessaire à la réflexion et à l'analyse des causes de cette guerre. On trouvera donc, pour cette première thématique, trois textes :

- une première analyse des motivations du conflit du point de vue de chacune des parties en présence ;
- une estimation des enjeux économiques du conflit pour la Serbie ainsi que ses premières conséquences sur l'économie de la Serbie et du Monténégro ;

- une étude sur les conflits géo-stratégiques liés aux ressources pétrolières d'Asie Centrale.

La seconde thématique abordée concerne une autre offensive capitaliste - menée cette fois-ci en temps de « paix » - celle qui concerne le temps de travail et sa réduction, questions qui tiennent une place de choix dans le discours du néo-réformisme. Ces questions sont en effet systématiquement mises en avant par les différents porte-parole et idéologues censés représenter le mouvement des chômeurs et le mouvement ouvrier tout entier. Pour ces derniers, la RTT (réduction du temps de travail) serait le moyen radical de mettre fin au chômage et à la précarité. Cette idée est devenue le discours dominant à gauche et se trouve déclinée selon des modalités qui ne divergent que sur la forme. Des sociaux-démocrates, avec la loi Aubry, aux différentes variétés de gauchistes, du mouvement associatif et syndical (SUD, AC !, DAL, APEIS, etc.) jusqu'aux pseudo-autonomes disciples du Professeur Toni Negri (ex-Cargo, « Italiens »), le postulat est identique. Bien sûr, toutes ces composantes diffèrent entre elles sur le degré de réduction du temps de travail proposé (35, 32, 30 heures), mais toutes fondent leurs théorisations sur les mêmes prémices.

A côté de cette mystification centrale, le mouvement des chômeurs a fourni l'occasion d'une production abondante d'idéologies sur la place du travail dans la société actuelle. Deux conceptions se sont largement disputées et partagées le marché de la contestation dévitalisée, chacune bien sûr, comme pour la réduction du temps de travail, se trouvant agencée selon des degrés différents de radicalité.

Une première conception « travailliste », allant des staliniens rénovés (ou non) aux différentes variétés de trotskistes, faisant du droit au travail dans sa forme salariée l'horizon revendicatif indépassable du mouvement ouvrier.

Une deuxième, que nous appelons « solidariste », d'inspiration chrétienne, embrassant sous son aile la « deuxième gauche » (« CFDT en lutte » ou normale) et l'Autonomie dégénérée, qui relativise la place du travail dans l'existence du « citoyen » et aspire à la création d'un revenu garanti par l'Etat. Ce dernier courant étant de loin le plus imaginaire sur le plan idéologique.

Les positions de *Mouvement Communiste* sont évidemment aux antipodes de ces diverses productions idéologiques. Ces dernières, en effet, ne visent qu'à empêcher toute critique approfondie du mode de production capitaliste et *in fine* toute jonction dans la pratique entre les diverses composantes du prolétariat. Contre ceux qui ne font que proposer le salariat pour l'éternité (droit au travail) et ceux qui chantent la fin du travail et prônent le retour à une sorte d'artisanat généralisé assisté financièrement par l'Etat (RMI amélioré pour tout le monde afin que la créativité du travail individuel puisse s'exprimer hors des entraves du capital), nous nous inscrivons dans la continuité de la critique marxiste du capital et de ses idéologies.

Cette critique, sur les questions qui nous préoccupent ici, tient en ces quelques points¹ :

- En lieu et place de « la réduction du temps de travail pour créer des emplois », défense intransigeante de la condition prolétarienne (salaire, conditions de travail) en rupture avec toute considération visant à préserver la compétitivité de l'entreprise ou du capital « national » ,
- En lieu et place de la dichotomie exclus/inclus, affirmation de la polarisation entre prolétariat et capital, les « exclus » n'étant, dans leur immense majorité, qu'une fraction du prolétariat surnuméraire de la grande industrie, souvent composée par des travailleurs occultés par les statistiques du travail « typique » ,

¹ Nous précisons, dans un texte ultérieur, ce en quoi pour nous il n'y a pas rupture entre ces trois points mais bien continuité.

- En lieu et place de la revendication du droit au travail ou de son complément inversé le revenu universel garanti, critique du travail sous sa forme salariée et affirmation du communisme comme abolition du travail aliéné.

La tâche que nous nous sommes fixée est, dès maintenant, de combattre les divisions de statut, de race et de sexe en commençant, dans la mesure du possible, le travail de cristallisation d'une composante ouvrière active en rupture avec les syndicats d'Etat et les associations qui s'arrogent le monopole de la représentation des catégories les plus vulnérables du prolétariat (précaires, chômeurs, clandestins).

On trouvera donc, pour cette deuxième thématique, cinq textes :

- un sur les « 35 heures » et les réactions qu'elles suscitent ;
- un sur le mouvement des « chômeurs » de 1997/98 ;
- un sur la réalité du chômage en France et la surpopulation relatives en reprenant les concepts de Marx ;
- un sur un avatar particulier des fausses idées dont le mouvement a pu se faire l'écho, celle du salaire garanti, suivi d'une critique de son principal théoricien, le Professeur Negri ;
- un sur ce que sont, pour nous, les limites de ces mouvements et les problèmes qu'elles posent.

Il est précédé d'une partie introductive précisant les raisons de ce travail suite aux diverses discussions engagées autour des sujets le constituant.

Les différents matériaux d'intervention, produits depuis la dernière livraison, sont rassemblés à la fin de la revue.

« La victoire de la révolution n'est-elle possible qu'une fois accomplie la contre-révolution. »
(Marx, *Discours au Congrès de Cologne*, Février 1849).

16 Mai 1999

GUERRE EN SERBIE

PREMIERES ANALYSES

UNE TRAGEDIE PROLETARIENNE DE GRANDE AMPLEUR

La guerre impérialiste en cours en Serbie est une tragédie prolétarienne à plus d'un titre. D'abord parce que les massacres et déportations massives entrepris par l'armée et les milices fascistes serbes contre les prolétaires et les petits paysans pauvres kosovars sont l'ultime outrage infligé au cadavre encore chaud d'une lutte de classes qui dans la région comptait parmi les prolétaires albanais de vaillants représentants. Emeutes et grèves insurrectionnelles de mars-avril 1981, grèves dans les mines de Trepca et la centrale électrique d'Obilic en février-mars 1989, résistance - bien que de plus en plus ténue - dans les années 1990 contre les discriminations salariales et d'embauches, tels furent leurs principaux titres de gloire. Ensuite parce qu'elle révèle au grand jour l'identification presque complète, jusqu'à preuve du contraire, de l'écrasante majorité des prolétaires serbes aux intérêts de leur bourgeoisie² acceptant sans broncher de faire payer à la population opprimée albanaise leur propre défaite. Impuissante depuis au moins cinq ans à lutter pour ses intérêts de classe, au mieux indifférente mais plus généralement protagoniste de l'oppression nationale dirigée contre les Albanais de Kosova, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre serbes se sont consolées de leurs conditions de vie toujours plus précaires, de leur absence sur le terrain de la lutte de classe, dans l'identification à la très réactionnaire communauté fictive du panslavisme orthodoxe. Nous ne dénisons pas le fait qu'il y ait, à coup sûr, de nombreux actes individuels contre la guerre et le régime de Milosevic (les 5000 désertions recensées par l'OTAN en sont la preuve) mais nous sommes cependant malheureusement obligés de souligner l'absence de lutte collective en Serbie ou d'actes de solidarité élémentaires en Kosova même. Ainsi, l'expulsion, en août 1995, des 200 000 serbes de Krajina (sacrifiés à une entente implicite entre Zagreb et Belgrade, qui devait déboucher sur les accords de Dayton), loin d'être perçue comme un *de te fabula narratur* sert d'abjecte justification à la destruction des Kosovars. **Une fraction de prolétariat qui contribue à en opprimer une autre, forge ses propres chaînes.** Pourtant, jusqu'en 1988 et la menace d'instaurer l'état d'urgence à Belgrade, la classe ouvrière serbe avait su faire trembler les bourgeoisies de toute la Yougoslavie par ses grèves et son absentéisme quotidien.

Enfin, parce que le prolétariat des citadelles industrielles d'Europe, incapable de se frayer une voie indépendante des différents appareils d'encadrement étatique, ce qui eût supposé des luttes de classe persistantes qui en auraient constitué l'assise, se répartit entre les camps bellicistes, pacifistes et indifférentistes à la traîne des fractions bourgeoises les animant. L'internationalisme prolétarien ne dépasse aujourd'hui pas le stade de la phrase. L'idéologie d'une solidarité tous azimuts (identification avec les rockers bombardés de Belgrade et/ou pitié obscène envers les déportés albanais de Kosova), loin de relâcher la mortelle étreinte impérialiste sur les prolétariats des Balkans, contribue à en resserrer l'étau. Plus encore, elle est un attribut décisif de la guerre impérialiste et en constitue le naturel et nécessaire présupposé/développement idéologique ad usum de la société civile. Les « camps » de la paix

² Les ouvriers « protégeant » les usines automobiles Zastava, main dans la main, avec leur patron, singeant ce qui devrait être la lutte prolétarienne contre la guerre capitaliste. En réalité, ils ne manifestent rien d'autre qu'un patriotisme d'entreprise. Nous n'avons eu connaissance que de la déclaration de 18 organisations (dont certains syndicats) de Serbie (*Rouge* du 15/04/1999) critiquant très clairement le régime de Milosevic et les bombardements de l'OTAN mais mettant au même plan de responsabilité, dans le traitement infligé aux populations kosovares, l'OTAN, Milosevic et l'UCK. Ce qui conduit à dédouaner de facto le régime de Milosevic.

et de la guerre des pays européens engagés se complètent. L'un ne pourrait pas exister sans l'autre et inversement. Les deux camps ont en commun l'essentiel : la défense du rang international de son propre Etat capitaliste et, par extension, la défense de l'outil militaire pour réduire à l'unité ce qui apparaît comme inconciliable. Cette unité profonde des deux camps est poussée jusqu'au plus haut de l'appareil politique de l'Etat. Les bellicistes et les pacifistes y cohabitent en bonne intelligence, comme en France ou en Italie. C'est en Italie que cet exercice d'équilibrisme est le plus abouti. L'Eglise de Rome, les héritiers de la Démocratie chrétienne fraction Aldo Moro, les épigones des Brigades Rouges et de l'Autonomie (centres sociaux et autres), les racistes de la Ligue Lombarde, la « gauche » du parti gouvernemental de d'Alema, les stalinien orthodoxes et les trotskistes font partie du camp de la paix (lire du soutien à l'hypothèse politique d'une Italie levantine, indépendante des USA, jouant un rôle prépondérant dans la Méditerranée). Tout ce beau monde défile ensemble chaque samedi et ils aiment cela.

UNE SITUATION QUI IMPOSE UNE APPLICATION RIGOREUSE MAIS NON SIMPLISTE DES POSITIONS COMMUNISTES CLASSIQUES

Nous ne nous plaignons pas des événements. Nous pourrions nous contenter, pour les analyser, de répéter les « principes communistes » sous forme de slogans :

- nous ne soutenons ni Milosevic ni aucune solution bourgeoise de rechange en Serbie ;
- nous ne soutenons ni l'UCK ni aucun groupe nationaliste albanais ;
- nous ne soutenons pas les bombardements de l'OTAN ;
- nous ne soutenons pas notre propre bourgeoisie et nous ne sommes ni pacifistes ni bellicistes ;
- nous appelons à l'internationalisme prolétarien.

Notre tâche est, en premier lieu, de faire ressortir les causes profondes de la guerre en cours, lesquelles n'ont pas épuisé leurs effets.

A l'origine des guerres impérialistes qui déciment les prolétariats des Balkans depuis près de dix ans, il y a la contre-offensive entreprise par les différentes fractions locales des classes dominantes se disloquant suivant les lignes de fractures d'un marché yougoslave victime de crises cycliques d'une gravité exceptionnelle (1982, 1987, 1990) et de luttes ouvrières déterminées. Avec beaucoup de difficultés, elles ont entrepris de reformuler leur domination à partir de cadres étatiques resserrés, épousant au plus près les esquilles des nationalités de la région. Cela aux fins de mieux subordonner leur prolétariat respectif à la prétendue communauté nationale de destin. L'armée - fortement territorialisée et donc liée au pouvoir local - s'est volontiers prêtée à ces nouvelles configurations étatiques. La Yougoslavie, issue de la Seconde Guerre mondiale, était un pays de frontière entre les deux grandes aires capitalistes occidentale et russe. Là résidait son talon d'Achille - dont l'autogestion et le non-alignement furent les expressions idéologiques dominantes - engendrant des idéologies fumeuses sur l'impossibilité atavique de vivre ensemble, auxquelles les belles âmes humanistes opposaient des appels aussi creux que velléitaires à la fraternité instantanée. La Yougoslavie tirera initialement bénéfice de sa situation frontalière, obtenant des crédits à des taux modérés à l'Ouest, où se trouvaient ses marchés d'exportation, et s'approvisionnant en pétrole à bas prix dans l'aire russe. L'homogénéisation des cycles capitalistes à partir de la crise de 1981-1982, et surtout la grave crise enclenchée en 1986 du bloc des démocraties populaires inverseront la tendance en ajoutant de l'ampleur et de la profondeur aux soubresauts économiques et institutionnels de cette formation capitaliste, également soumise à des rudes assauts ouvriers. Hantées par le spectre prolétarien, les bourgeoisies yougoslaves n'ont eu de cesse de faire payer à la classe ouvrière les coups reçus. Le long siège de

Vukovar, bastion prolétarien multinational des luttes de 1988³, puis son anéantissement à l'automne 1991 s'expliquent de la sorte. « Plutôt une fin effroyable qu'un effroi sans fin » (Schiller), reste le mot d'ordre préféré des bourgeoisies en péril. Les communistes, loin de regretter la Yougoslavie titiste, se réjouissent, au contraire, de son agonie provoquée par les coups conjugués des crises de valorisation et des offensives prolétariennes, dont les luttes généralisées en 1988 constituent le principal titre de noblesse. Plus encore, c'est l'inachèvement de sa destruction, l'épuisement de la classe ouvrière dans ses combats internationalement isolés, soumise aux violents contrecoups de la crise, qui ont libéré le terrain aux guerres de succession bourgeoises sur les décombres de la Fédération yougoslave. « Le déclin du niveau de vie a été si grand qu'il est difficile d'imaginer un autre pays qui n'aurait pas réagi à cette situation par des changements politiques radicaux, ou même par une révolution », soulignait en 1989 l'économiste anglais Harold Lydall (cité par Paul Garde in Vie et Mort de la Yougoslavie, Fayard, Paris 1992).

La guerre est bien la tentative de reconstituer par la force ce qui a été dissout par l'économie et ce que la lutte de classe a fait éclater.

C'est, à n'en pas douter, le point central de notre démonstration. Les communistes ne se désolent pas du passé, ont moins encore la nostalgie d'une formation étatique bourgeoise que les prolétaires ont presque complètement démolie avec entrain. Le modèle titiste, loin d'avoir été une solution de moindre mal à la question des nationalités, n'a cessé d'être une prison pour les Albanais de Yougoslavie que pendant une brève saison (1974-1981), gage opportuniste donné au rapprochement avec l'Albanie voisine. Jusqu'à son éviction en 1967, le ministre de l'Intérieur serbe de Tito, Aleksandar Rankovic, appliquera ainsi un régime de fer sur la Kosova. Mais, la composante albanaise du prolétariat et de la paysannerie pauvre de la région ne s'est pas cantonnée à s'attaquer au régime titiste. Elle a porté le feu en Albanie même, où l'entreprise de destruction de l'Etat est allée beaucoup plus loin (luttes de 1991-92, insurrection inachevée du Sud en 1997), imposant à la bourgeoisie locale de se mettre sous protectorat italien. Les prolétaires de ce pays, indifférents aux sirènes d'une improbable question nationale, représentent, à plusieurs titres, un danger par leur indiscipline, leur insertion massive dans l'économie criminelle. En effet, à partir d'un certain point, le développement de l'économie criminelle devient un facteur de déstabilisation pour les pays capitalistes proches (Italie et Grèce notamment). Ces pays de première ligne ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Pour eux, la guerre de Serbie sert surtout à « relocaliser » de force les centaines de milliers de sans-réserves d'origine albanaise errant sur leur territoire. L'île de Shazan, au large de Vlora, est ainsi devenue un poste avancé italien contrôlant les trafics dans le canal d'Otrante. Pour tous les pays d'Europe, les populations albanaises, du fait de leur migration sauvage, leur insoumission, leur propension à semer la pagaille, sont d'ailleurs considérées comme dangereuses. Les communistes, qui depuis toujours, prônent la totale liberté de circulation des prolétaires, défendent avec détermination la revendication d'une plus grande liberté de mouvement des déportés kosovars sur le territoire européen ou ailleurs.

GEOPOLITIQUES DE LA GUERRE

USA

La guerre menée contre les prolétaires des Balkans est une guerre capitaliste qui oppose directement les Etats-Unis à la Russie et, indirectement, les Etats-Unis à leurs « alliés » de l'Euroland. Pour les pays de l'OTAN, la guerre actuelle recèle des enjeux mondiaux d'ordre essentiellement géostratégique et non plus économique comme ce fut le cas pour la campagne d'Irak. Les relativement maigres réserves en matières premières minérales de Kosova ne

³ Dans cette ville, ouvriers serbes et croates du textile et des pneumatiques luttèrent au coude à coude. Le moment fort de la lutte fut la marche sur Belgrade. C'est aussi à Vukovar que se tint, en 1920, le 2^e congrès du Parti communiste de Yougoslavie qui vota les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste.

représentent nullement un enjeu à la hauteur du conflit. Elles sont estimées à quelque cinq milliards de dollars, contre un coût programmé des opérations aériennes de l'OTAN chiffré à vingt milliards de dollars (dernière estimation réalisée par John Llewellyn, économiste de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers). La même étude évalue le prix de la reconstruction de la Serbie à environ 13 milliards de dollars. Cette différence d'enjeux est importante car elle explique le positionnement nouveau des camps pacifistes et bellicistes, les rapportant directement à des intérêts d'Etat contrastés et non à des affinités subjectives (droits de l'Homme versus millénarismes nationaux). La guerre a donc été décidée par les Etats-Unis. Dès le déclenchement du processus de paix de Rambouillet, leur religion était faite. Il s'agissait pour eux de parvenir à réaliser deux objectifs essentiels :

- Assener un coup décisif à la voilure géostratégique de la Russie ; la refouler définitivement à l'Orient et lui ôter tout débouché direct sur la Méditerranée ; raffermir l'aile orientale, nouvellement intégrée de l'Alliance atlantique (Pologne, Tchéquie, Hongrie) ; consolider le rôle de la Turquie comme pivot géostratégique allant des Balkans jusqu'aux Etats turkmènes d'Orient appartenant auparavant à l'aire russe.
- Requalifier l'OTAN à direction américaine comme seule force armée apte à intervenir en Europe et ailleurs si besoin est ; proposer l'OTAN comme rempart anti-chinois en Extrême-Orient au Japon, à la Corée du sud et à Taiwan.
- Repousser toute éventualité déjà sérieusement émoussée dès 1983, lors de la bataille pour l'installation des missiles Pershing en Allemagne, d'un rôle quelconque politique et militaire indépendant majeur de la part de l'Union européenne.
- Confirmer le dollar en tant que monnaie internationale prépondérante, aux frais notamment de la quasi-monnaie Euro.

Serbie

Cette guerre a été voulue par le régime serbe aussi, qui tente de la sorte de rejoindre pleinement le camp d'une Russie très affaiblie en espérant jouer, à l'avenir, le rôle qui fut jadis celui de l'Allemagne de l'Est. L'incapacité de la Serbie à s'imposer durablement en Yougoslavie, comme le fit le Piémont lors du processus d'unification italienne, que ce soit dans la variante monarchiste ou titiste, a commandé cette option. Relative ouverture économique sur la Méditerranée et équipements industriels plus modernes que ceux du grand frère russe seraient, dans le cadre d'une fédération panslave, les atouts dont la Serbie pourrait se prévaloir à l'intérieur de cette aire. Lisser les aspérités albanaises de Kosova par la destruction de cette population et souder la société civile à ce projet, constituent les préalables incontournables de cette « megalia idea »⁴ de la bourgeoisie serbe. Pour cette dernière, il devient impératif de redéfinir par la force ce qui s'est révélé impossible par la guerre économique : un marché intérieur étanche et un Etat « à la Chinoise », capable d'opérer une ouverture aux capitaux étrangers sans devoir passer par l'anéantissement de la classe dominante nationale. Les réserves minières de Kosova et surtout le Monténégro avec ses débouchés maritimes commerciaux sur l'Adriatique et ses installations touristiques représentent des atouts économiques indispensables à la survie de la bourgeoisie serbe et à son Etat, plus que jamais assoiffé de devises fortes, nécessaires à garantir sa solvabilité et sa capacité d'endettement. Comme au Kurdistan, en Algérie, en Bosnie, etc., l'expulsion terroriste des paysans pauvres kosovars est aussi une manière radicale de dépasser une structure agricole très peu mécanisée fondée sur la très petite propriété privée. De plus, en gonflant les rangs des surnuméraires urbanisés, cela permet d'accroître la pression sur le prolétariat des villes. La guerre pourrait enfin, par la destruction de l'outil de production, offrir au capitalisme serbe le traditionnel bain de jouvence ; les villes bombardées dessinent autant la carte militaire qu'économique de la Serbie : Novi Sad en Voïvodine, Pancevo et la

⁴ La « megalia idea » (ou grande idée) était historiquement le projet d'extension impérialiste de la bourgeoisie grecque à la fin du XIXe siècle.

banlieue industrielle de Belgrade, Kragujevac, Aleksinac, Mitrovica au Kosovo. Extension du champ de bataille aux Etats voisins, déstabilisation de ceux-ci par les déportations de masses sont les modalités tactiques de la guerre menée par la bourgeoisie serbe.

Russie

La Serbie est le dernier poste avancé de la Russie en Europe ; l'offensive américaine a pour objet de refouler la Russie dans la masse continentale asiatique, point final d'une retraite peu glorieuse commencée il y a 10 ans et qui la ramène territorialement à l'époque du XVIIIe siècle. La vraie cible russe, confinée dans une relative impuissance, cherche inlassablement depuis le début des hostilités, à déterminer jusqu'à quel point elle peut s'abstenir de réagir. Par ailleurs, ce dernier épisode de la guerre froide participe plus largement des grandes manœuvres pétrolières américaines selon un arc Balkans/Moyen-Orient/Caucase/Asie centrale dont la Russie serait absente ou guère plus qu'un protagoniste subsidiaire. Il ne s'agit ainsi plus seulement de contenir la Russie mais de l'exclure des principales routes du pétrole et du gaz des prochaines décennies.

Balkans

La guerre menée contre une improbable confédération slave (Russie, Biélorussie, Serbie) a pour terrain d'opération la Kosova, mais pas uniquement. Tandis que la Serbie mène des incursions au nord de l'Albanie et pourrait se retourner contre les populations musulmanes du Sandjak, les Etats-Unis veulent disloquer l'ensemble yougoslave non pas immédiatement à Prishtina mais à Podgorica, apportant un soutien remarqué au président du Monténégro, Milo Djukanovic, et à son équipe opportunément atlantiste et philo-italienne. Le résultat spectaculaire en serait l'enclavement de la Serbie, à l'instar du grand frère russe, qui perdrait avec l'étroite côte monténégrine son unique accès à l'Adriatique. Le proche environnement chrétien orthodoxe est d'ores et déjà neutralisé. Les postures indignées de la Grèce, ligotée de surcroît par son appartenance à l'Union Européenne, ne parviennent pas à masquer sa subordination aux Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN, surtout après sa collaboration avec la Turquie dans le cadre de la résolution de l'affaire Oçalan. La Macédoine est autorisée, quant à elle, à manifester un racisme d'Etat anti-albanais, contrepartie à sa soumission aux exigences américaines : offrir une base arrière à la logistique occidentale. De fait, avec 30 % de sa population de nationalité albanaise, concentrés dans la partie occidentale du pays contiguë à l'Albanie, la Macédoine représente une pièce importante sur l'échiquier balkanique. L'axe Nord-Sud, Belgrade-mer Egée par le couloir de Kumanovo et la vallée du Vardar est coupé.

Europe

Les Etats européens ont, bon gré mal gré, suivi les Etats-Unis qui éprouvent ainsi la solidité de leurs vassaux.

Par sa participation à la guerre de Serbie, l'Allemagne n'ambitionne guère plus que de récolter une légitimation constitutionnelle pour d'autres déploiements militaires extérieurs. Mais les choses vont un peu trop loin à son goût. Enfermée dans la coalition blindée de l'OTAN, l'Allemagne, vivement soutenue par l'Italie, tente de s'arroger une portion diplomatique congrue visant à hâter la fin des hostilités (proposition d'une médiation russo-européenne ; retour sur scène de l'ONU ; application d'une solution de terrain à la bosniaque). La France poursuit sa réintégration dans les structures de l'OTAN et cherche à compenser une diplomatie globalement suiviste par rapport à l'Allemagne par un profil militaire rehaussé. Elle rivalise avec l'Angleterre en effort militaire pour rééquilibrer son rapport de force avec l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne. Via son camp de la paix (Robert Hue, l'extrême-gauche et les « souverainistes », elle plaide également pour l'installation d'une force militaire intégrée de l'Union européenne, fondée sur les dispositifs armés français, britannique et allemand.

L'Italie, outre sa logistique et son territoire, offre le troisième arsenal militaire dans l'affaire balkanique. C'est le deuxième pays le plus engagé dans la guerre après les Etats-Unis. Ses cibles sont clairement définies. Il s'agit de sortir du nanisme diplomatique et militaire et d'occuper le rang qu'il se doit à la cinquième puissance industrielle du monde. Il est question aussi de desserrer l'étau qui en faisait un pays de frontière dans la compétition Est-Ouest de Yalta. De ce fait, Rome compte gagner de nouvelles parts de marché dans les pays de l'ex-bloc russe en entravant, par la même occasion, la montée en puissance de la Turquie. L'Italie, nous l'avons rappelé plus haut, entend également créer des conditions qui lui permettent de réguler directement à la source les flux de main d'œuvre étrangère - et en particulier albanaise - qui rejoignent son sol. L'Albanie, pourtant déjà protectorat italien, ne fournit pas le service souhaité en raison de la faiblesse de son appareil répressif. L'Italie ne trouve donc rien de mieux que de s'en occuper elle-même avec ses propres soldats et carabiniers pénétrant en profondeur dans le pays des Aigles. L'ambassadeur d'Italie à Tirana agit en véritable proconsul. Mais l'Italie ambitionne plus que cela. Ses intérêts en Serbie son bien connus, à l'image de la participation à hauteur de 49 % de Telecom Italia dans le capital de l'opérateur serbe de télécommunications. C'est pour ces raisons que la politique italienne vis-à-vis de la guerre de Serbie s'articule sur toute la largeur de l'éventail de positions possibles, sans que cela se traduise, au-delà des apparences, par une incohérence de fond. Les bellicistes de raison s'accommodent aisément des pacifistes de cœur et, ensemble, ils préparent les nouveaux équilibres qui jailliront de l'après-guerre. La bourgeoisie italienne, conformément à sa tradition la plus éculée, joue gagnant sur tous les tableaux. L'Etat italien renforce à la fois son engagement actif au sein de l'armada aérienne et ses missions « humanitaires » au sol.

Turquie

La Turquie occupe un rôle majeur qui ira en grandissant. C'est le seul Etat membre de l'OTAN qui a augmenté ses dépenses militaires depuis 1989. Malgré la crise de régime persistante (que la victoire du Parti d'action nationaliste aux élections d'avril prolonge), la bourgeoisie turque accumule les réussites (alliance stratégique avec Israël, domestication de la Syrie, règlement de la question kurde à l'intérieur comme à l'extérieur, dont l'arrestation et le repentir d'Ocalan sont la péripétie saillante). Elle accélère ainsi le processus de son retour en force dans les Balkans. Grâce aux derniers développements militaires, elle balaie la Grèce et croise l'Italie, son nouvel adversaire de taille dans la région. Plus royaliste que le roi, la Turquie a été la première à proposer ses services pour l'attaque au sol et a remporté le pompon de la première déportation alliée d'Albanais rescapés de Kosova. Par ailleurs, ce pays a tout à gagner de la guerre de Serbie dans son épreuve de force avec la Russie pour la maîtrise de l'énergie des pays turkmènes de l'ex-URSS. L'échiquier balkanique est ainsi le lieu d'un affrontement indirect, par Serbie interposée, entre la Turquie et la Russie.

Illustration la plus spectaculaire : le ballet en Mer Noire des bâtiments de guerre russes désarmés escortés par la marine turque. Enfin, Kurdes aidant, Ankara boucle aussi à son avantage le dossier de son entrée dans l'Union européenne.

Asie

Mais, à la différence de celui d'Irak, ce conflit armé a la faculté de remettre en mouvement l'ensemble des équilibres géostratégiques de l'Extrême-Orient. Les Etats-Unis soutiennent, par le biais de la nouvelle OTAN, l'alliance anti-chinoise dans le Pacifique à laquelle sont conviés le Japon, la Corée du sud et Taiwan dans le cadre du déploiement du « theater ballistic missile defense » (TMD). C'est pour cela que la Chine a immédiatement pris position pour la Serbie en menaçant en des termes à peine voilés de relancer la guerre d'usure contre Taiwan dans la mer de Chine. En ce sens, notre hypothèse est que la guerre de Serbie constitue un jalon indispensable pour la définition des camps de la prochaine – possible – guerre de la mer de Chine. Conflit armé majeur qui, s'il se déclençait, serait le véritable prélude à la Troisième Guerre mondiale.

DES MARGES DE MANŒUVRE PROLETARIENNE PRESQUE NULLES

Face à une guerre impérialiste singulière qui, du côté américain, prend prétexte des déportations et des massacres des populations albanaises pour déployer sa puissance dans les airs comme au sol et, du côté de l'Etat serbe, riposte aux bombardements de l'OTAN en se déchaînant sur les Kosovars, avec la complicité de la grande majorité des prolétaires et des petits paysans serbes, la position pacifiste est coupable d'indifférence au sort du prolétariat et de la petite paysannerie pauvre kosovars, châtiés pour avoir lutté avec fermeté, dans un passé pas si lointain, contre les classes dominantes serbes. A nos yeux, ces populations albanaises, quoique définitivement battues, ne peuvent guère être sacrifiées sur l'autel d'un scénario géopolitique qui serait plus favorable au combat de classe. A la mesure de nos très faibles forces, il est au contraire de notre devoir de prendre résolument la défense non pas d'un prolétariat mondial abstrait (dont, au demeurant, la seule activité concrète consiste à seconder docilement ses maîtres) mais de l'une de ses parties qui paie aujourd'hui un prix exorbitant pour son insolence passée vis-à-vis de la bourgeoisie locale et de son Etat. Il n'y a donc pas d'impérialisme le plus faible dont on pourrait souhaiter, même en dernière hypothèse, la victoire. D'abord parce qu'en la circonstance, cela signifierait directement la poursuite des exactions de l'armée serbe sur les prolétaires et les petits paysans pauvres albanais. Ensuite parce qu'une victoire du régime de Belgrade souderait davantage encore la classe ouvrière serbe, trop passive face à la destruction planifiée de la composante opprimée kosovare, à la classe dominante de « son » pays. La seule manière de disloquer ce bloc social réactionnaire serait une débâcle militaire qui pourrait ouvrir – classiquement – la perspective de règlements de compte au sein de l'Etat et entre les classes. Cette condition indispensable n'est cependant en aucune manière suffisante pour garantir une reprise de la lutte prolétarienne. Afin que tout cela se réalise, il est préférable que les prolétaires serbes goûtent jusqu'au bout la défaite, dans la mesure où ils persistent à s'identifier avec « leur » Etat. Ces mots ne sont vraiment pas faciles à prononcer pour des communistes dont l'objectif permanent est de favoriser, en toute circonstance, l'union grandissante du prolétariat par delà les frontières, les races, les sexes et les religions. Il peut en outre paraître facile, loin des bombes et des déportations, de statuer sur le sort du prolétariat, comme si nous étions l'état-major de la révolution. Mais, face à une telle situation, le piétisme humanitaire de « gauche », la fraternisation abstraite coïncident au poil près à la défense de l'opresseur, même et surtout si celui-ci se prévaut de l'appui actif d'une fraction des classes exploitées. Affirmer cela c'est en outre souligner à nouveau la terrible tragédie prolétarienne qu'est le confinement de la classe exploitée dans l'impasse fratricide du nationalisme.

En l'état, seuls les prolétaires serbes⁵ peuvent interrompre pour de bon la machine infernale qui les broie et qui broie leurs frères de classe albanais. Et la seule façon de le faire se résume à renverser le régime de Belgrade et à tendre la main aux opprimés de Kosova. Nous attendons tout des prolétaires serbes, à la mesure de leur responsabilité majeure dans le sort des populations kosovares. Les prolétaires et les paysans pauvres de Kosova, en revanche, n'ont plus aucune chance de sortir indemnes du piège. L'UCK, initialement passage obligé de

⁵ « Le parti affirme la solidarité des ouvriers et des paysans révolutionnaires des autres nations yougoslaves, et en premier lieu de la Serbie avec le mouvement révolutionnaire albanais, représenté par le comité du Kosovo, et appelle la classe ouvrière à soutenir sincèrement la lutte du peuple albanais démembré et opprimé pour une Albanie indépendante et unie » (Résolution du 4^e congrès du PC de Yougoslavie – Dresde, 1928) Cette proclamation n'a pour nous aucune valeur de consigne. Nous en partageons encore moins le débouché étatique, comme issue à l'oppression nationale des Albanais de Kosova. Aujourd'hui, encore moins qu'hier. Nous reconnaissons par contre la valeur positive de l'appel à la fraternisation internationaliste adressé *en premier lieu* aux prolétaires serbes. La question de la solidarité nous la posons dans les mêmes termes que jadis. La responsabilité **première** de la fraction nationale prépondérante du prolétariat de la région y est clairement soulignée et engagée.

l'improbable autodéfense des villageois albanais de Kosova, s'est révélée dans l'épreuve être ce à quoi elle aspirait : un agglomérat hétéroclite de pauvres supplétifs de l'armée américaine, aspirant à la constitution d'une caricature d'Etat, incapable de résister un tant soit peu à l'offensive de l'armée serbe. L'adhésion – souvent contrainte par la répression serbe ou, maintenant, fortement « encouragée » dans les camps de déportés – des villageois traqués à l'UCK n'a, jusqu'ici, pas servi à autre chose que justifier aux yeux de la population serbe la sauvage répression de l'armée et des milices de Belgrade en terre kosovar. La question albanaise, c'est-à-dire l'inachèvement de la constitution des territoires peuplés majoritairement d'Albanais en nation, est aujourd'hui dépassée par le mouvement même du capital. Sa résolution ne peut guère se faire en dehors d'un cadre de révolution prolétarienne aboutie. Ni l'autonomie, ni le protectorat, ni l'indépendance ne sont plus à même de faire jouer à la Kosova le rôle du Piémont par rapport aux populations albanaises de la région. D'abord, parce qu'à Tirana, les prolétaires albanais ne veulent plus de la nation (surtout lorsqu'elle incarne la pauvreté et la misère), instrument idéologique de leur sujétion pendant un demi-siècle, défroque encombrante dont ils se débarrassent volontiers par l'exil. Ensuite parce qu'au terme d'une longue oppression, de l'épuisement des luttes, les Kosovars ne peuvent plus exister politiquement qu'à la remorque de l'Oncle Sam. Ce constat souligne une autre tragédie, l'impuissance du mouvement communiste à intégrer tout au long du XXe siècle cette question albanaise explosive au point d'être instrumentalisée aujourd'hui par l'ennemi bourgeois. « L'érection, dans le cadre de la Serbie, de Kosovo-Metohia en une région autonome, avec des journaux, des écoles « chiptares », etc., ne résout pas le problème, comme la création d'une Lombardie autonome dans l'orbite de l'empire autrichien n'aurait pas résolu la question de l'unité italienne en 1859. Il est évident qu'on n'élimine pas avec des autonomies les conséquences du démembrement d'une nation ou de son asservissement. » (Ante Ciliga, *La Yougoslavie sous la menace intérieure et extérieure*, Les Iles d'Or, Paris 1951). Par ailleurs, se borner à proclamer d'ici que notre ennemi est notre propre bourgeoisie ne permet pas de rendre compte de l'aspiration profondément pacifiste de vastes secteurs des classes dominantes et de leurs appareils politiques (notamment en France⁶ (5) et en Italie, où l'engagement terrestre représente la ligne rouge à ne pas franchir). Plus encore, dans ce contexte, l'articulation de la politique guerrière et de l'action militaire de l'adversaire comprend, intègre et, in fine, se sert du pacifisme pour relancer la dimension diplomatique de l'affrontement. Dans un deuxième temps, nous en sommes convaincus, le « camp de la paix » fournira le dispositif idéologique et le personnel militant de la « réconciliation entre les peuples » menée sous le signe de la marchandise et de l'argent. Dans le contexte donné, la seule manière de combattre la bourgeoisie consiste à s'opposer simultanément aux « camps de la guerre et de la paix ». Dans la plupart des cas, le « camp de la paix » se borne d'ailleurs à exiger l'arrêt des bombardements de l'Otan sans dire un mot sur le retrait de l'armée, de la police serbe et des milices fascistes de Kosova, ce qui revient à s'inscrire dans le camp de la guerre du côté serbe. De plus, ces champions de la paix des cimetières fournissent par défaut un imparable argument de légitimation à la tant honnie OTAN lorsque cette dernière dit s'être engagée pour assurer la libération de la Kosova des troupes de Belgrade. Les « pacifistes » plus conséquents sont eux à la traîne de la position américaine conditionnant l'arrêt des bombardements au retrait militaire serbe du Kosovo. Enfin, la position la plus élaborée veut aboutir à un compromis politique dont la guerre ne serait que le vecteur et témoin de son indifférence au sort des prolétaires et paysans kosovars. Le prolétariat des principaux pays capitalistes paie actuellement de longues années d'inertie. peut-être la propagation des conflits armés et leur diffusion à sa proximité impulsera des réactions à la hauteur de cette première guerre capitaliste, depuis 1945, aux enjeux mondiaux,

⁶ Où, par exemple, P. Quilès, président de la Commission de Défense de l'Assemblée nationale, vient de demander (14/05/1999) l'arrêt immédiat des bombardements.

en territoire européen. Alors, seulement, les mots d'ordre classiques des communistes retrouveront toute leur signification : défaitisme révolutionnaire et lutte des classes contre tous les camps impérialistes.

NECESSITES ECONOMIQUES DE LA GUERRE

LA SERBIE, UNE ECONOMIE SINISTREE

La structure productive de la Serbie est ressortie sinistrée des quatre ans de guerre, commencés en avril-mai 1991 et marqués par la destruction de la citadelle ouvrière de Vukovar par les milices et l'armée fédérale serbe puis conclus par les accords de Dayton en novembre 1995, qui ont déchiré l'ancienne fédération yougoslave. Alors que les économies croate et slovène ont pu largement, au sortir de la guerre, reprendre et développer des relations économiques intenses avec l'Italie et l'Allemagne, leurs marchés historiques et avoir accès aux marchés internationaux de capitaux pour restructurer leur appareil productif, la Serbie est restée au bord du chemin. Depuis le 16 décembre 1992, la Yougoslavie ne fait plus partie du Fonds monétaire international et même si l'embargo dont elle était l'objet de la part des Nations unies est levé depuis la fin de l'année 1995, la normalisation des relations économiques avec les grandes institutions internationales que sont la Banque mondiale, la BERD et l'OSCE n'était toujours pas à l'ordre du jour avant même le déclenchement de la guerre avec les pays de l'Alliance atlantique. Le pays, de ce fait, n'a pratiquement plus accès au marché international des capitaux, faute d'avoir résolu la question du rééchelonnement de l'ensemble de sa dette (estimée à 10 milliards de dollars en termes bruts). Ainsi, les négociations avec le Club de Londres sont-elles interrompues depuis octobre 1997. Les velléités de normalisation des relations politiques et économiques qui se sont manifestées de la part des Américains par la tournée de leur émissaire Robert Gelbard dans les Balkans à la fin février 1998 ont été arrêtées net par le développement de la guerre de Serbie. Les quelques données dont on dispose pour apprécier la situation économique font état d'une situation catastrophique et démontrent sans ambiguïté que la Serbie est la grande perdante de la guerre des années 90. Ainsi, le PIB par tête (1 600 dollars en 1997) ne représente que la moitié du niveau atteint en 1989. Par rapport à cette même année, l'industrie serbe a perdu plus de 70 % de ses capacités et la richesse nationale a été réduite de moitié. Les marchés extérieurs de la Yougoslavie se sont effondrés. En 1996, un an après la fin de l'embargo, les exportations s'élevaient à 597 millions de dollars contre 2 539 millions en 1992 et 4 704 en 1991.

LA GUERRE DE BOSNIE A DEVORE L'ECONOMIE

Plusieurs causes sont à l'origine de la catastrophe économique de la Yougoslavie maintenue. La sécession de la Croatie et la Slovénie a signifié la perte de flux de capitaux importants pour la Serbie. En effet, avant le déclenchement de la guerre une grande partie des devises gagnées par la Croatie et la Slovénie du fait du tourisme sur l'Adriatique et de l'exportation de biens de consommation en direction de l'Europe occidentale, notamment l'Allemagne et l'Italie, étaient redistribuées par le jeu des mécanismes de l'Etat fédéral en direction des régions les plus pauvres dont la Serbie. Ainsi, avant la guerre, les Slovènes devaient verser 1,97 % du produit social de toutes les entreprises publiques au Fonds général d'investissement, dont l'objet était de compenser les inégalités engendrées par l'accumulation du capital, au bénéfice des régions les plus déshéritées (Macédoine, Kosovo, Bosnie). Les Croates, quant à eux, contestaient le fonctionnement d'un système bancaire qui ne leur assurait pas le contrôle des devises qu'ils apportaient à la Fédération. Ainsi, alors que la Croatie fournissait 24 % des ressources disponibles du Fonds général d'investissement, la Slovénie en apportait 18,5 % et la Serbie, pour une population cinq fois plus élevée, 17,7 %. La moitié du capital investi au

Kosovo, à la fin des années 80, venait du Fonds. La guerre est donc venue sanctionner la faillite de la tentative historique de créer un marché intérieur unifié. L'industrie serbe, spécialisée dans des secteurs où sa compétitivité sur le marché mondial était faible (armement, sidérurgie, mécanique), coupée par l'embargo de ses marchés traditionnels, notamment la Russie vers laquelle elle exportait des biens manufacturés (ameublement, confection, chaussures) et soumise à une militarisation à outrance n'a pas supporté le choc. A partir de janvier 1992, la Yougoslavie a connu la période de dépréciation de la monnaie nationale la plus grande et la plus longue qu'un pays ait connu dans l'histoire économique mondiale, l'Allemagne des années 1922-23 comprise. Pour financer l'effort de guerre, l'Etat a utilisé le levier de la création monétaire. En 1993, plus de 80 % du budget de la Yougoslavie était destiné à la police et à l'armée et en décembre 1993, 95 % environ des dépenses du gouvernement étaient financées par la création de dinars⁷.

LE PROLETARIAT ET LES COUCHES MOYENNES DANS LA TOURMENTE

Avec un salaire moyen mensuel qui varie entre 750 et 950 dinars, les ouvriers yougoslaves sont les moins bien payés d'Europe. Dans son édition du 1er mai 1998, le quotidien de Belgrade *Danas* affirmait que le salaire moyen équivalait à moins d'un DM par jour. En 1997, le taux de chômage officiel se situait à 27 % soit 800 000 chômeurs sans compter le chômage technique, qui, pris en considération, ferait grimper le chômage à la moitié de la population active. La situation de la classe ouvrière est similaire à celle de la classe ouvrière de Russie. La classe dominante achète la paix sociale en maintenant artificiellement l'emploi dans les entreprises, lesquelles prodiguent à leurs salariés, via les syndicats d'Etat, nombre de prestations en nature (farine, légumes). Autre soupape de sécurité pour le régime, hormis le développement de l'économie criminelle, la ruralisation d'une partie de la population, dans un pays où 92 % des terres cultivables sont entre les mains de petits propriétaires⁸ : « A l'exception de la Voïvodine, la Serbie est le paradis de la petite propriété, grâce à quoi l'agriculture était une des ressources principales de l'économie parallèle pour une bonne partie de la population urbaine, et un excellent amortisseur des révoltes sociales, en premier lieu celles des ouvriers, mi-paysans mi-travailleurs... »⁹. Cette situation, outre l'hystérie nationaliste, explique la passivité de la classe ouvrière serbe. Par ailleurs, le régime de Milosevic pour asseoir son pouvoir n'a jamais ménagé ses efforts pour se concilier le soutien du prolétariat. En Kosova, où vivent près de 200 000 serbes, notamment dans la région industrielle de Trepca, la clique de Milosevic a joué des antagonismes nationaux pour approfondir les divisions entre prolétaires serbes et albanais. Ainsi, c'est à une véritable politique de préférence nationale que s'est livré le régime, licenciant en masse les prolétaires kosovars pour réserver le monopole de l'emploi aux Serbes et en appliquant une discrimination salariale systématique en faveur de ces derniers. A Trepca, en 1988, on comptait 23 000 salariés dont 80 % d'Albanais, dix ans plus tard les effectifs s'élèvent à 15 000 dont seulement 10 % d'Albanais.

⁷ Pourcentages calculés par Steve H. Hanke, professeur d'Economie appliquée à la Johns Hopkins University. Entre 1990 et 1991, Steve H. Hanke a été conseiller économique auprès du vice président de la Yougoslavie. *The Wall Street Journal Europe*, jeudi, 29 avril 1999.

⁸ En 1981, la population agricole de la Yougoslavie représentait 4,3 millions de personnes, dont 2,2 à 2,9 millions travaillaient sur des petits lopins de terre privés. Parmi les petits paysans, 1,5 million avaient un travail régulier en dehors de l'agriculture. L'agriculture est encore arriérée : en moyenne, en 1990, un paysan yougoslave pouvait nourrir cinq personnes, contre soixante-cinq dans les pays industrialisés occidentaux. En outre, ces pourcentages et ces moyennes gommant les disparités significatives entre la Slovénie et la Croatie et le reste de l'ancienne Yougoslavie.

⁹ Les Balkans, paysage après la bataille, sous la direction de Jacques Rupnik, éditions Complexe, Bruxelles, 1996.

Ce soutien du prolétariat serbe qui s'était exprimé lors des premières élections libres de 1990 — le SPS (parti socialiste) s'érigeant en défenseur des catégories les plus nombreuses et les moins bien payées de la classe ouvrière —, ne s'est jamais démenti pendant la guerre. En 1993, le parlement serbe adoptait, pour sceller cette monstrueuse alliance, une loi interdisant les licenciements tant que dureraient les sanctions économiques. Si ce soutien s'est effrité depuis, le mécontentement des prolétaires à l'égard du régime s'est pour le moment uniquement manifesté sur le terrain électoral et en faveur notamment du Parti Radical de V. Seselj, fasciste déclaré et arrivé en tête au second tour des présidentielles d'octobre 1997¹⁰. Les couches moyennes, quant à elles, ont payé le prix fort de la désintégration économique. L'hyper-inflation les a ruinées, ce qui explique, pour une large part, les forts mouvements de rue lors de l'hiver 1996/97, qui ont touché les grandes villes de Serbie et notamment Belgrade où les élections municipales avaient vu la victoire (invalidée par le pouvoir) de la coalition Zajedno (Ensemble)¹¹. Depuis la reprise en main du régime Milosevic et l'éclatement de la coalition qui catalysait toutes ses espérances d'alternative politique, les couches moyennes ont voté avec leur pied en émigrant massivement hors de la Serbie : 500 000 personnes ont quitté le pays depuis 1992. Qui plus est, le régime, plus soucieux de s'attacher les grâces du prolétariat, ne ménage guère ses coups sur la petite bourgeoisie. Manquant cruellement de devises, le gouvernement a fait voter un décret en février 1998 qui stipulait, entre autres, que les achats des biens immobiliers et de voitures devaient se faire en monnaie scripturale, les achats étant généralement réglés en espèces et qui plus est en devises. Cette défiance des couches moyennes à l'égard du système bancaire devenant intolérable pour l'Etat, ce décret permettait d'amorcer le retour forcé des précieuses devises fortes (Deutsche mark, dollar) dans les circuits financiers officiels.

CRISE, GUERRE DE BOSNIE, REPRISE EPHEMERE, COURSE A LA GUERRE ET RETOUR AUX ABIMES

Le 24 janvier 1994, pour juguler l'hyperinflation qui détruit l'économie, la Banque nationale de Yougoslavie annonce une réforme monétaire. Un « superdinar » est créée, arrimé au Deutsche mark au taux de 1 pour 1. Le 2 mars 1994, Dragoslav Abramovic, ancien expert de la Banque mondiale, est nommé président de la Banque nationale, et met en place une politique monétaire restrictive qui permet de juguler l'inflation. A l'automne 1995, ce dernier, exprimant les volontés d'une partie de la classe dominante et des couches moyennes, propose d'instaurer une véritable convertibilité du dinar, libéraliser le commerce extérieur, assurer l'indépendance des banques et privatiser la propriété publique. Celui-ci se heurte très vite au pouvoir politique et est limogé au printemps 96, manifestation de la quasi-inexistence en Serbie d'une base sociale — bourgeoisie, entrepreneurs — favorable à un projet radical de libéralisation de l'économie fondée sur la restructuration du capital, point commun qui la rapproche de la Russie¹². Autre point commun, les entreprises, qui survivent par le recours au troc. Ainsi, selon Nebjsa Medojevic, économiste monténégrin, membre d'un groupe d'économistes indépendants, « depuis trois ou quatre ans (années 94-98, NDLR) il n'y a plus

¹⁰ A signaler aussi, l'engagement massif des jeunes prolétaires serbes (ouvriers, chômeurs) dans les milices fascistes paramilitaires qui se sont illustrées en Slavonie orientale (Vukovar) et en Bosnie. Recrutement effectué par l'entremise des bandes de hooligans supporters de foot de l'Etoile rouge et du Partizan Belgrade. Sur ce sujet, lire le chapitre Le football, les hooligans et la guerre dans l'ouvrage Radiographie d'un nationalisme coordonné par Nebojsa Popov, Editions de l'Atelier, Paris, 1998.

¹¹ Belle illustration de l'impuissance historique de ces couches, ce conglomérat hétéroclite de libéraux, royalistes, fascistes n'a pas eu un mot pendant ces semaines de pseudo contestation pour dénoncer le sort fait aux prolétaires de la Kosova, manifestant sur ce point un alignement parfait sur la politique de Milosevic.

¹² Avant le malheureux Abramovic, Panic, le milliardaire serbe, Premier ministre de juillet à décembre 1992, avait tenté d'incarner l'autre politique, libérale en économie et ouverte sur l'extérieur. Il fut limogé après avoir, en pleine guerre, préconisé la normalisation des relations avec la Croatie et le retour à l'autonomie de la Kosova.

de croissance réelle. Les déficits s'étaient accumulés et les plus importants étaient générés par ces grosses entreprises tenues à bout de bras pour des raisons sociales. L'industrie fonctionne, mais elle ne paie pas d'impôts à l'Etat, ni de salaires aux travailleurs, ni les marchandises à ses fournisseurs, pas plus qu'elle ne rembourse les crédits bancaires ».

Une illustration du gâchis économique ambiant qui règne à Belgrade est la vente de 49 % du capital de l'entrepreneur national de communications à l'italien STET et au grec OTE pour la somme de 1,5 milliards de Deutsche mark, laquelle a servi à régler les arriérés de salaires et à subventionner les industries non rentables. Si la Serbie, en 1997, a connu une certaine reprise économique, liée aux développements de ces échanges avec l'Union européenne, laquelle lui a octroyé un régime commercial préférentiel (augmentation des exportations de 27 %), ainsi qu'aux investissements massifs de l'Allemagne et de l'Italie notamment (principaux partenaires commerciaux de la Serbie-Monténégro), en l'absence de réforme économique, la course à la dépréciation de la monnaie nationale a redémarré fortement au deuxième semestre de l'année 1997. Au tournant de 1997-1998, l'alignement de la monnaie nationale sur le Deutsche mark avait de facto échoué. Confronté à l'épuisement des réserves en devises estimées à 200 ou 300 millions de dollars (soit moins d'un mois d'importations) et à l'aggravation du déficit de la balance commerciale, le gouvernement fédéral s'est résolu à dévaluer le dinar de 45 % le 1er avril 1998 (6 dinars pour un Deutsche mark).

En dépit d'un redémarrage ténu de l'accumulation depuis 1994/1995, la situation était loin d'être florissante. Avant le déclenchement des bombardements de l'OTAN, l'ancien gouverneur de la banque centrale yougoslave (de 1993 à 1996), M. Dragoslav Abramovic, a dressé, dans l'hebdomadaire indépendant *Vreme (Le Temps)* un tableau apocalyptique de l'économie serbe : 80 % des entreprises serbes seraient déficitaires ; le salaire mensuel moyen serait tombé à 152 marks (environ 532 francs), contre 757 en Croatie et 1 040 en Slovénie ; les réserves en devises de la banque centrale auraient fondu à 50 millions de dollars (près de 300 millions de francs). Les effets sociaux de la crise ne sont pas moindres. Le taux de chômage officiel atteint 27 % de la population active. La mortalité des retraités aurait doublé ces dernières années. Citant les chiffres de la Croix-Rouge de Belgrade, l'ancien gouverneur indique que 220 000 habitants de Belgrade âgés de plus de soixante-dix ans vivent à l'heure actuelle seuls et sans ressources¹³.

En misant sur le peu d'intérêt manifesté par les pays membres du « groupe de contact », qui ont envoyé leurs troupes en Bosnie post festum pour geler une situation militaire favorable à Belgrade et à Zagreb – enregistrant de fait la partition du territoire et la purification ethnique – l'Etat stalino-fasciste serbe comptait rejouer la même partition en Kosova. Des conditions suffisantes pour mener à bien cette entreprise lui semblaient réunies. Après les accords de Dayton, une certaine reprise de l'accumulation s'était manifestée. Le projet étatique de stabilisation de la monnaie pouvait désormais s'appuyer sur une amorce de redémarrage industriel. Un effort de guerre limité dans le temps pouvait ainsi produire deux effets bénéfiques : consolider et amplifier la reprise de la production industrielle et restaurer l'autorité et le monopole monétaire de l'Etat. La guerre devait intervenir comme parachèvement du redressement économique sans passer – à l'inverse de certains pays voisins – par la voie douloureuse de la restructuration de la base économique de l'Etat.

LA COURSE A UNE NOUVELLE GUERRE : PREMIER ENJEU, LA KOSOVA

Si les motivations des Etats-Unis dans la guerre actuelle sont d'ordre essentiellement géopolitique¹⁴ – affirmation de l'hégémonie sur l'Europe et confinement de la Russie dans la

¹³ *Le Monde Diplomatique*, avril 1999.

¹⁴ Dans sa deuxième étude sur le sujet depuis le début des hostilités le 24 mars, la banque d'affaires américaine Lehman Brothers révisé à la hausse ses estimations chiffrées de leur coût pour l'OTAN, estimé dorénavant à quelque 20 milliards de dollars au lieu d'environ 12 milliards. Parallèlement, l'étude évalue le prix de la

masse continentale euro-asiatique (voir notre texte sur la question) –, les objectifs de guerre de la Serbie sont liés à des considérations économiques évidentes. Au-delà des mythes fondateurs de l'Etat sur le caractère sacré de la Kosova, épice de l'orthodoxie et de l'empire de Dusan au XIV^e siècle, l'attachement à ce territoire est surtout lié aux importantes richesses minières que recèlent le sous-sol de la province et que la bourgeoisie serbe n'est pas prête de lâcher. Ainsi, l'exportation du zinc et du plomb (80 % de la production) du complexe minier de Trepca (14 mines, deux unités de raffinage), deuxième centre industriel de la Yougoslavie, situé dans le nord de la Kosova rapporte à l'Etat yougoslave près de 250 millions de dollars par an. Avant la guerre, l'Etat serbe projetait d'augmenter la production (180 000 tonnes de plomb, 40 000 de zinc) afin de doubler les recettes d'exportation. C'est dans cette optique, exigeant une masse de capitaux importante afin de moderniser l'appareil productif, qu'un accord vient d'être conclu entre le gouvernement et le groupe minier grec, Mytilinéos SA, lequel acquiert pour un investissement de 517 millions de dollars le contrôle du complexe de Trepca.

Par ailleurs, un autre enjeu, et c'est une des motivations, entre autres, de l'intervention des paramilitaires, ces bandes liées à des seigneurs de la guerre comme M. Zeljko Raznatovic dit Arkan, trafiquant notoire, qui s'enrichissent par le pillage, le trafic d'armes ou de drogues, réside dans le contrôle des routes des stupéfiants et des contrebandes diverses. L'économie criminelle est ainsi devenue un aspect important de la réalité économique des Balkans et en particulier de la Serbie et du Monténégro. Au point même que l'on peut affirmer que c'est une face cachée de la guerre en cours. La Kosova est un lieu de transit du trafic de drogues qui part de Turquie ou d'Albanie via la Bulgarie et la Macédoine. Dans la division internationale du travail de cette branche particulière de la production, les mafias kosovars jouaient, selon un rapport d'Interpol daté de novembre 1997, un rôle central : « Les Albanais du Kosovo détiennent la plus grande part du marché de l'héroïne en Suisse, en Autriche, en Belgique, en Allemagne, en Hongrie, en République tchèque, en Norvège et en Suède. » Par ailleurs, selon une étude intitulée « Trafics et crimes dans les Balkans », il y aurait 2 000 Albanais de la Kosova dans les prisons suisses pour trafic de drogues ou d'armes. Toujours selon ce rapport, le chef des services antidrogue de Lausanne indiquait que des Kosovars vendaient de l'héroïne pour acheter des Kalachnikov et des pistolets mitrailleurs Uzi. L'épuration ethnique en cours est en train de laisser la place nette à l'épanouissement des activités de la mafia serbe. Prise de pouvoir qui s'effectuerait au détriment des intérêts des mafias albanaises, lesquelles ne constitueraient plus le passage obligé du trafic d'héroïne qui désormais transiterait par le Monténégro, fraternité panslave oblige...

reconstruction de la Serbie à environ 13 milliards de dollars. Mais ces chiffres ne pèsent guère à l'échelle mondiale, souligne-t-elle. « Si une invasion terrestre en bonne et due forme intervenait, ce coût serait probablement tout au plus doublé », estime l'étude réalisée par le chef économiste de la banque à Londres, John Llewellyn. Mais ces 20 milliards de dollars ne représentent qu'entre un et deux dixième de point de pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) total des pays de l'OTAN, évalué à 17 000 milliards de dollars. Quant aux 13 milliards de dollars que coûterait la reconstruction de la Serbie, ils ne représentent que 0,3 % du total de l'épargne mondiale. A titre de comparaison – souligne l'étude – les transferts nets annuels de l'ouest vers l'est en Allemagne représentent quelque 70 milliards de dollars par an et l'initiative d'allègement de la dette du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour les 41 pays les plus pauvres nécessite 16 milliards de dollars. Pour chiffrer le coût de la reconstruction serbe, l'étude retient comme hypothèse, en se fondant sur l'exemple du Japon et de l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale, que 15 % du capital reproductible non-résidentiel sera effectivement détruit. « Il est donc compréhensible que les effets sur les marchés financiers internationaux aient été jusqu'à présent à peine discernables, quoique ce ne soit pas le cas pour les marchés des changes », note l'économiste. L'Euro, qui avait baissé depuis le début de la crise, est remonté cette semaine de près de 2% avec les signes d'espoirs d'un règlement diplomatique. « A moins que les choses ne prennent une tournure radicale, la bataille sur la Kosova reste ce qu'elle est depuis le début: une tragédie humaine, mais sans grande conséquence pour les marchés financiers internationaux », conclut M. Llewellyn. (source AFP)

DEUXIEME ENJEU : LE MONTENEGRO

Depuis la défaite du candidat de Milosevic aux élections présidentielles de 1997, Momir Bulatovic, et l'arrivée à la tête de l'Etat du « moderniste » et pro-occidental Milo Djukanovic, le Monténégro (600 000 habitants) à l'instar de la Slovénie et la Croatie vise de plus en plus à affirmer son indépendance vis-à-vis de Belgrade pour laquelle la perte du pion monténégrin serait une catastrophe. Le Monténégro constitue en effet pour la Serbie le dernier accès à l'Adriatique après la perte de la Krajina en Croatie, région qui servait de base arrière aux forces serbes dans leur offensive visant le port croate de Zadar. Aujourd'hui, les rivalités avec la Croatie sur le littoral adriatique se cristallise sur la presqu'île de Prevlaka située aux confins du Monténégro et de la Croatie. Occupée en 1992 par l'armée yougoslave, la presqu'île est administrée provisoirement par l'ONU, mais la Serbie refuse, au grand dam de Zagreb, de lâcher la base militaire qui contrôle l'embouchure des gorges du Kotor. Par ailleurs, c'est par les deux terminaux pétroliers situés sur l'Adriatique, l'un dans le port de Bar et l'autre situé dans les bouches du Kotor, que transite une partie du pétrole (d'origine russe à 80 %) destiné à la Serbie, lequel est acheminé par la société monténégrine Yugopetrol-Kotor, contrôlée aujourd'hui par les partisans de Slobodan Milosevic.

En outre, le Monténégro en ces temps de cruel manque de devises est une source non négligeable de capitaux pour l'Etat yougoslave du fait de l'industrie liée au tourisme et à la contrebande de cigarettes (60 millions de dollars) et de drogues qui font la réputation de ce joli petit pays. Ainsi, Zelznika, dans les gorges du Kotor, l'un des sites touristiques les plus fréquentés du Monténégro, est devenu le quartier général des parrains de la Sacra Corona Unita, l'une des cinq grandes organisations mafieuses italiennes issue de la région des Pouilles. Depuis quelques mois, les conflits se développent entre Podgorica et Belgrade. Ainsi, juste après les élections présidentielles, Milosevic a envoyé des unités militaires aux frontières qui séparent le Monténégro de l'Albanie d'une part, de la Croatie d'autre part. Les frontières avec ces deux pays restent fermées pour le Monténégro, lequel ne peut donc développer d'échanges économiques alors que par ailleurs la Serbie a repris contact avec Zagreb (reprise du trafic ferroviaire en novembre 1997). De son côté, l'autre Milo, le « gentil » Milo Djukanovic n'est pas resté inactif. Sa police a été épurée de ses éléments pro-serbes et constitue sa garde rapprochée en cas de coup d'Etat. Sur le plan économique, le gouvernement monténégrin, dépossédé, par Belgrade, de la gestion des finances publiques, de la politique monétaire et du régime douanier, menace d'adopter sa propre législation et sa propre monnaie. Habilement le Monténégro s'est placé sous la protection des Etats-Unis. En janvier 1998, l'émissaire américain R. Gelbard a offert une aide de deux millions de dollars au régime. Par ailleurs, les réformes économiques, à savoir la privatisation des principales entreprises, a été engagée et le gouvernement a pris contact en 1998 avec huit groupes étrangers (notamment Merrill Lynch de Londres), lesquels ont offert leurs services pour l'acquisition de six grandes sociétés : deux chaînes d'hôtels, une station thermale, une usine d'aluminium, une manufacture de tabac et une usine de transformation de bois.

LOURDE FACTURE POUR LA SERBIE

Les premières estimations de l'ampleur des destructions induites par la campagne de bombardements de l'OTAN se situent, selon des sources diverses, dans une fourchette comprise entre 15 et 40 milliards de dollars. Mais, au total et en faisant abstraction des dégâts provoqués par une éventuelle intervention terrestre, elles pourraient dépasser les 50 milliards de dollars. Selon le président des syndicats d'Etat yougoslaves, cité par Libération du 3 mai 1999, 35 usines ont été détruites, dont la production civile cohabitait avec de la production pétrochimique ou militaire. Symbole le plus marquant, à la fois de la militarisation de l'économie et de la défaite de la classe ouvrière serbe, la grande usine automobile Zastava de Kragujevac, transformée en unité de production de munitions, complètement détruite par les

bombardements malgré le dévouement des prolétaires qui l'occupaient et qui s'offraient ainsi en victimes expiatoires sur l'autel de la solidarité avec l'économie nationale. Il en va de même pour les autres secteurs de l'industrie yougoslave comme la construction mécanique (DMB à Rakovica et MIn à Nis), la construction hydraulique et pneumatique, la chimie, le raffinage. Toujours selon les syndicats, les destructions actuelles auraient ajouté 500 000 chômeurs au million enregistré officiellement avant la guerre, soit 27 % de la population active et abstraction faite du chômage technique. L'agriculture dont les indices de production chutaient régulièrement depuis 1995 (notamment dans le secteur des céréales), alors que la levée de l'embargo aurait dû permettre une certaine reprise est, quant à elle, frappée de plein fouet de par les destructions des usines de production de machines agricoles, de la seule usine d'engrais du pays (azoterie de Pancevo), sans oublier les pénuries d'essence. Si la guerre a permis à l'Etat d'accroître la centralisation et le contrôle de l'économie (devises centralisées, salaires et prix gelés, monopole d'Etat sur le commerce extérieur), il ne règne plus déjà que sur un champ de ruines. Champ de ruines aussi le projet de grande Serbie, bientôt réduite à ses frontières de 1830 quand elle n'était encore qu'une petite principauté autonome de l'Empire ottoman. Une Serbie bientôt enclavée dans les profondeurs de l'espace balkanique, privée d'accès à la mer par l'indépendance inéluctable du Monténégro, et après-demain du Sandjak¹⁵, amputée des richesses minières d'une Kosova devenu protectorat américain, cernée au nord par une Hongrie, membre de l'OTAN, au sud par une Albanie et une Macédoine, vendues aux Italiens et aux Américains, abandonnée par les « frères » slaves de Bulgarie, dont l'économie convalescente est frappée de plein fouet par la guerre, et surtout de la Russie, peu prête aujourd'hui, malgré les gesticulations du matamore alcoolique du Kremlin, à risquer une Troisième Guerre mondiale, pour une demi-Birmanie (des experts du Pentagone dixit). D'ailleurs l'arrivée de Victor Tchernomyrdine au poste de « grand négociateur de la paix » constituait un signal évident aux forces alliés. L'homme de Gasprom, plus soucieux de scruter l'évolution du cours de ses actions à Wall Street que de contrarier Washington, ne porte pas Milosevic dans son cœur, et avait menacé la Serbie, en novembre 1997, de ne plus l'approvisionner en gaz et en pétrole si celle-ci ne remboursait pas des impayés s'élevant à 190 millions de dollars. Belle manifestation de la fraternité panslave. Même les frères serbes de la République serbe de Bosnie Herzégovine, bouchers de Sarajevo, rechignent au soutien de la mère patrie, geignent sur leur économie en crise, victime de la destruction du chancelant marché serbo-monténégrin, et songent déjà à réorienter leurs échanges (en « maudit » Deutsche mark) vers la Croatie honnie¹⁶. Le crépuscule s'est abattu sur la grande Serbie.

¹⁵ Cette région, située à cheval entre le Monténégro et la Serbie, constitue une voie de passage obligée vers l'Adriatique. Peuplée majoritairement de musulmans, cette région avait proclamé son indépendance le 27 octobre 1991, lors d'un scrutin organisée par le SDA de l'islamiste Alija Izetbegovic

¹⁶ « Si notre économie ne trouve pas rapidement des marchés pour remplacer la Yougoslavie, le pourcentage (des chômeurs NDLR) sera bien plus élevé. Le principal perdant est l'industrie, et nous craignons d'avoir à y licencier 49 % des salariés. (...) Nous ne pouvons pas trouver du jour au lendemain des marchés du niveau de la Yougoslavie » se plaint Djurac Banjac le ministre de l'Economie, lequel ajoute, en songeant à l'Europe occidentale, Nous devons trouver des partenaires qui peuvent payer. Commentaire de deux experts de la chambre de commerce de la « République » : la réorientation des échanges pourraient signifier une rupture définitive de certaines relations commerciales avec la Yougoslavie. Amen. (source AFP).

APPENDICE STATISTIQUE

Serbie-Monténégro : quelques données de base

| | |
|---|---------------|
| Superficie (km ²) : | 102 173 |
| Population au 31/12/1996 : | 10,6 millions |
| Part du secteur privé dans le PIB (% fin 1997) : | 39 |
| Produit social brut en 1997 (en dollars par habitant) : | 1 520 |
| Salaire moyen mensuel au 31.12.1997 (en dollars) : | 135 |

Indices de la production (l'année 1989 a été choisie comme étant la base 100)

| | 1990 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Total de l'industrie | 88 | 35 | 36 | 37 | 40 | 44** |
| Energie | 98 | 74 | 75 | 79 | 80 | |
| Total de l'agriculture | 102* | 81 | 86 | 90 | 90** | |

Données de 1991. ** Estimation calculée sur la base des statistiques officielles de l'ONU et de Serbie-Monténégro.

Capacités annuelles de production de métaux en Serbie-Monténégro

| METAUX | TONNES |
|-----------|---------|
| ALUMINIUM | 100 000 |
| CUIVRE | 180 000 |
| ZINC | 80 000 |
| PLOMB | 180 000 |
| ANTIMOINE | 4 000 |

Principaux partenaires commerciaux de la Serbie-Monténégro

| <i>(En 1996 et en pourcentage du total)</i> | <i>Exportations vers</i> | <i>Importations de</i> |
|---|--------------------------|------------------------|
| <i>Bosnie-Herzégovine</i> | 17,4% | 4,5% |
| <i>République de Macédoine</i> | 9,8% | 10,6% |
| <i>Italie</i> | 9,8% | 10,6% |
| <i>Fédération Russe</i> | 8,5% | 5,5% |
| <i>Allemagne</i> | 7,9% | 12,8% |

Les étapes de la dépréciation du Dinar

Calculé par rapport au précédent taux de change avec le dollar

| <i>Date</i> | <i>Pourcentage de baisse</i> |
|-------------------|------------------------------|
| <i>1-janv-91</i> | 12.0% |
| <i>19-avr-91</i> | 39.9% |
| <i>25-janv-92</i> | 78.3% |
| <i>1-mars-92</i> | 26.3% |
| <i>12-avr-92</i> | 57.5% |
| <i>1-juil-92</i> | 83.6% |
| <i>14-nov-92</i> | 73.3% |
| <i>9-avr-93</i> | 98.4% |
| <i>16-juin-93</i> | 95.6% |
| <i>2-juil-93</i> | 54.2% |
| <i>22-juil-93</i> | 82.4% |
| <i>18-août-93</i> | 87.1% |
| <i>1-oct-93</i> | 79.0% |
| <i>9-nov-93</i> | 99.9% |
| <i>29-déc-93</i> | 100.0% |
| <i>24-janv-94</i> | 100.0% |
| <i>26-nov-95</i> | 62.6% |
| <i>1-avr-98</i> | 57.9% |

MER CASPIENNE : LUTTES POUR LE CONTROLE DES SOURCES D'ENERGIE

PRESENTATION

L'éclatement de l'URSS a remis en mouvement l'ensemble de l'aire des pays turkmènes riches en hydrocarbures (réserves estimées à 9% des réserves prouvées du monde). Etats-Unis et Turquie ont profité de la situation nouvellement créée pour occuper le vide laissé par Moscou. Les Etats du Caucase et de l'Asie centrale, sous la domination de l'empire russe depuis le XIX^e siècle, sont ainsi le champ de nouveaux rapports de force. Leur situation géographique en fait des pays stratégiquement importants et, aujourd'hui, le lieu d'une confrontation d'intérêts entre l'Europe, la Russie, la Chine et les Etats-Unis pour le contrôle des ressources en hydrocarbures de la Caspienne et de ses voies d'exportation. Signe de l'importance de cette question, les Etats-Unis ont nommé un ambassadeur, Richard Morningstar, qui s'y consacre en permanence en tant que conseiller spécial du président et de secrétaire d'Etat la politique du bassin de la Caspienne.

L'ECLATEMENT DE L'URSS ATTISE LES APPETITS

La fin de l'empire russe a donné naissance à quinze Etats, dont certains sont potentiellement des fournisseurs majeurs de gaz et de pétrole : le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan. Leurs réserves probables, quoique mal connues, les situent en troisième position, loin derrière le Golfe Persique et juste derrière la Sibérie. Mais la Caspienne peut se prévaloir d'un accès plus aisé que cette dernière. Les réserves prouvées de pétrole se situent entre 28,5 milliards de barils (source Wood-Mackenzie, un bureau d'étude spécialisé) et 32,5 milliards de barils (Department of energy américain) et les réserves probables aux alentours de 200 milliards de barils. Pour le gaz, bien que moins importantes qu'en Russie, les réserves potentielles sont aussi considérables. Les investissements ont été énormes. L'AIOC (Azerbaijani International Operating Company), constituée entre autres par les Américains Exxon, Amoco, Pennzoil, Unocal et le Russe - coté à Wall Street - Lukoil, a signé en 1994 un accord de trente ans pour 8 milliards de dollars. Pour sa part, en 1993, la compagnie pétrolière américaine Chevron avait signé un accord de partenariat avec le Kazakhstan pour 20 milliards de dollars en vue de développer la zone de Tengiz. Ces deux zones devraient produire respectivement 800 000 et 750 000 barils par jour d'ici 2010. La question de la propriété du sous-sol de la mer Caspienne a donné lieu à un conflit entre, d'une part, la Russie et l'Iran et, d'autre part, certains nouveaux Etats indépendants - Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan -, soutenus par les Etats-Unis. Russes et Iraniens, se basant sur d'anciens traités, considéraient la Caspienne comme un lac à pouvoir exploiter d'un commun accord. Cela aurait permis notamment aux Russes de garder en toutes circonstances la maîtrise de l'exploitation de la Caspienne. Les autres, pressés de signer des accords avec des riches compagnies pétrolières occidentales, défendaient la possibilité pour chacun des pays bordant la Caspienne d'exploiter son propre secteur sans devoir en référer à quiconque. Suite à cet affrontement, Russie et Kazakhstan ont préféré la voie du compromis, en signant, en juillet 1998, un traité entérinant le partage des zones offshore.

COURS DU BARIL ET GUERRE ECONOMIQUE DANS LA REGION

Les variations du prix du pétrole déterminent les temps du développement des champs pétroliers et gaziers de la région. La chute des prix (qualité Brent de la mer du Nord en dessous de dix dollars le baril), induite par la surproduction, a fait plier bagages aux petites compagnies indépendantes ainsi qu'à deux des trois grands consortiums engagés dans la région. CIPCO (Caspian International Petroleum Company) et NAOC (North Absheron

Operating Company), le concurrent le plus dangereux de AIOC, mené par l'anglo-américain BPAmoco, ont ainsi choisi de déclarer forfait et de se dissoudre. Le dernier accord de l'OPEP a réussi à diminuer l'offre de pétrole de manière significative. De ce fait, le Brent est repassé au-dessus des seize dollars (en progression de plus de 60 % par rapport au début de l'année), contribuant à relancer les accords entre Etats et compagnies pétrolières et, par-là même, les investissements. Parmi les enjeux liés à l'exploitation des richesses en hydrocarbures de cette aire, la question du transport est d'une importance primordiale. D'une part, les compagnies, les pays exportateurs et importateurs ont tout intérêt à comprimer au maximum les coûts de transfert de l'or noir et du gaz naturel vers les marchés finaux. D'autre part, le choix d'un trajet de pipeline modifie sensiblement la carte des équilibres géostratégiques entre les puissances locales et aussi entre la Russie, la Turquie et les Etats-Unis, sans oublier l'Europe et la Chine. Les multinationales du pétrole et du para-pétrolier ont signé de multiples pré-accords pour la construction de pipelines en direction de l'Europe, mais aussi de l'Asie, qui offre des perspectives d'accroissement de la demande d'hydrocarbures plus importantes à moyen et long terme (la consommation de cette aire progresse cinq fois plus vite que celle de l'Europe). Les candidats à la manne des droits de passage des pipelines ne manquent pas : vers l'Est, Afghanistan, Iran, Chine ; vers l'Ouest, Géorgie, Turquie, Arménie, Ukraine, Pologne, Bulgarie, Grèce et Roumanie et, bien sur, la Russie sur tous les fronts. Aujourd'hui, une partie du pétrole transite encore à travers le réseau bien mal en point d'oléoducs et de gazoducs de l'ex-URSS. En effet, les tuyaux manquent d'entretien (entre 10 % et 20 % de déperdition du liquide convoyé). Par ailleurs, ces pipelines traversent les régions agitées de Tchétchénie d'Abkhazie et du Daghestan, ce qui les expose à des nombreuses et fréquentes ponctions. En septembre 1998, douze pays (dont l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, le Kazakhstan, la Roumanie, l'Ouzbékistan et la Turquie) ont signé l'accord multilatéral dit de Bakou en vue de la création d'un corridor de transport est-ouest de la Caspienne à l'Europe traversant la Mer Noire et le Caucase. Cet accord comprenait aussi un volet sur l'intégration économique sanctionnant la mise des pays de la région sous tutelle turque.

LE RETOUR EN FORCE DE LA TURQUIE

Il fallait recréer une zone d'influence turque et de détacher le Caucase et l'Asie Centrale de l'aire russe. Pour la Turquie l'enjeu est double. Il lui faut à la fois s'assurer les gigantesques quantités de pétrole et de gaz que sa croissance rapide nécessite, dont l'insuffisance est encore un frein à son accumulation. Sur le plan stratégique, pour elle, il ne s'agit pas moins que de 'fédérer' les républiques turkmènes du Caucase et de l'Asie Centrale. Après la mise au pas du Kurdistan, la deuxième armée de la région va être entièrement disponible pour se consacrer à la sécurisation d'une zone pacifiée où passeraient les pipelines. Membre de l'OTAN, alliée privilégiée des Etats-Unis et susceptible d'intégrer bientôt l'Europe, la Turquie se retrouve de fait à la tête d'une fédération transcaucasienne dont les destinées se font désormais en dehors de l'influence russe. Marque supplémentaire du repli de la Russie de la région, la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie viennent de signer à Washington, pendant le sommet de l'OTAN, un pacte d'alliance renforçant leurs liens économiques et politiques avec l'Ouest. Cet accord, dont le point central est l'exploitation des ressources de la Caspienne, a été contracté avec le parrainage de la Turquie et des Etats-Unis. Pour la Turquie, comme pour les Etats-Unis, la construction du pipeline entre Bakou et le port turc de Ceyhan sur la Méditerranée est le projet le plus important pour le contrôle de la région et l'approvisionnement énergétique de l'Occident. Ce trajet passe par le nord de l'Azerbaïdjan, le sud de la Géorgie et traverse la Turquie, notamment le Kurdistan sous contrôle d'Ankara. Les réticences des multinationales du pétrole (y compris américaines), qui jugeaient plus avantageux les tracés à travers l'Iran, ou la Géorgie et l'Arménie, ont incité la Turquie et aussi les Etats-Unis à faire un effort pour diminuer les coûts de construction de l'oléoduc. Il fallait

en effet que le coût de transport ajouté au coût d'extraction ne rende pas le pétrole de la Caspienne trop cher pour demeurer compétitif. Les experts du Baker Institute for Public Policy de l'université américaine de Rice avaient conclu que le coût de l'acheminement du pétrole entre Bakou et Ceyhan allait être d'environ deux dollars par baril, alors que le tracé concurrent (Bakou-Supsa, port situé sur la Mer Noire) permettait une économie de 90 cents. Un coût prohibitif avec un baril à dix dollars. Depuis, les cours ont fortement grimpé et surtout les autorités américaines ont revu à la baisse, de près de 40%, les frais de construction du pipeline. Pour leur part, des consultants allemands ont également révisé à la baisse l'estimation de coût de l'oléoduc à 2,3 milliards de dollars contre 3,7 pour les premières estimations réalisées par l'AIOC. M. Morningstar a demandé au gouvernement turc d'offrir des garanties financières pour aider l'AIOC à prendre sa décision. En avril 1999, les 830 km de pipeline qui relient Bakou au port géorgien de Supsa sur la Mer Noire ont été achevés, accélérant " le rapprochement des pays du Caucase vers les dollars occidentaux et leur éloignement de la Russie " (*Financial Times* du 19 avril 1999). Les exportations de l'Azerbaïdjan ne dépendent plus ainsi de la Russie et la réalisation d'une voie ferrée parallèle à l'oléoduc pourraient établir un nouvel axe de transport reliant Almaty, la capitale du Kazakhstan et Hambourg, évitant lui aussi la Russie. La Turquie et le Turkménistan ont paraphé un accord préliminaire sur 30 ans pour la fourniture de gaz naturel et la construction d'un gazoduc transcasprien par les américains Bechtel (groupe de travaux publics qui avait remporté l'essentiel des grands contrats liés à la reconstruction du Koweït) et General Electric Finance de 1443 km de long. Par ailleurs, outre de son rayonnement géostratégique, la Turquie, dont l'industrie est en plein essor, a des besoins énergétiques énormes, alors que les infrastructures électriques du pays s'avèrent souvent insuffisantes.

FAIBLES REACTIONS RUSSES

Attaquée de toutes parts, la Russie a, dans un premier temps, systématiquement cherché à bloquer le transit d'hydrocarbures de la Caspienne par son territoire, cherchant à maintenir ainsi un contrôle direct sur ses anciens vassaux de la région. Les grandes sociétés d'énergie russes, souvent cotées à la bourse de New York, ont adopté une attitude plus pragmatique, cherchant avant tout à ne se couper d'aucun marché potentiel. Lukoil, leader russe du secteur, est ainsi présent à hauteur de 10 % dans l'AIOC et Gazprom est partie prenante de certains projets gaziers de l'Asie Centrale. On constate là aussi l'affrontement d'intérêts divergents entre les impératifs de maximisation des profits des entreprises russes du secteur de l'énergie et les intérêts géostratégiques et financiers d'un Etat dont elles se sont davantage affranchies, crise financière chronique de l'Etat aidant. Ainsi, le dernier recadrage de la politique commerciale de la Russie en direction de la Chine, du Japon et de la Corée du sud est lié, semble-t-il, aux perspectives de ventes massives de gaz à ces pays. Mais cette 'asiatisation' prononcée de la Russie est également la conséquence directe de la stratégie américaine à l'œuvre actuellement dans les Balkans, au moyen de la guerre contre la Serbie. Pour l'heure, servis aussi par la remontée des cours du pétrole, les Etats-Unis sont en train d'imposer leurs choix dans la Caspienne.

TEMPS SOCIAL DE TRAVAIL, FLEXIBILITE ET CHOMAGE EN FRANCE

PRESENTATION¹⁷

CONTEXTE DE CE TRAVAIL

L'histoire de deux de ces textes est simple, elle ressemble à celle de presque tous les écrits que notre groupe a produit depuis sa naissance. Le besoin s'est naturellement manifesté lorsque nous avons eu, à discuter de ce " mouvement " du fait de l'engagement de certains d'entre nous en son sein. Au fil de la lutte, ils ont dû se confronter à de nombreuses idées fausses qui circulaient abondamment dans les différents organismes encadrant la lutte. Ce d'autant plus que, sur la place parisienne, l'une des plus bruyantes et actives, comme à l'habitude, toutes les déformations politiques étaient fortement représentées. Plus généralement, ces textes tirent avant tout leur légitimité et leur pertinence de discussions et de débats auxquels certains de nos amis et camarades présents dans ces agitations ont participé, et notamment avec quelques militants de comités non embrigadés dans les diverses formations institutionnelles. Ceux-ci demandaient de pousser plus loin la réflexion sur les déviations social-démocrates du " mouvement " et se montraient sensibles aux arguments critiques élaborés dans nos réunions.

Au-delà du " combat contre les idées fausses " importées dans les comités par les différentes espèces de sociaux-démocrates, il s'est avéré nécessaire de critiquer le " mouvement " lui-même et les idées qu'il engendrait " spontanément ".

D'une part parce que les organisations représentant, ou prétendant représenter les « chômeurs », ne manipulent pas le mouvement mais en sont bien le produit. Elles ont le même rapport aux « chômeurs » qu'ont les syndicats établis avec les salariés, l'assistantat poussé à l'extrême en plus, le sérieux en moins. D'autre part, si nous pensons pouvoir jouer un rôle utile vis-à-vis de mouvements et de camarades en contact avec nous et présents dans des luttes de classes, ce rôle comporte systématiquement et prioritairement la critique des limites tant matérielles qu'idéologiques desdits mouvements.

En outre, le cours actuel étant plutôt défavorable à la classe ouvrière, les agitations qu'elle produit manifestent une grande ignorance des termes et des temps du combat, les éléments les plus combatifs ne manifestent que trop rarement un véritable potentiel théorique et politique à la hauteur de l'initiative de l'adversaire de classe. Il est évident qu'une critique théorique efficace des mouvements implique préalablement la reconnaissance de leurs potentialités, de leurs causes ponctuelles et générales ainsi que la connaissance la plus détaillée possible du camp adverse, des rapports sociaux spécifiques contre lesquels ces combats surgissent.

Etre dans les mouvements, peut se révéler moins important que de comprendre les mouvements mêmes pour ce qu'ils sont réellement. Souvent, en être trop proche ne garantit nullement une vision claire et lucide. Mais, les observer d'en haut ne permet pas de distinguer ce qui est central de ce qui est secondaire. La méthode expérimentale d'analyse appliquée à la réalité de l'antagonisme entre les classes comprend le fait que celui qui analyse ce phénomène

¹⁷ Deux des parties du texte publié ci-après ont été publiées pour la première fois sous forme de « Document de travail » en mai 1998. Ecrits rapidement, ils constituaient « les premiers éléments d'un bilan tant sur ce qu'il est convenu d'appeler le « mouvement des chômeurs et des précaires » que sur les discussions autour de la loi dite des 35 heures ».

Livrés à la critique, ils ont surtout été remaniés et améliorés suite à un travail en commun mené avec les camarades de Wildcat et d'Aufheben. Une version concentrée en est publiée en plusieurs langues dans la brochure « Workers Playtime ». Nous en livrons ici une version longue respectant la même structure mais avec des compléments.

soit au cœur du champ de l'objet social analysé. De même, cette méthode, dans la mesure où elle est correctement appliquée, place l'objet social dynamique dans la position privilégiée de se modifier par lui-même et d'avoir la faculté de changer " l'observateur ". C'est pourquoi, aborder la lutte ouvrière sans s'en distinguer — identification totale à la lutte et à ses objectifs — aboutit à la pure et simple auto dissolution des communistes pour cause d'inutilité. Autre écueil, la posture qui se rapporte au combat à partir d'une idéologie et/ou d'un programme fabriqué séparément du mouvement réel. La sanction d'une telle attitude est l'inefficacité de l'action communiste. A notre sens, l'alchimie gagnante est celle qui est ancrée avec force et détermination à la méthode indiquée, hors de l'alternative fallacieuse : immédiatisme ou idéologisme.

CONTEXTE SOCIAL

La réalité du mouvement ouvrier en France est autrement plus complexe que peut le laisser penser le « mouvement des chômeurs ». En vérité, même si le nombre d'heures de grève n'est pas le seul étalon de la combativité, celui-ci, en 1997, a atteint son plus bas niveau depuis cinquante ans, et ceci s'est encore confirmé pour 1998¹⁸. Cela, bien entendu, n'a pas empêché qu'ici et là il y ait eu des éruptions prolétariennes d'un grand intérêt (Air France, Renault-Flins, Belin-Evry, GEC Alsthom-Bourogne, et d'autres encore depuis 1993). Mais le trait commun de ces luttes demeure leur caractère à la fois minoritaire et épisodique. Aucune d'elles n'est parvenue à se dégager suffisamment de l'emprise syndicale ou, mieux, à se doter d'organes, objectifs et formes de lutte réellement indépendants. La grève des fonctionnaires de novembre-décembre 1995 a été largement surestimée par les médias et la gauche du capital (à la SNCF, haut lieu du combat, le nombre de grévistes n'a jamais atteint celui des grèves spontanées de 1986). Pour ce qui est des révoltes des banlieues, depuis les pillages de Vaulx-en-Velin d'il y a plusieurs années, on n'a plus assisté à des mouvements massifs. La tendance est plutôt au désamorçage généralisé des foyers à risque. Des escarmouches très minoritaires se poursuivent, mais elles sont de courte durée et se passent systématiquement en réaction aux exactions commises par les forces armées publiques ou privées du capital. De plus, elles restent rigoureusement enfermées dans leurs limites territoriales d'origine.

En revanche, il est vrai qu'il existe un malaise diffus parmi de larges couches de la population, s'exprimant par le phénomène très " français " du ras-le-bol et de la grogne sourde. Les grèves suscitent en général sympathie et compréhension, mais, lorsque, par exemple, les transports en commun sont complètement bloqués comme en novembre-décembre 1995, personne ne rejoint le mouvement. L'explication consolatrice proposée par les gauchistes, qui décryptent cela comme le produit de la différence entre un secteur public protégé et un secteur privé à la merci des affres du libéralisme, est très loin d'expliquer quoi que ce soit. La situation globale est donc fortement contradictoire, complexe à analyser et réfractaire à toute description synthétique. La reprise économique française actuelle, la plus vigoureuse parmi les pays européens (environ +3 % du PIB en 1998) et plus généralement la plus forte de l'aire OCDE, n'est pas de nature à clarifier la situation et à pousser vers une montée généralisée des combats de classe. Les agitations de précaires et chômeurs n'ont pas échappé à cette réalité. En raison de la faiblesse structurelle de ces fractions du prolétariat et de la grande diversité de situation entre les individus qui les constituent, les " mouvements " de précaires et chômeurs ont encore davantage recelé et amplifié les limites propres aux mouvements qui les ont précédés, issus de secteurs de classe plus homogènes, plus puissants de prime abord pour leur capacité à frapper la valorisation et plus habitués à lutter. Mais de là à réduire les agitations de sans-réserves à une création des médias de gauche ou, pire, des classes dominantes, afin de créer une soupape à la colère prolétarienne, il y a un pas

¹⁸ Le nombre de journées de grève (hors administration, mais incluant la SNCF, RATP, Air France) en 1998 est tombé à 312 000 seulement. DARES, 07/05/1999.

que nous nous refusons d'accomplir. S'il est correct de pointer la volonté patronale, gouvernementale et des journaux bourgeois d'exorciser par avance tout mouvement radical incontrôlable par ses agents, laquelle se manifeste par une fausse compréhension et un intérêt purement instrumental pour des agitations plutôt inoffensives et ,au total, inefficaces, ou qui restent dans des limites fixées par le bon sens démocratique¹⁹, il serait cependant profondément erroné d'imaginer que ces prolétaires se sont mobilisés en obtempérant aux ordres d'un capital en manque de " soupape ". Au contraire, ces agitations ont montré une fois de plus qu'en dépit de conditions objectives et subjectives largement défavorables à la classe ouvrière, certains de ces secteurs n'ont pas définitivement renoncé à la lutte et sont encore en mesure, malgré toutes les faiblesses énumérées, d'inquiéter par avance les classes dominantes. Ces dernières ne se sont pas trompées : les sans-réserves, salariés ou pas, même lorsqu'ils se battent en petit nombre et avec des armes " rouillées ", recèlent un formidable gisement de révolte qu'il ne leur faut nullement sous-estimer.

CONTEXTE DU « CHOMAGE »

Le danger constitué par le chômage est un danger générique pour le capital, une menace permanente. De tous temps, les classes dominantes ont craint les secteurs de population " libérés " du lien despotique du travail. Car ce lien fonde et légitime le rapport social dominant. Ce qui nous fait dire que le travail concret et le rapport particulier entre individu et moyen de production contient, nécessairement, le principe de toute société antagonique. Dans le MPC, de par la nature de la coopération productive, du contenu du procès de travail, la consommation productive des énergies humaines se fait à l'échelle et à l'aide de la société ; c'est une consommation immédiatement sociale avec en son centre la force productive de l'ouvrier collectif. L'inutilité d'une portion de la force créatrice de valeur de l'ouvrier collectif décrétée par le rapport social capitaliste mûr est aussi un fait qui investit immédiatement la société. Et ce indépendamment de la perception que le chômeur individuel peut avoir de cette situation. C'est pourquoi, pour la première fois depuis l'existence des sociétés divisées en classes opposées, le seuil atteint par la force de travail surnuméraire devient avec le capital une donnée importante de la capacité de tenue générale du lien de commandement.

Par ce fait, la notion même de " chômage ", opposée adroitement à celle de " travail ", a été créée par l'économie politique pour incarner un indicateur de premier ordre sur la faculté d'intégration sociale. Ensuite, ce " concept " a été exploité idéologiquement pour signifier à toute une partie du prolétariat son inutilité sociale. Le " chômeur " est un citoyen tronqué, en manque d'intégration, en perpétuelle position de quémander une reconnaissance à titre purement humain. Pour nous, inversement, c'est un révélateur de l'extension et de la puissance sociale, sans précédent, du travail humain dans les conditions du salariat. Donc, si les surnuméraires sont bien potentiellement dangereux pour la société du capital en raison du relâchement du lien de commandement du travail social, le chômage, quel que soit son seuil, ne met nullement en danger le procès de production en tant que tel.

Schématiquement, la société du capital craint les chômeurs, son intérêt va dans le sens de la compression de leur nombre, tandis que le procès de production capitaliste en reproduit encore et encore les bataillons. De plus, la limite entre travail et chômage est désormais en grande partie remise en cause par l'évolution à la fois des conditions objectives de la production (moyens de production et organisation du travail) et par la modification en profondeur de la micro-morphologie des " relations contractuelles ". Plusieurs figures sociales

¹⁹ Dès que ces limites sont franchies, alors le couperet du silence puis de la haine s'abat alors sur les mouvements. Le bon « chômeur » qui souffre et qui quémande des miettes, est accueilli avec bonne volonté et charité, mais malheur à lui s'il se radicalise : alors, soit on n'en parle plus, soit il est voué aux gémonies de la répression ciblée.

se positionnent entre la situation de chômeur à temps plein et de travailleur “ classique ” à contrat à durée indéterminée. Le chômeur traditionnel lui-même est remis au travail par l'état qui lui confie des tâches de travail en échange du maintien du droit d'accès aux prestations sociales. C'est pourquoi, en effet, la nouvelle donne suggère l'existence de différentes facettes d'une composition de classe complexe, et surtout, pour beaucoup, inédite.

LES “ 35 HEURES ” CONTRE LE PROLETARIAT

INTRODUCTION

Le projet de loi sur les 35 heures, voté par l'ensemble de la gauche dite plurielle à l'Assemblée Nationale, a été salué comme une grande réforme sociale digne de figurer au panthéon du mouvement ouvrier français, au même titre que les 40 heures et les deux semaines de congés payés concédés par le Front Populaire en 1936²⁰. Les superlatifs ont fleuri “ avancée sociale marquante ”, “ progrès de civilisation ”, exercice dans lequel le bureaucrate de la CGT, Louis Viannet, s'est particulièrement distingué²¹.

Le projet de loi Aubry, selon ses thuriféraires, s'inscrirait dans un processus historique de longue durée, marqué par la baisse de la durée annuelle du travail, chemin qui nous mènerait aux portes du paradis de la libération du travail “ hétéronome ”²². Pour les communistes, cette loi se situe dans un processus, ouvert notamment en 1982 avec la loi sur les 39 heures, qui vise, en favorisant la réorganisation du procès de production immédiat, l'aménagement du temps de travail (flexibilité, annualisation) et *in fine* la baisse du salaire, à accroître le taux d'exploitation de la classe ouvrière. Ainsi, au-delà des apparences, la réalité est beaucoup moins idyllique.

La loi Aubry s'inscrit dans la continuité des mesures anti-ouvrières qui se sont succédé depuis vingt ans à la faveur des grandes défaites du prolétariat consécutives à la restructuration du capital dans les secteurs (sidérurgie, automobile, chantiers navals) dans lesquels la classe

²⁰. Le Front Populaire est le grand moment de la “ légende de la gauche au pouvoir ” (voir le livre *La légende de la gauche au pouvoir* de Philippe Riviale, Jean Barrot et Albert Borczuk, édition La Tête de Feuilles, 1973). Rappelons que les 40 heures et la cinquième semaine de congés payés ne faisaient pas partie de son programme électoral, destiné avant tout à rassurer les classes moyennes au nom de “ l'unité du peuple de France contre le fascisme ” (Thorez). Ces quelques acquis de la classe ouvrière seront vite balayés, les décrets-lois de 1938 introduisant de tels assouplissements dans l'application de la loi des 40 heures que celle-ci fut pour ainsi dire abrogée malgré une résistance farouche des ouvriers avant le fiasco de la grève de novembre 1938. La vague gréviste passée, les luttes ouvrières domestiquées, les entreprises pour faire face au renchérissement de leurs coûts de production licencièrent en masse et augmentèrent leur prix, balayant les augmentations de salaire accordées en juin 1936. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la durée moyenne du travail oscilla entre 55 et 60 heures.

²¹. Avant de tempérer brutalement son enthousiasme devant le peu d'allégresse suscitée par la loi Aubry dans les entreprises. Dans *Le Monde*, du 1er février 1998, Louis Viannet déclare : “ En l'état, le projet de loi a de lourdes insuffisances. (...) Si, avec une durée légale de 35 heures, on laisse une marge aux employeurs, qui leur permet d'avoir des semaines de 48 heures, cela ne peut pas marcher. ” M. Viannet fait mine de découvrir l'annualisation du temps de travail des années après que celle-ci eut été placée au cœur des différents dispositifs de gauche et de droite concernant le temps de travail, et dont la CGT négocie l'application dans les entreprises. D'ailleurs, dans son organe officiel, *L'hebdo de l'actualité sociale* (n° 2786), la CGT est beaucoup moins vindicative à l'égard de la loi Aubry : “ (...) la réduction du temps de travail constitue une opportunité pour réfléchir à une meilleure organisation du travail, en misant sur l'implication et la qualification des hommes. Les possibilités offertes par les nouvelles technologies rejoignent les exigences de travailler autrement pour assurer des productions et des services de qualité, en apportant ainsi une réponse nouvelle aux défis de la compétitivité ”.

²². Concept forgé par l'idéologue André Gorz pour désigner le travail contraint, aliéné par rapport au travail dit autonome, créatif, non soumis à la loi du capital. M. Gorz pille ici allègrement Marx qui à la fin du livre III du *Capital* parle de cette sphère de la nécessité que le mode de production communiste permettra de réduire au minimum. Avec une petite différence certes, M. Gorz dans sa société idéale maintient la production marchande, le salariat et l'Etat.

ouvrière était forte, tant sur le plan objectif que subjectif. La gauche au pouvoir (PS-PC) au début des années 80 a joué un rôle en pointe dans cette offensive du capital du fait de sa fonction institutionnelle de représentante politique des classes exploitées et de par les relais syndicaux dont elle dispose au cœur de la classe. Ainsi était-elle la plus à même au niveau de l'état d'impulser les contre-réformes nécessaires et de jouer le rôle d'expérimentateur social pour répondre aux besoins engendrés par l'accumulation du capital.

Confronté depuis près de 25 ans à des crises de dévalorisation dont l'ampleur et la gravité ne cessent de croître (voir la crise des années 91/92) ; à un ralentissement historique de son taux d'accumulation ; à un déclin sur la scène impérialiste mondiale ; le capitalisme français s'est livré à des attaques contre le prolétariat d'une violence sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Flexibilité, précarité, individualisation, furent les grands mots d'ordre inscrits sur ses bannières, mots d'ordre traduits dans la réalité d'un marché du travail qui, en l'espace de vingt ans, a été bouleversé de fond en comble.

LE TOURNANT DE 1982

RETOUR EN ARRIERE

La loi Aubry est la digne héritière de l'ordonnance du 16 janvier 1982 relative à la diminution du temps de travail. Aujourd'hui, la gauche ne voudrait retenir de cette loi que le passage de 40 à 39 heures sans perte de salaire et la cinquième semaine de congés payés. La mémoire de la classe, quant à elle, n'a pas oublié qu'à l'époque, ladite ordonnance n'avait prévu de compensation intégrale, lors du passage de la 40^e heure à la 39^e heure, qu'aux salariés payés au SMIC. Déjà, donc, le "partage du travail" et des revenus étaient à l'ordre du jour.

En outre, une réorganisation du travail était préconisée afin d'optimiser l'utilisation des équipements, avec à la clef une modération de l'évolution du pouvoir d'achat des salariés. Ces dispositions ont provoqué, au début de l'année 82, une vague de conflits et de grèves dont la revendication essentielle était le maintien intégral du salaire avec, selon les situations locales, un refus d'une réorganisation du travail se traduisant par le travail du samedi, et la remise en cause, au prétexte de l'introduction de la cinquième semaine de congés payés, des jours de congés supplémentaires accordés selon l'ancienneté et l'usage dans certaines branches. Ce n'est que devant l'ampleur de la mobilisation ouvrière (par exemple, le nombre de journées perdues fut cinq fois plus important qu'entre 1978 et 1981 et deux fois plus qu'entre 1969 et 1977) que le gouvernement de l'époque renonça à ses projets

Il ne restait de l'ordonnance du 16 janvier 1982, au sortir de ces luttes, que la généralisation des horaires variables (individualisés) avec modulation du temps de travail d'une semaine à l'autre, sans le paiement d'heures supplémentaires en cas de dépassement de la durée hebdomadaire ; des dérogations à la réglementation du repos dominical pour permettre l'institution d'équipes de fin de semaine ; la possibilité dans l'industrie de faire travailler les femmes jusqu'à minuit, horaire limité jusqu'à 22 heures auparavant.

Ce que le gouvernement Giscard-Barre avait vainement tenté d'instituer à la fin des années 70 du fait de l'intransigeance syndicale, toute entière au service du Programme commun, se trouva ainsi réalisé en quelques semaines par la gauche et des syndicats devenus soudainement plus "compréhensifs". Si l'introduction d'une flexibilité accrue était passée, restait pour le gouvernement à traiter la question du salaire, que les ouvriers avaient refusé de voir baisser à la faveur de la réduction du temps de travail ; ce qui fut accompli au moment du fameux "tournant de la rigueur" au cours duquel fut institué par la loi du 22 juin 1982, votée par les staliniens et les sociaux-démocrates, le blocage des prix et des revenus...

Ainsi donc, la loi de 1982 ouvrait la route de la flexibilité, de l'annualisation, de l'individualisation du travail.

Pour Jacques Rigaudat, ancien conseiller "social" de Michel Rocard, au-delà de l'esbroufe du temps libre et de la réduction du chômage, c'était là son principal mérite : "L'ordonnance

de 1982 avait introduit une notion nouvelle dans le Code du travail, celle de modulation des horaires. (...) Pour la première fois en effet depuis qu'il était institué, le Code du travail prévoyait que, à partir du moment où il y avait eu négociation et accord, il était possible de déroger aux règles communes. "Ce mouvement se trouva confirmé par les gouvernements de gauche et de droite successifs, et amplifié au fil des ans par des batteries de textes législatifs favorisant le temps partiel, le travail en intérim, le travail " gris " (TUC, SIVP, CES, CRE, emplois jeunes), le développement de l'annualisation (Delebarre, Séguin), le rétablissement du travail de nuit des femmes dans l'industrie, la réduction des charges sociales (lire la diminution du salaire différé) etc.

La loi Aubry se situe donc pleinement dans cette continuité et apporte sa touche originale à la grande œuvre du capital avec, entre autres, l'institution de l'entreprise comme lieu de formation du droit ; la fin d'une législation sociale uniforme s'appliquant à l'ensemble des salariés ; la mise en place de deux SMICs, le développement accéléré de l'annualisation du temps de travail avec pour corollaire la fin du paiement des heures supplémentaires.

Un exemple de lutte

Dans *Libération* du 19-2-82, on trouve une des rares traces que le mouvement de grèves de 1982 a laissée. Sous le titre " *Cent trente emplois ne valent pas un samedi sans rugby* ", et le sous-titre " *pour le PDG de Roudière la semaine de travail à 36 heures permettrait d'embaucher cent trente personnes. Les salariés refusent cette nouvelle organisation car il faudrait travailler le samedi* ", on peut lire : " *Ce sont des égoïstes, ils se fichent des chômeurs* ", murmure la population du Pays d'Olmes en Ariège (1600 chômeurs recensés). " *Leur refus est scandaleux* " gémissent les élus locaux et les membres du Comité local de l'emploi. " *Les archaïsmes ont la vie dure* " philosophe de son côté Jean Arpentinier, PDG de Roudière, la plus importante entreprise textile de la région avec ses 1587 salariés... La tension a commencé à monter le 11 février. La réorganisation du travail prévoyait une réduction du temps de travail à 36 heures pour les postés, la création d'une troisième équipe de jour et l'embauche de 130 personnes, une vingtaine de salariés sous contrat à durée déterminée passant sous contrat à durée indéterminée.

On aurait pu croire que les salariés se seraient réjouis d'avoir un PDG touché par "l'état de grâce". Eh bien non ! Depuis deux mois la colère gronde et les ouvriers se déclarent prêts à la grève si un tel contrat était signé. Ils ne veulent pas travailler le samedi après-midi, comme le prévoit la nouvelle réorganisation du travail. " *On s'est déjà fait avoir en 1978 avec le samedi matin, on ne recommencera pas* " dit Gilbert, ourdisseur. L'opposition est encore plus vive chez les femmes qui composent pour moitié l'effectif des travailleurs postés. " *On n'a déjà pas de vie Si en plus on travaille le samedi, on sera les seuls dans cette ville à ne pas se reposer le week-end. Déjà par rapport aux enfants, les couples font contre-équipe (quand l'un commence à 5 heures l'autre part à 13 heures) et ne se voient plus. Là, on sera en plus coupés de tout le monde.* " La nouvelle organisation du travail prévoit en effet que 6 samedis sur 8 sont travaillés jusqu'à 20 heures. En échange, on leur offre 2 jours de congés consécutifs pris dans la semaine et 2 week-ends de 3 jours toutes les 8 semaines. Mais rien à faire. Les postés veulent garder leur samedi ... et travailler le samedi " *c'est aussi accepter de travailler le dimanche. On est dans le textile et pas dans la sidérurgie. Aucune contrainte technique ne nous oblige à faire tourner les machines 24 heures sur 24* " dit Jean Pierre, ourdisseur. La direction a tout au long des mois de février et de mars amélioré les compensations salariales proposant de payer 40 heures les 36 heures, un treizième mois complet fin 1984, déclaré qu'il " *n'est pas question de faire travailler les gens le dimanche* ". " *Je tiens à vous rassurer tout de suite, explique le PDG, le 10 mai n'est pour rien dans la proposition de signer un contrat de solidarité Dans le secteur textile la compétitivité passe par une meilleure productivité Comme le gouvernement annonce les 35 heures pour 1985, je préfère y aller d'emblée Car une heure en moins chaque année désorganise toute la production De toutes façons, il était prévu de*

longue date d'augmenter la durée d'utilisation du matériel Si en plus, il y a moyen de décrocher des aides de l'état, pourquoi les refuser ? Cela correspond à une amélioration de la productivité de 4,35 %. C'est faible si on considère que 200 emplois sont créés pour cela." L'article se conclue ainsi : *" L'opposition entre les salariés et la direction est catégorique... L'enjeu est d'importance, car 2 entreprises textiles de la région attendent le dénouement de ce qui n'est pas encore un conflit ouvert pour signer à leur tour le même contrat de solidarité. "* Un journal local se posa la question : les ouvriers sont-ils réactionnaires ? Des salariés de l'entreprise Roudière firent circuler un texte dont nous citons des extraits : *" 500 travailleurs refusent le projet d'un PDG qui créerait 200 emplois. Ces ouvriers sont-ils des réactionnaires ? Qu'est-ce qui motive leur opposition à un dirigeant du CNPF qui "joue le jeu" d'un pouvoir aujourd'hui de gauche ? Quel est ce projet ? Passage aux 36 heures avec réduction de salaire programmée sur plusieurs mois et prolongation de la durée d'utilisation des machines jusqu'au samedi soir. Conséquence chiffrée par lui : création de 200 emplois Refus des ouvriers : 36 heures c'est bien mais pas n'importe comment ! La réduction de salaire, avec le pouvoir d'achat qu'ils ont, est inacceptable. La prolongation de la semaine de travail pour n'avoir qu'un samedi tous les 2 mois est intolérable contribuant à renforcer la dysharmonie du chômage de leurs vies avec l'ensemble social. Le chantage au chômage est indécent : les ouvriers ne se sentent pas responsables de cette "indignité" mais les principales victimes. La presse locale apporte sa contribution dans le conflit d'opinions sans rien dire de ce qui motive la "réaction". Rien dans tout cela ne prend en compte et n'exprime le vécu particulier de ces ouvriers qui savent que le délire économique tronque leur vie, qu'un jour dans la semaine n'est pas aussi riche de possibilités de loisirs et de rencontres que le samedi. Situation locale, conflit partiel, qui par delà les stratégies syndicales et les manœuvres patronales pose le problème de l'expression et de la reconnaissance du vécu ouvrier ailleurs que dans les tables statistiques de l'économie d'un monde qui fait l'économie de leur vie. "*

Modernité = augmentation de la productivité

" Situation locale, conflit partiel ", des milliers de conflits, tous dirigés contre la mise en place au niveau de chaque entreprise de la loi sur *" la réduction du temps de travail "*, furent vécus ainsi. Les journaux locaux en rendirent compte. La presse nationale ne parla que d'une poignée d'entre eux. Les organisations syndicales négocièrent au cas par cas l'aménagement de la loi, évitant d'informer les salariés de chaque entreprise que leurs problèmes n'étaient pas locaux, spécifiques, particuliers, pour la simple raison qu'ils étaient globalement favorables à la loi, dans une situation générale où la gauche leur permettait d'être associés plus étroitement à la gestion des entreprises.

Le projet de loi sur les 39 heures avait pour objectif la baisse des salaires, et cette question fut à l'origine de beaucoup des conflits. Mais on peut remarquer sur l'exemple de l'usine textile de Lavelanet que le recul de la direction sur cette question n'a pas suffi à faire passer l'application d'une loi, qui fut d'abord de *" modernisation "* des entreprises.

Quelle est donc cette *" modernité "*, auxquels des salariés, naturellement qualifiés alors de *" réactionnaires "*, s'opposèrent ? C'est celle de la loi fondamentale de l'industrie *" moderne "*: l'augmentation de la productivité. En échange de l'abaissement d'une heure de la durée du travail, il fallait d'abord obtenir des salariés une réorganisation du travail, permettant un allongement de la durée d'utilisation des machines à la fois sur la journée et sur la semaine. Les lois d'abaissement du temps de travail sont présentées par la gauche comme visant à la réduction du chômage. L'étude de leur logique interne montre en revanche que c'est l'augmentation de la productivité qui est leur ressort essentiel, c'est-à-dire la production des mêmes marchandises par moins de salariés. Un troisième enjeu des lois de réduction du travail est passé encore plus inaperçu : la durée légale du travail à 39 heures a été utilisée dans des secteurs où la durée était inférieure à 39 heures afin d'augmenter la durée du travail. Ce

fut en particulier le cas pour les salariés de l'état. Il y eut ainsi dans la presse des échos de conflits où la presse ironisa sur les " privilèges " des fonctionnaires, oubliant que les conditions spécifiques en matière d'horaires de travail servaient antérieurement à justifier le faible niveau de leurs salaires.

Mais ce qui a été encore moins compris à propos de la loi des 39 heures, c'est qu'elle permettait en réalité par la réorganisation du procès de production immédiat une augmentation du temps de travail. Car si le temps formel de travail est de 40 heures, le temps réel pratiqué est plus faible. La résistance à la domination du capital ne se réduit pas aux périodes de luttes ouvertes, celle-ci est quotidienne. C'est une lutte qui peut-être collective et/ou individuelle et qui vise à allonger les temps de pause par tous les moyens possibles²³. Il y a en particulier des pauses collectives, liées aux repas, etc. qui, au fur et à mesure, s'allongent, sans que le rapport de forces permette à l'encadrement de les réduire. La renégociation des horaires de travail est toujours le moment choisi par les directions pour remettre en cause ces pauses. C'est ce qui explique par exemple en France dans les transports des conflits sectoriels (en général biannuels) lors de la réorganisation " technique " des horaires. Or, ce fut peut-être là l'une des motivations les moins reconnues des mouvements de 82 et des années suivantes contre les applications de la loi de " réduction du temps de travail ".

MESURES GOUVERNEMENTALES

L'entreprise comme source du droit

Il s'agit là d'un tournant dans le rapport entre l'état, les entreprises et la classe ouvrière, dans la mesure où la loi Aubry marque la fin d'une époque : celle de l'état régulateur, imposant d'en haut les règles du jeu social tant aux patrons qu'à la classe ouvrière. Ainsi, contrairement aux lois de 1936 et de 1982 qui prévoyaient des décrets d'application, la mise en place de la réduction du temps de travail (RTT) est laissée aux bons soins de la négociation dans les branches et les entreprises. La loi se contente de fixer une date butoir, les modalités quant à elles se négocieront branches par branches, et surtout entreprises par entreprises, en fonction des situations spécifiques. Comme l'a déclaré, à l'Assemblée Nationale, Martine Aubry, ministre du travail " *Le texte préconise un recours à la négociation collective la plus décentralisée possible et une grande souplesse dans les modalités de la réduction du temps de travail qui permettent d'améliorer la compétitivité des entreprises* ". Cela se traduira par une disparité accrue des conditions d'exploitation du prolétariat et donc par un approfondissement des divisions en son sein : ici l'annualisation, là l'embauche de travailleurs à temps partiel ; ici réduction des salaires, là individualisation des augmentations, etc.

La fin d'une législation unifiée

Au-delà des modalités particulières d'application, la loi approfondit deux grandes divisions, celle entre travailleur du public et du privé, puisque la réduction du temps de travail ne concerne que les entreprises du secteur privé, et celle entre les travailleurs exerçant leur profession dans les entreprises de plus de 20 salariés, lesquels passeront aux 35 heures dès le 1^{er} janvier 2000, et les autres qui, eux, attendront jusqu'à 2002. Le gouvernement prévoit même des aménagements particuliers pour les très petites entreprises. C'est donc la fin d'une législation unifiée pour tous les travailleurs.

La mise en place de deux SMICs

Un SMIC horaire maintenu pour les salariés travaillant 39 heures (pour éviter une augmentation du coût horaire de 11,4 %) et un SMIC mensualisé pour les " heureux veinards " dont l'entreprise passera à 35 heures. Cependant, ces derniers paieront très cher

²³. Il est ainsi bien possible que ce qui a déclenché depuis les USA la vague d'interdictions de fumer, ne soit pas évidemment l'intérêt des dirigeants pour la santé de la population, ni peut-être même les coûts induits par les dépenses de santé, mais une étude estimant à quelques 6 % le temps perdu au travail à, selon l'expression française, " s'en rouler une ".

leur nouveau temps libre à 5240 francs par mois. Leur salaire sera quasiment gelé, la rémunération mensuelle minimale (RMM) — dénomination du nouveau machin — n'aura pas droit aux éventuels coups de pouce du SMIC horaire : “ (...) *une revalorisation modeste du nouveau “ SMIC mensuel ” décidée par l'état donnerait un signe de rigueur supplémentaire à ces chefs d'entreprise, que la semaine de 35 heures risque d'inciter à se montrer plus rigoureux encore sur les rémunérations.* ”

Le développement de l'annualisation du temps de travail

L'annualisation du temps de travail est au cœur du projet gouvernemental, dans la lignée des lois Séguin et Giraud qui permettait aux entreprises de déroger aux dispositions légales en matière de durée de travail et instauraient le temps partiel annualisé. Répondant aux interrogations d'un petit patron du bâtiment, inquiet du nouveau dispositif, dans le *Parisien* du mardi 27 janvier 1998, le ministre du Travail déclarait : “ *Pourquoi dites-vous que vous ne pourrez pas passer au 35 heures ? Personne ne va vous dicter la façon d'organiser votre entreprise. Vous pouvez travailler plus quand vous avez un chantier à finir et, après, les ouvriers récupéreront lorsqu'il y aura moins de travail. Ce sera une moyenne : par semaine, par mois, sur l'année ça dépend. On ne va pas imposer une durée journalière de 7 heures* ”.

A l'Assemblée Nationale, Martine Aubry confirmait le 29 janvier 1998 : “ *La modulation sur l'année peut être équilibrée si elle est négociée et si elle ne revient pas sur les garanties majeures. Cette modulation nous sommes pour* ”. L'annualisation du temps de travail permet aux patrons de ne plus payer d'heures supplémentaires. En effet, si la durée du travail est calculée sur l'année, certaines semaines, quand les aléas de la production exigeront 42, 44 ou 48 heures de travail hebdomadaire, les heures supplémentaires (majorées de 25 %, voire 50 % pour le travail de nuit, par rapport au taux normal) ne seront pas payées au prétexte que pendant les semaines de calme, la durée hebdomadaire pourra descendre au dessous des 35 heures. Le nombre hebdomadaire d'heures de travail au-delà duquel les heures supplémentaires donnent lieu à un repos compensateur de 50 % (dans les entreprises de plus de dix salariés) passera à 41 heures en 1999 contre 42 heures actuellement au lieu de 38 heures, comme s'y attendaient les salariés : le gouvernement de gauche ne résiste pas à donner de petit cadeau au patronat.

Or, on sait que pour bon nombre de prolétaires, les heures supplémentaires, en l'absence de luttes pour le salaire, sont le seul moyen de maintenir leur pouvoir d'achat²⁴.

L'annualisation se traduira donc par une baisse du salaire. Cette baisse est l'objectif de la loi Aubry même si bien évidemment celui-ci n'est pas claironné par les chantages de la réduction du temps de travail, si ce n'est dans l'atmosphère plus feutrée de l'Assemblée Nationale. Jean Le Garrec, rapporteur pour le PS de la loi à l'Assemblée, après un coup de chapeau au député UDF Gilles de Robien²⁵, le déclare ouvertement : “ *Tout peut-être mis sur la table, notamment en matière de souplesse d'organisation. Rien n'empêche d'avoir une vision par*

²⁴. Selon l'Insee, la durée réelle de la semaine de travail pour les salariés est de 41,05 heures en moyenne.

Le nombre d'heures supplémentaires déclarées annuelles est estimé à 1,2 milliard ce qui correspondrait à 680000 emplois.

²⁵. La loi de Robien a été présentée à gauche comme à droite comme le moyen miracle d'éviter des licenciements (volet “ défensif ”) voire de créer des emplois (volet “ offensif ”) par la réduction du temps de travail contre la diminution drastique des cotisations sociales patronales (jusqu'à 50 %). Dans de nombreuses entreprises, des accords ont été signés entretenant l'illusion chez les prolétaires qu'ils étaient désormais à l'abri des licenciements. Las ! Les premières désillusions se font jour. Ainsi, à Nîmes, dans l'entreprise qui fabrique les collants Well, un an jour pour jour après que les syndicats eurent signé un accord pour maintenir les 776 emplois de l'entreprise, le patron vient d'annoncer la suppression d'un tiers des emplois de l'usine. Motif : le marché n'absorbe pas la production prévue (60 millions de collants contre 100). Cruelle occasion pour rappeler que c'est le taux d'accumulation et la capacité concomitante du marché à s'élargir qui détermine les créations d'emplois et que toutes les savantes combinaisons (RTT, allègement de charges) ne servent à rien en temps de crise sinon à permettre aux patrons d'empocher des centaines de millions de francs de l'Etat.

cycle ou par année : dans beaucoup d'accords, on trouve l'idée d'annualisation. Un des objectifs poursuivis dans les accords est la maîtrise de la masse salariale ”.

La logique du partage du travail joue à plein, les salariés devront accepter en échange de la réduction du temps de travail une austérité salariale, laquelle est la seule garantie, d'après les experts à la solde du gouvernement, de la réussite du projet quant à son objectif affiché, mais mystificateur, résorber le chômage : *“ Il revient aux employeurs et aux représentants des salariés de déterminer les évolutions justes pour les salariés et cohérentes avec les perspectives économiques de l'entreprise; insiste Martine Aubry, Dans l'avenir, les évolutions salariales devraient tenir compte de la baisse de la durée du travail (...). J'en suis sûre, les salariés apporteront leur part pour que, demain, les emplois soient les plus nombreux dans leurs entreprises ”.* Gel du salaire contre réduction du temps de travail avec à la clef création d'emplois telle est la leçon tirée de l'échec de la loi des 39 heures (70 000 emplois supplémentaires, créés ou préservés, au premier semestre 1982, dans les branches marchandes non agricoles) par le gouvernement, les grèves de 82 menées par des ouvriers égoïstes ayant fait échouer le magnifique dispositif prévu à l'origine.

DANS LES ENTREPRISES

Une longue histoire

Les patrons n'ont pas attendu la loi Aubry pour réduire la durée du travail dans les entreprises, à partir du moment où cette réduction constituait le cheval de Troie d'une réorganisation du procès de travail avec baisse ou blocage du salaire. Tous les dispositifs législatifs élaborés lors de ces vingt dernières années ont permis aux entreprises de passer des accords locaux de réduction du temps de travail. Rappelons, en effet, aux fanatiques de la RTT que celle-ci ne constitue pas un bien en soi pour le prolétariat. Son application et ses effets sur la “ situation de la classe laborieuse ” vont dépendre essentiellement du rapport de forces entre les classes. Or, on sait que depuis quinze ans, ce rapport de force, du fait notamment de l'existence d'une immense armée de réserve industrielle, est largement défavorable à la classe ouvrière. A quoi bon en effet une réduction de la durée du travail si les prolétaires la paient au prix fort de la diminution des salaires (nominaux et réels), de la flexibilité du travail, de l'augmentation des cadences (intensité du travail), du développement du travail posté (allongement de la durée d'utilisation des équipements). L'observation des accords d'entreprises passés, ces dernières années, entre les syndicats et les patrons, illustrent parfaitement ce jeu de dupes. La plupart du temps, sous la menace et le chantage aux licenciements, le patron via les syndicats, a pu faire accepter des baisses de salaires nominales allant jusqu'à 10 % contre une réduction du temps de travail.

Quelques exemples

Un certain nombre d'exemples sont symboliques de la situation :

- l'accord signé par la CGT, la CFDT et FO de l'entreprise de travaux publics Montalembert près de Lyon où la réduction de 38 à 34 heures du temps de travail a été payée par une baisse de 10 % des salaires,
- idem à Potain (constructeurs de grues) à Lyon où les syndicats ont accepté une baisse et un blocage des salaires pendant un an.
- ainsi, à Flins, la plus grande unité productive du groupe Renault (8400 salariés à l'époque), la direction a créé, le 5 avril 1993, une troisième équipe pour la production des *Twingo*. Cette équipe dont les horaires de travail sont de 32 heures a permis d'accroître de 40 % le temps d'utilisation de la chaîne de montage produisant les *Twingo*.
- à Caen, la firme allemande Bosch a réussi, grâce aux syndicats, à imposer une organisation du travail qui permet de faire tourner les équipements 144 heures par semaine soit six jours sur sept et 24h sur 24. Quatre équipes fonctionnent pour assurer la continuité de la

production, une de jour à 39 h et trois équipes alternées qui font 32 h payées 39, avec un maintien du salaire dû à l'intégration des primes de travail de nuit.

- chez Hewlett-Packard, dont la direction de la division ordinateur (fabrication de micro-ordinateurs) à Grenoble a procédé à une réorganisation radicale du travail. L'accord signé par la CGT et la CFDT, le 22 décembre 1992, a permis la création de six équipes permettant de faire tourner les équipements 24 h sur 24, 7 jours sur 7. Les salaires ont baissé puisque calculés sur la base de 37,5 heures et non 39 heures.
- à BSN Gervais Danone, dirigée par le patron de « gauche » Antoine Riboud, en janvier 1982, l'accord signé par les cinq organisations dont la CGT (80 % des voix dans le collège ouvrier) prévoyait le passage à une durée moyenne de 33h36 pour les 2400 ouvriers postés, moyennant une réorganisation impliquant la création d'une cinquième équipe. La compensation intégrale du salaire n'était envisagé que dans la mesure où les gains de productivité atteindraient 6 à 7 %. Cet objectif sera atteint tandis que le salaire ouvrier, du fait de la perte des primes liées à la diminution du travail de nuit, des dimanches et des jours fériés connaîtra une diminution de 1,6 %.

Une victoire patronale

Ce type de RTT, compensée par une réorganisation du procès de travail et *a fortiori* par une baisse du salaire ouvrier, répond pleinement aux besoins des entreprises à forte intensité capitaliste. En effet, pour se libérer de son élément fixe, il est vital pour le capital d'accélérer la rotation de celui-ci, permettant que la valeur contenue dans les machines soit transmise toujours plus rapidement. Cette accélération de la rotation permet la diminution de la valeur des marchandises produites, la valeur du capital fixe se répartissant sur une masse plus importante de marchandises, plaçant l'entreprise qui a introduit la première cette réorganisation du travail dans une situation qui lui permet de faire des surprofits en abaissant la valeur individuelle des marchandises qu'elle produit au dessous de leur valeur moyenne.

Ainsi, à Hewlett-Packard, la réorganisation du procès de travail a permis sans investissement nouveau en capital fixe de tripler la production et de doubler la productivité, à Renault-Flins de produire 300 voitures supplémentaires. Les syndicats crient victoire car pour faire face à l'augmentation de la production et à la réduction des horaires les directions sont obligés d'embaucher (200 personnes à Flins, 40 à H-P), mais cette augmentation de la masse salariale (jeunes salariés mal payés, une des causes du conflit de 1995 à Flins) est plus que compensée par les gains de productivité obtenus par la nouvelle organisation du procès de travail et les suppressions d'emplois qui continuent dans les autres secteurs de la production.

Les premiers accords d'entreprise anticipant le passage aux 35 heures en l'an 2000 sont en train de se mettre en place et démontre clairement que pour les travailleurs, la RTT se traduira par la baisse des salaires. Ainsi, les syndicats FO et CFDT de l'entreprise Eurocopter (fabricant franco-allemand d'hélicoptères) ont signé le 1^{er} avril un accord prévoyant le passage à 36 heures le 1^{er} janvier 1998 et à 35 heures le 1^{er} janvier 1999 au prix de l'annualisation (alternance de semaines de quatre jours et de cinq jours) et de la non compensation intégrale salariale (60 % pour les salariés payés plus de 10 000 F et 90 % pour les autres) sur les heures perdues. Ceci entraîne une perte mensuelle de 1000 Francs pour un salaire nominal de 10000 Francs et de 350 Francs pour un salaire nominal égal au SMIC.

Dans le secteur du commerce, des banques et des assurances, là où des conventions collectives réglementent strictement les horaires de travail²⁶, le patronat s'est très vite rendu

²⁶. Le Syndicat National des fabricants de sucre de France, organisation patronale, vient, lui aussi, d'annoncer sa décision de remettre en cause la convention collective qui couvre les 12 000 salariés du secteur. Dans le journal Libération du 6 mars dernier, un dirigeant patronal en explique la raison : " Nous étions contraints à la dénonciation. Nous sommes une des rares branches à posséder une convention collective qui fixe les horaires de travail " Une fois n'est pas coutume, le commentaire du journaliste mérite d'être rapporté : " Adieu jours de congé, règles d'ancienneté, récupération des heures supplémentaires et autres avantages acquis, au demeurant

compte de tout le bénéfice qu'il pouvait retirer de la loi Aubry. Ainsi, Michel Freyche, le président de l'Association Française des Banques (AFB), déclarait dans une interview au quotidien *Les Echos*, daté du 13 février 1998, : “ (...) *quand elle est raisonnablement négociée, la réduction du temps de travail peut être utile. (...) Nous ne voulons pas d'une négociation de branche sur les 35 heures. En revanche, nous sommes prêts à encourager et faciliter les discussions au niveau des entreprises, c'est-à-dire à examiner ce qui dans la convention collective constituerait des obstacles à la mise en œuvre de la réduction du temps de travail* ”.

Le patronat des banques et du commerce s'est donc empressé de dénoncer les conventions collectives et en particulier le décret de 1937 qui garantit aux salariés de ces secteurs deux jours de repos consécutifs comprenant obligatoirement le dimanche. Le “ marché ” proposé aux travailleurs de ces secteurs serait le suivant : en échange des 35 heures, vous acceptez l'annualisation du temps de travail (46 à 48 heures pendant la période des fêtes) ; le travail du samedi (6 fois 6 heures) ; le développement du travail en équipes (élargissement des plages horaires limitées à 11 heures en vertu du décret de 1937) ; et *last but not least* la “ modération salariale ”.

Le Président de l'Union du grand commerce de centre ville (UCV), Jacques Périllat, résume parfaitement les enjeux : “ *Actuellement, 40 % des salariés à temps complet sont en repos le samedi alors que c'est le jour de la semaine où l'on réalise les recettes les plus importantes. il serait préférable que ce chiffre ne soit que de 20 %* ”. En outre, la loi Aubry lui semble offrir le moment opportun pour introduire l'annualisation du temps de travail, laquelle “ *permettrait de faire travailler les salariés 48 heures par semaine en décembre pendant les fêtes ; en échange ils effectueraient des semaines de quatre jours en juin* ”.²⁷ Des semaines de 48 heures voire 52 heures sont fréquentes dans le secteur du commerce mais les heures supplémentaires sont payées, ce qui ne sera plus le cas avec l'introduction de l'annualisation. Un autre enjeu important pour les patrons dans la vague actuelle de dénonciation des conventions collectives : la définition du temps de travail. Dans de très nombreuses conventions collectives, l'habillage, le casse-croûte, les temps de douche sont compris dans le temps de travail effectif. Le temps d'astreinte (quand le salarié est à la disposition de son employeur sans être sur le lieu de travail), qui n'est pas assimilé à du travail effectif, est rémunéré.

UNE REVENDICATION SEULAIRE

La réduction du temps de travail est une revendication ouvrière séculaire. On peut même affirmer qu'elle a constitué une revendication d'ordre vital destinée à assurer sa survie biologique. En effet, l'introduction du machinisme, le développement de la domination réelle du capital à partir du dernier tiers du XVIII^e siècle, en brisant la résistance ouvrière fondée sur le métier accroissait le cannibalisme du nouvel ordre productif. Si la soumission réelle du travail au capital fournit les bases objectives, du fait de la fantastique augmentation de la productivité du travail autorisé par la mise en place d'un procès de travail spécifiquement capitaliste (machinisme), de la diminution de la journée de travail individuelle, son avènement a été marqué en Europe (Livre I du Capital tome I P809) par une augmentation de la journée de travail, et le recours au travail des femmes et des enfants : “ *Après des siècles d'efforts, quand le capital fut parvenu à prolonger la journée de travail jusqu'à sa limite normale*

dans une branche bien portante et cartellisée, où il n'y a que deux grands groupes : Eridania-Beghin Say, au conseil d'administration duquel siège un certain Ernest-Antoine Seillière, et Générale sucrière Saint-Louis. En échange des 35 heures, le patronat désire inaugurer l'annualisation, qui permettrait par exemple de faire travailler les salariés 46 heures pendant la campagne, sans payer d'heures supplémentaires, et 32 heures le restant de l'année. Le système conventionnel français passerait du “prêt à porter” au “sur mesure”.

27. Le Monde, mercredi 25 mars 1998.

maxima, et au-delà jusqu'aux limites du jour naturel de 12 heures, alors la naissance de la grande industrie amena dans le dernier tiers du XVIII^e siècle une perturbation violente qui emporta comme une avalanche toute barrière imposée par la nature et les mœurs, l'âge et le sexe, le jour et la nuit. (...) Le capital était en pleine orgie. ”

Pendant la phase de diffusion de la grande industrie (fin du XVIII^e, début du XIX^e siècle), le capital combine à la fois l'extorsion de plus value absolue par l'allongement de la durée du travail et l'augmentation de la plus value relative en dévalorisant la marchandise force de travail (hausse de la productivité sociale induisant une baisse de la valeur des marchandises qui rentrent dans la reproduction de la force de travail). Il n'est pas rare à l'époque de voir des journées de travail de 16 heures. Le mouvement ouvrier au fil de ses luttes, soutenu aussi par cette fraction philanthropique de la bourgeoisie effrayée par les risques de dégénérescence de l'ouvrier-espèce, va imposer des limites marquées par une diminution progressive de la journée de travail (12,10, 8 heures), interdiction du travail des enfants, du travail de nuit des femmes²⁸. Ces luttes vont en retour favoriser, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, le développement du machinisme en forçant le capital à généraliser l'extorsion de plus value relative : *“ Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière força l'état à imposer une journée normale, en premier lieu à la fabrique proprement dite, c'est-à-dire à partir du moment où il interdit la méthode d'accroître la production de plus-value par la multiplication progressive des heures de travail, le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la production de la plus-value relative au moyen du développement accéléré du système mécanique. ”* (Capital I, chapitre 4)

CONCLUSION PROVISOIRE

L'analyse du dispositif qui est en train de se mettre en place avec la première loi Aubry (en attendant la deuxième) démontre bien que la réduction du temps de travail, contrairement à ce que claironne sur tous les toits les composantes diverses et avariées de la gauche “ plurielle ”, ne vise pas à la résorption du chômage, et encore moins à libérer les travailleurs de la malédiction du travail salarié pour leur octroyer plus de temps “ libre ”. Cette loi se traduira sur le terrain par la baisse du salaire nominal et réel, une soumission accrue aux impératifs de la valorisation du capital et donc à une nouvelle hausse du taux d'exploitation. En échange, l'état capitaliste, pour obtenir la paix sociale, affine, sophistique même le processus d'intégration des syndicats au maintien de l'ordre capitaliste.

Certes, cette intégration n'est pas nouvelle, mais il n'en demeure pas moins remarquable que, d'années en années, les appareils syndicaux se voient associés toujours plus étroitement à tous les nouveaux dispositifs réglant le rapport capital-travail. En favorisant des négociations à l'échelle de l'entreprise, la loi Aubry assure officiellement à la section syndicale d'entreprise un rôle d'une importance inédite²⁹. Ainsi, la boucle est-elle bouclée, du Conseil Economique et Social à la plus petite des sections d'entreprise, de l'intérêt général de l'état à la micro-économie de l'entreprise, le syndicat est plus que jamais l'institution susceptible de relayer à tous les échelons de la société civile les exigences de la valorisation du capital en temps de crise.

²⁸. Il est bien évident que ces progrès ne sont jamais définitifs et que leur diffusion s'est faite à des rythmes inégaux selon les régions et les pays. Rappelons qu'aujourd'hui, on estime à 250 millions le nombre d'enfants qui travaillent dans les bagnes du capital, y compris et de plus en plus dans les pays de capitalisme mûr ; qu'au nom de l'égalité hommes/femmes, le travail de nuit des femmes a été rétabli dans l'industrie en 1988 et que les journées de 10 heures sont le lot de fractions entières du prolétariat.

²⁹. Il n'est pas de petit cadeau au syndicat. Ainsi la loi prévoit-elle la rémunération des salariés mandatés pour négocier avec la direction le passage aux 35 heures ou chargés du suivi de l'application de l'accord dans les comités ad hoc. Libération du 6 mai 1998 nous apprend d'ailleurs que les syndicats toutes tendances confondues se préparent aux négociations en formant des milliers de négociateurs (6000 pour la CFDT). Formations qui sont en partie financées par l'Etat depuis... mai 68 et les accords au sommet entre les bonzes syndicaux et l'Etat.

Plus que jamais, l'état capitaliste a besoin d'interlocuteurs. L'indifférence à la chose publique des classes exploitées suscite l'inquiétude d'une classe dominante qui connaît bien la faiblesse voire l'inexistence des corps intermédiaires. L'état traite ce " mal français ", en tenant à bout de bras des syndicats dont la représentation est dérisoire, voire même en créant *ex nihilo* lesdites représentations, comme il l'a fait avec les prétendues organisations des chômeurs, groupuscules étiques qui n'ont jamais représenté que quelques gauchistes en mal de médiation sociale. Pour ce faire, il a créé le principe du mandatement qui permet de pallier, dans les entreprises, l'absence de syndicats en permettant à des salariés d'être « mandatés » au nom du syndicat de leur choix. Ce qui a permis que se créent des centaines de ces sections syndicales *ex-nihilo*.

Il n'en reste pas moins que la lutte pour les augmentations de salaire et la diminution de la journée de travail reste à l'ordre du jour et le restera tant que les rapports de production capitalistes seront en place.

“ Quand les ouvriers s'efforcent de ramener la journée de travail à ses anciennes limites rationnelles, ils ne font que remplir un devoir envers eux-mêmes et envers leur race. Ils ne font que mettre des bornes à l'usurpation tyrannique du Capital. Le temps est le champ du développement humain. Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie toute entière, en dehors des simples interruptions, purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est accaparée par le travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme... Et pourtant toute l'histoire de l'industrie montre que le Capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation. ” (Marx, dans Travail salarié et Capital).

Le chômage de masse, le développement des diverses formes de précarité du travail, ont, certes, relégué la revendication d'une baisse du temps de travail au second rang des préoccupations ouvrières. Ce qui pose problème aujourd'hui, c'est plutôt l'émiettement et l'éclatement de la journée de travail avec le temps partiel annualisé, les horaires délirants³⁰, avec le développement du travail posté dans l'industrie comme dans les bureaux.

Des luttes commencent à émerger ici et là contre les 35 heures à la Aubry et les dénonciations des conventions collectives³¹. Certes, on est loin des 32 heures ou des 30 heures proposées par les gauchistes en mal de radicalité³², toujours à la recherche désespérée de la revendication miracle. Celle, que l'on a vu fleurir dans les manifestations organisées par AC ! puisque celle-ci permettrait selon ses promoteurs d'éliminer le chômage. Pas moins.

Les gauchistes des années 80/90 sont devenus d'ailleurs les grands spécialistes des revendications, des contre-plans susceptibles de concilier à la fois les intérêts des ouvriers, des patrons et la compétitivité économique de la Nation. Ainsi a-t-on vu dans Le Monde du 21 janvier 1998, un bureaucrate du syndicat SUD, Pierre Khalfa, apporter sa petite pierre à la loi Aubry en proposant un plan spécifique d'allègements de charges pour les petites entreprises. Christophe Aguiton, administrateur salarié à France Télécom et vedette spectaculaire du même syndicat, semble quant à lui plus nostalgique. Débattant avec un petit patron

30. Notamment le cas des caissières de la grande distribution dont la journée de travail, le plus souvent à temps partiel, est complètement éclatée et discontinuée avec des interruptions de trois heures (10h-13h, interruption, 16h-20h) pendant lesquelles ne pouvant rentrer chez elle, elles sont condamnées à attendre la reprise du travail. Si l'on prend en compte, dans les grandes agglomérations une moyenne de deux heures par jour de transport minimum, on constate que le capital a inventé dans la grande distribution la journée de travail à temps partiel de 12 heures.

Sur les conditions de travail désastreuses des " prolétaires " du commerce, dans la grande distribution, on lira l'ouvrage Aux Carrefours de l'exploitation de Grégoire Philonenko, ed. Desclée de Brouwer, 1998.

31. La lutte des ouvriers, de l'entreprise Nobel (chimie) à Rivesaltes, qui refusent de passer aux 35 heures au prix de l'annualisation du temps de travail.

32. Dépassés sur leur gauche par Klaus Grehn, le président de l'association allemande des chômeurs, qui, lui, réclame les 28 heures.

(décidément ces gens-là semblent très soucieux du sort des PME) dans Le Nouvel Observateur, il souhaitait revenir au bon temps du début des années 80, âge d'or, selon lui, de la protection sociale ! La nostalgie n'est plus ce qu'elle était dans les rangs de la gauche à la gauche de la gauche : Marx étant décidément par trop ringard, on se rabat sur Keynes et l'on pleurniche amèrement sur les décombres de l'état providence des années 60. Nous voici en face d'une nouvelle version de socialisme réactionnaire, que l'on pourrait qualifier de socialisme des " trente glorieuses ", comme Marx qualifiait de féodal, dans *Le Manifeste du Parti Communiste*, le socialisme des nostalgiques du féodalisme, de ses corporations et de ses artisans.

Rappelons-leur encore une fois que c'est la classe elle-même, à partir de ses propres besoins, qui détermine ses revendications et qu'une lutte menée aujourd'hui dans une usine contre l'annualisation, une flexibilité accrue, peut être porteuse pour l'ensemble du prolétariat de plus de sens que les braillements pour les 32 heures dans les manifestations dominicales à Paris ³³.

Rappelons aussi que demain dans l'hypothèse d'une reprise généralisée de la lutte des classes, un mot d'ordre comme les 35/32 heures pourrait parfaitement apparaître comme timoré et mesquin, le mouvement réel allant beaucoup plus loin. Enfin, rappelons leur aussi que la revendication de la diminution de la journée de travail n'a jamais été, dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire, accompagnée de l'illusion que celle-ci pourrait créer des emplois. Il en va de même pour les augmentations de salaires que gauchistes et staliniens revendiquent pour relancer la consommation et sortir de la crise rabaissant la lutte ouvrière au niveau de moyen pour relancer l'accumulation du capital. La tâche des révolutionnaires d'hier, d'aujourd'hui et de demain est de contribuer à la défense des intérêts matériels de la classe ouvrière indépendamment de toute considération pour l'intérêt de l'entreprise ou la défense de la compétitivité de l'économie nationale.

UN BON EXEMPLE : LA GREVE SCHINDLER

Les ouvriers de maintenance des ascenseurs Schindler (3 750 salariés en France dont 750 en Région parisienne) ont été en grève du 15 au 24 mars 1999. Ils refusaient l'application que voulait faire la direction de la loi sur les 35 heures.

La direction proposait en échange de la réduction du temps de travail une baisse des salaires correspondant aux 4 heures en moins, assortie de 0,5 % d'augmentation des salaires en plus seulement (l'année dernière les salaires avaient été augmentés de 2,8 %) et la remise en cause des permanences (le travail se fait 24 heures sur 24) par leur transformation en astreinte... moins payée et plus contraignante.³⁴

Les revendications des grévistes étaient simples :

- 500 francs d'augmentation mensuelle pour tous,
- 35 heures payées 39,
- pas de remise en cause des permanences.

La grève a donc démarré à Paris le 15 mars et s'est étendu en province. Tous les jours, une assemblée générale des grévistes avait lieu au siège (à Vélizy en banlieue parisienne) et décidait de la poursuite du mouvement et des actions à mener.

33. En ces temps de commémorations crétinisantes de mai 68, rappelons que la première usine qui lançât le mouvement, Sud-Aviation près de Nantes, était en grève contre une réduction du temps de travail (48 h à 45 h) avec perte des salaires à la clé.

³⁴ Il faut savoir que les résultats du groupe Schindler en 1998 ont présenté en 1998 un bénéfice net en hausse de 71,5% à 244,9 M FS (153 M EUR), contre 142,8 M FS en 1997. Le chiffre d'affaires de Schindler a augmenté de 6,3% en 1998, à 6,594 mds FS (4,12 mds EUR), contre 6,203 mds FS en 1997.

Tous les jours donc, les 300 grévistes défilent dans les rues de la zone industrielle de Vélizy pour rencontrer d'autres travailleurs et le 19 mars, ils sont allés, en voiture, défiler aux Champs Élysées.

Les grévistes ont cherché le soutien des autres entreprises de maintenance d'ascenseurs (Otis, Koné, Thyssen).

La direction de Schindler a refusé de négocier mais a retiré (provisoirement) la plupart de ses mesures. La grève ne s'est pas terminée sur une défaite alors que celle de 1982, qui avait duré trois semaines déjà contre l'application des 39 heures, s'était soldée par un échec !

Cette grève est très importante parce que c'est la première où des travailleurs s'opposent ouvertement, massivement et de façon significative aux projets gouvernementaux et patronaux de "réduction du temps de travail" se traduisant systématiquement par plus de travail et moins d'argent. Malheureusement, il en est allé autrement chez Peugeot Sochaux, où l'amorce d'un conflit n'a duré qu'une journée et est resté circonscrit au strict cadre de l'usine, ou encore à la Poste, où des luttes sporadiques éclatent tout de même ici ou là.

UN AUTRE EXEMPLE : PEUGEOT

Recherche accord désespérément

A l'heure où le congrès du changement, lire l'adaptation de la CGT à la fois aux nouvelles réalités géopolitiques consécutives à l'effondrement du mur de Berlin (de Moscou à Bruxelles) et à la redistribution des cartes dans la vie politique nationale (gauche plurielle et marginalisation relative du PC), se termine avec la naissance émouvante d'un nouveau leader relooké, messire Thibault, sous les yeux attendris de dame Notat et du baron Ernest-Antoine Sellière, le gouvernement Jospin est toujours à la recherche désespérée d'un accord significatif sur les 35 heures dans une grande entreprise du secteur privé. Le bilan à l'heure actuelle est plutôt maigre. Quelques milliers d'emplois créés ou préservés contre les 700000 annoncés il y a un an ; quelques accords de branche et d'entreprise qui ne couvrent qu'un nombre restreint de salariés (140 000 au 5 janvier dans le secteur privé) et un manque d'enthousiasme flagrant des prolétaires devant une RTT payé au prix fort du gel des salaires et d'une flexibilité accrue. Dernière illustration en date, l'accord qui devait voir le jour dans le groupe automobile PSA, rejeté par la base et qui a donné lieu à un mouvement de grève, certes assez faible, mais suffisamment inquiétant pour les syndicats prêts à signer, notamment la CFDT et la CS, pour que ceux-ci, à regret, se retirent des négociations au dernier moment. Pourtant, tout semblait prêt. Dans son édition du samedi 23 et dimanche 24 janvier, le quotidien Libération n'annonçait-il pas : « C'est fait ! Une grande entreprise industrielle privée a accouché d'un accord sur les 35 heures. Le groupe PSA-Peugeot-Citroën est l'auteur de cette "première" ». Las ! Il a suffi d'un débrayage d'un millier d'ouvriers, à l'appel de la CGT (majoritaire dans le collège ouvrier), à Sochaux (18 000 salariés) et de réactions de mauvaise humeur sur quelques sites pour que la belle mécanique s'enraie.

Le contenu du projet

Pour Jean-Marie Folz, 35 = 36,40

La RTT entrera en vigueur simultanément dans l'ensemble des établissements de PSA (140,2 salariés) au plus tôt le 1er septembre 1999. Les temps de pause (deux fois 11 minutes par jour), jusqu'à présent rémunérés seront exclus du temps de travail effectif. L'horaire de travail, calculé sur la base précédente, passe donc de 38h30 actuellement à 36h45.

(Pluri)Annualisation

L'annualisation permettra de faire varier les horaires d'une semaine sur l'autre, sur l'ensemble de l'année et jusque sur trois ans. Le travail pourra être organisé sur trois, quatre, cinq ou six jours par semaine, et ce après accord local. Le travail du samedi, effectué sur la base du volontariat et qui donnait lieu jusqu'ici au paiement d'heures supplémentaires, pourra être intégré à un « régime ordinaire et régulier », c'est-à-dire que le travail du samedi est intégré

dans le calcul de la durée du travail. Dans le projet, il est prévu que les ouvriers fassent un samedi sur deux (selon un rythme « 6-4 », soit l'alternance d'une semaine de six jours et d'une autre de quatre jours).

Heures supplémentaires

Le temps de travail effectué au-delà de l'horaire prévu sera comptabilisé dans un compte personnel en telle sorte que pour chaque salarié, les temps travaillés chaque semaine au-delà et en deçà de l'horaire hebdomadaire moyen se compensent arithmétiquement sur la période d'annualisation. Dans ces conditions, les temps travaillés au-delà de l'horaire hebdomadaire moyen ne s'imputent pas sur le contingent annuel d'heures supplémentaires et ne donne lieu ni à une majoration du salaire ni à un repos compensateur. Pour les salariés de plus de 50 ans, les heures supplémentaires peuvent être capitalisées au-delà de 120 jours afin de favoriser la cessation anticipée d'activité.

Salaire

L'accord prévoit le maintien intégral des rémunérations. Il s'agit bien sûr d'une escroquerie au regard de la suppression du paiement des heures supplémentaires, lesquelles permettaient à beaucoup d'ouvriers d'accroître leur rémunération.

Emploi

PSA s'engage à embaucher, dès 1999, en CDI 5600 personnes dont 3000 du fait de la réduction du temps de travail. Pour les années suivantes, mais cela ne découle pas de l'accord sur le temps de travail mais du plan du gouvernement touchant au rajeunissement des effectifs³⁵, le groupe embauchera un nombre de salariés au moins égal au tiers du nombre de salariés qu'il mettra en congé chaque année (pour 100 départs, une trentaine d'embauches) soit 3000 embauches sur quatre ans. Au total, sur la période 1999-2003, il est prévu que 12500 salariés de plus de 57 ans partent en préretraite, départ compensés partiellement par l'arrivée de 8700 jeunes (5600 dès 1999).

Chantage à l'embauche

Une fois de plus, les syndicats, à l'exception de la CGT, tout en reconnaissant certains aspects un peu « durs » (c'est le mot d'un petit bureaucrate de la CFDT) au projet de la direction, ont mis avant l'embauche des 3000 jeunes pour essayer de faire avaliser l'accord aux prolétaires. Ainsi, le responsable de la CFDT dans le groupe PSA, Vincent Bottazzi, déclarait : « C'est la première fois que nous avons une réelle négociation. Il faut tenir compte des 3000 jeunes qui pourront entrer dans l'entreprise. », tandis qu'un de ces collègues renchérisait en constatant : « Depuis des années, on détruit des emplois. Cette fois-ci, on a obtenu un répit. » (Libération 23/24/01/99). La CSL (Confédération des syndicats libres), quant à elle, devant la colère d'une quarantaine d'ouvriers de l'équipe du matin du site de Poissy (8000 salariés) sur la non intégration des 22 minutes de pause dans le temps de travail effectif, exposait, par la voix d'un des délégués du site, parfaitement les termes du chantage : « Si on s'obstinait sur les pauses, on aurait une diminution des salaires. Et si on ne passait pas d'accord, on n'aurait pas les 12 500 départs en préretraite. Il faut assumer, on assume. » (Libération 29/01/99). Pour être complet, mentionnons l'inénarrable Force Ouvrière qui, aux termes des négociations, saluait dans un communiqué les « avancées » consenties par la direction et jugeait le texte globalement positif.

³⁵. Le détail du plan gouvernemental n'est pas encore connu. Ce projet de rajeunissement de la pyramide des âges devrait, après accord de branche, permettre de faire partir 30 000 techniciens et ouvriers de Renault et PSA contre l'embauche de 15000 à 18000 jeunes (coût 7 à 10 milliards pour l'Etat).

La CFDT, par la voix de Nicole Notat, s'est déclaré favorable à ce plan : « L'automobile est confrontée à une contrainte de marché, lourde de conséquences sur les conditions de l'emploi. Il n'est pas anormal que des entreprises, même privées, bénéficient de fonds publics pour passer un cap difficile. » (Libération 29/01/99).

Réaction ouvrière : « Ca ne passe pas du tout » (un délégué)

On dispose de peu d'éléments pour apprécier les réactions de la classe ouvrière du groupe PSA. Il y eut, bien sûr, les débrayages de Sochaux des 28 et 29 janvier derniers, minoritaires mais d'une ampleur inconnue depuis les grèves de 1989. Si l'on en croit les délégués de la CGT de l'usine de Mulhouse (10 500 salariés), sur les 50 % des salariés qui ont accepté de répondre à un questionnaire sur l'accord, 95 % y seraient opposés, le travail du samedi (sans heures supplémentaires) focalisant le refus. Malgré ce peu d'éléments, il est évident que le projet d'accord n'a pas déchaîné l'enthousiasme. A preuve, la réaction des syndicats prêts à la signature (CFDT, FO, CGC, CSL) qui ont rapidement tourné casaque, une fois le contenu de l'accord connu de leur base et des salariés lambda.

BILAN DES ACCORDS PASSES

Au 07/04/1999³⁶, le nombre d'accords signés suivant la Loi Aubry (juin 1998) était le suivant :

| | Quantité | Effectif concerné | Emplois créés ou préservés |
|-------------------------------|----------|-------------------|----------------------------|
| Accords entreprises publiques | 4 | 451 634 | 13 270 |
| Accords sans aide financière | 198 | 200 784 | 6 066 |
| Accords avec aide financière | 3 089 | 280 841 | 24 142 |
| | 3 291 | 933 260 | 43 478 |

Ce tableau parle de lui-même et il n'est pas nécessaire d'insister sur le bluff que représente le nombre d'emplois « créés ou préservés ».

Au 04/05/1999, le bilan global, selon la CFDT³⁷ était de :

- 2 900 accords « De Robien », concernant 360 000 salariés, ayant créé 25 000 emplois,
- 3 800 accords « Aubry », concernant 215 000 salariés, ayant créé 45 000 emplois,
- 500 accords « hors dispositifs », concernant 840 000 salariés, dont eux de La Poste, EDF, Peugeot et Aérospatiale, ayant créé 30 000 emplois.

La répartition par secteurs d'activité des accords au 01/02/1999 était la suivante :

| | |
|--------------------------|-------|
| Industrie | 687 |
| BTP | 146 |
| Transports et logistique | 53 |
| Commerce | 343 |
| Services | 745 |
| Agriculture | 24 |
| Total | 1 998 |

La répartition par syndicats signataires au 01/02/1999 était la suivante :

| | Accords signés | dont par Mandatement |
|------|----------------|----------------------|
| CFDT | 957 | 433 |
| CGT | 423 | 138 |
| FO | 340 | 113 |
| CFTC | 309 | 142 |
| CGC | 171 | 29 |
| | 2 200 | 855 |

³⁶ Le Monde du 27/04/1999.

³⁷ AFP du 14/05/1999.

CONSIDERATIONS SUR LES AGITATIONS DE CHOMEURS ET PRECAIRES

RICHESSSE OBJECTIVE DU MOUVEMENT *VERSUS* CARENCE DE PUISSANCE

L'analyse du mouvement des chômeurs et précaires de 1997/98³⁸ fait ressortir une première observation : sa qualité découle davantage de son fondement social que de sa richesse offensive ou de sa capacité à interpréter en profondeur les rapports entre les classes. Les militants de base de ces mouvements ont vécu une sorte de dichotomie irréductible où des sentiments d'impuissance et des nombreuses illusions se sont mêlés et enchevêtrés. Les raisons d'une grande colère, très justifiée et largement partagée par l'ensemble des prolétaires appauvris, ont suffi à elles seules à soutenir et légitimer, aux yeux de leurs auteurs, des actions sans lendemain. Des poignées de prolétaires désespérés, excités par un battage médiatique pas vraiment innocent et désintéressé, irrésistiblement poussés par leur dénuement, se sont jetés dans des combats aveugles de faible intensité et à fort aspect symbolique.

D'un autre côté, le gouvernement a su comprendre le danger potentiel du mouvement (au delà de ce que pensaient les acteurs eux mêmes) : celui de la rencontre entre tous les prolétaires quelles que soient leurs conditions, du travailleur "garanti" au travailleur "au noir" en passant par toutes les sortes de travail "gris" contre l'exploitation et toutes les divisions qu'elle engendre.

Le gouvernement s'est également servi des limites du mouvement pour faire passer ses mesures de traitement du « chômage ».

DESCRIPTIF

Globalement, les actions ont raté l'objectif d'élargir l'audience et l'organisation de la lutte auprès de l'immense masse des chômeurs et des précaires et encore moins auprès des prolétaires qui ont un emploi. Les occupations des antennes Assedic, des sièges de l'ANPE, des bureaux d'EDF-GDF, des gares ferroviaires, etc. ont généralement vu l'implication de nombres restreints de militants (entre 10 et 30 en moyenne par initiative), en situation d'isolement presque complet vis-à-vis des ouvriers et des employés. Toujours, entre eux et ceux-ci, se sont interposés des syndicalistes et des fonctionnaires associatifs "bien intentionnés" qui ont fait écran à toute rencontre directe entre exploités. Il va sans dire que les "associations des chômeurs" et les syndicats n'ont jamais utilisé leur capacité de mobilisation parmi les prolétaires pourvus d'emplois "stables" afin de les rapprocher de leurs camarades plus démunis. Ersatz habituel de l'unité de classe, ils ont en revanche multiplié les manifestations du samedi après-midi, haut-lieu de parade des appareils et des encartés.

Quant aux actions sponsorisées par les ailes extrêmes des associations préposées à l'encadrement de ces luttes (occupations de l'Ecole normale de la rue d'Ulm, des Universités de Nanterre et de Jussieu, quête d'une aumône en forme de trois caddies de marchandises au Leclerc de Pantin, incursions gastronomiques à la Coupole et au Fouquet's), elles ont été encore plus inopérantes et confuses, abondant dans le sens de la représentation spectaculaire bon marché du mouvement. Ici, on rase gratis et on répète en farce la geste soixante-huitarde afin de canaliser les composantes les plus indisciplinées et énervées du mouvement.

Malheureusement, chez les uns comme chez les autres, du fait aussi d'une panoplie de revendications cacophoniques et inoffensives, la connaissance du terrain de l'adversaire et des mécanismes spécifiques d'oppression visés faisait cruellement défaut. Au fil des actions, la mise à nu pratique, au travers de la lutte, de la chaîne particulière de l'oppression capitaliste qui tient prisonnière la partie la plus fragilisée du prolétariat n'a pas vraiment progressé.

38 De même que celui de 1998/99 qui a répété en farce tous les défauts, faiblesses et limites du précédent.

L'expérience accumulée par les acteurs de ces actions risque fort de se révéler inopérante lorsque le combat retrouvera l'élan pour sortir de son état embryonnaire et de l'ornière actuelle dans laquelle l'encadrement démocratique et consensuel l'ont amené.

Ainsi, une parodie de la lutte de classe est descendue dans la rue sans jamais parvenir — et pour cause — à se faire réalité menaçante ni pour l'ordre social dominant ni, plus modestement, pour ce qui reste des instituts de la providence étatique. Pourtant, les vautours de l'information normalisée ne se sont pas trompés : l'accent obsédant mis sur des actions qui, à leur point le plus haut, n'ont impliqué directement que quelques milliers de personnes, en dit long sur la crainte que la caricature se mue brusquement en tragédie pour les classes dominantes. Derrière l'épouvantail savamment agité d'un Mai 98 des "exclus" — très improbable dans ces conditions — les patrons exorcisent les inquiétudes provoquées par la fragmentation d'un corps social traversé par la succession de crises périodiques de gravité grandissante et de reprises économiques en général indigentes.

TRADUCTIONS *AD USUM* DES CHOMEURS ET DES PRECAIRES EN LUTTE DE L'IDEOLOGIE DOMINANTE

Deux courants idéologiques monopolisent la scène officielle des mouvements actuels. En schématisant, on peut affirmer que l'un appartient au type travailliste social-démocrate et stalinien classique, tandis que l'autre se relie à la tradition de l'assistantat et du solidarisme chrétien. Chacun de ces courants est à son tour assorti d'une variante extrême. Le filon travailliste comprend en son sein la "modulation de fréquence" trotskiste, incarnée par le très médiatique Christophe Aguiton, administrateur salarié de France Télécom, permanent de SUD et fondateur d'AC !, et le filon chrétien voit se développer à sa marge le "bruit parasite" autonome, dont la figure la plus en vue est le fidèle disciple du sociologue italien Toni Negri, Laurent Guilloteau, ex-animateur de Cargo, membre de la direction d'AC !, promoteur infatigable des actions parisiennes les plus médiatisées (occupations de Facultés, opérations de "restauration gratuite" dans des grands établissements de la capitale, etc.).

Le Travaillisme à la française et sa périphérie

"Nous sommes les enfants d'une société, d'une civilisation où l'épanouissement de la personnalité, la formation de l'être social passe par l'exercice d'une profession. Le travail, c'est bien plus que le travail en soi, c'est un engagement qui permet la gestation de l'être humain, sa maturation, la découverte de lui-même et de ses rapports aux autres. Preuve en est que toute perte de travail revêt un aspect caractéristique [...] le premier réflexe du chômeur est de se désocialiser. [...] Il rejoint le corps des 'lépreux' de cette société [...]. La seule guérison possible étant la réinsertion dans la communauté du travail humain qui crée, qui construit, qui réfléchit, qui informe, qui invente..."³⁹ Ces propos illustrent parfaitement la conception travailliste du salariat. Selon celle-ci, l'être social et la structure psychologique même des individus se forment par le travail salarié, mode d'activité dominant de la société et de la civilisation qui s'y réfèrent, et dont il se définit lui-même comme l'enfant. L'exploitation est, pour lui, l'école de formation, le lieu privilégié de "gestation" de l'être social. Pas de traces de critique de l'essence du travail, aucun renvoi à son formidable potentiel de désocialisation et d'individualisation du travailleur. Ce qui, en revanche, est affirmé dans ces quelques lignes, c'est le rôle émancipateur primordial du travail salarié. Ainsi, l'individu sans travail n'est pas vraiment un être social, sa maturation s'arrête ; celui-ci se révèle inapte à la création, à la construction et à la réflexion. En pleine cohérence avec un éloge si émouvant du salariat, il n'y a point de salut, en dehors des chaînes de l'exploitation. Bien positionné dans son rôle de défenseur du fondement du capital industriel (travail salarié), il ne peut qu'envisager, mieux,

39. Louis Viannet, *Syndicalisme : Les nouveaux défis – Entretiens du Secrétaire général de la CGT avec Jean-Claude Poitou*, pp. 44 et 45, Editions VO et Editions de l'Atelier, 1995.

invoquer passionnément le retour le plus rapide possible de ces quasi-hommes que sont les “privés d’emploi”⁴⁰ au boulot.

La position des gauchistes “classiques” (trotskistes, staliniens “orthodoxes”, ex-Maoïstes) rejoint pour l’essentiel celle de ce haut-fonctionnaire de l’état qu’est Louis Viannet. Tout d’abord, en prenant la bonne hauteur idéologique, eux aussi, s’efforcent de dissimuler la dure réalité du travail salarié en mettant en avant ce qu’est le travail “d’un point de vue anthropologique” :

“... le travail [apparaît] comme un processus historique d’échange organique entre la nature et la société humaine, de conversion d’énergie, de transformation réciproque...”⁴¹ Ces

gauchistes, très présents au sein des associations et de certains syndicats, se chargent en particulier d’opérer la liaison avec l’autre âme idéologique dominante dans les mouvements actuels de sans réserves, la solidariste. C’est notamment par eux que se répand le mot d’ordre passe-partout du partage du travail (35, 32, 30, 28 heures hebdomadaires). C’est encore eux qui s’opposent à l’obtention d’un “statut du chômeur” (le revenu minimum universel, cher aux courants solidaristes extrêmes), qu’ils taxent invariablement de solution libérale⁴² (comme les amis de M. Chevènement taxent de “solution libérale” la revendication de la libre circulation des personnes...). C’est toujours eux qu’on retrouve en première ligne de la lutte visant à reformuler la “citoyenneté” — la participation à la vie de la cité, d’après l’axiome courant — par l’accès de tous au travail⁴³.

Les agitations et les associations de sans-réserves sont elles-mêmes considérées à l’aune de la réinsertion des “exclus” dans le monde des vrais citoyens parce que travailleurs. Les mouvements de chômeurs et de précaires comme antichambre à la République démocratique

40 Dans un entretien accordé à l’hebdomadaire de la LCR, Rouge, François Desanti, membre du PCF et secrétaire national du comité CGT des “privés d’emploi” définit ainsi cette dernière catégorie : “Dans le langage quotidien, nous parlons aussi de ‘chômeurs’ ! La démarche politique de l’expression ‘privés d’emploi’ pointe l’aspect privation [souligné par nous], au regard de la Constitution qui prévoit le droit au travail, dont cinq à sept millions de personnes sont privées. En outre, nous considérons que les chômeurs sont partie intégrante du salariat. Les chômeurs bénéficient d’un salaire différé, produit de cotisations sociales, au même titre de ceux qui sont en arrêt maladie ou en retraite”.

41. Christophe Aguiton et Daniel Bensaïd *Le retour de la question sociale*, pp. 21 et 22, Editions Page deux, 1997.

42 Selon le professeur trotskiste Bensaïd et le syndicaliste administrateur de France Télécom Aguiton, la revendication d’un “droit au revenu inconditionnel et universel” aboutirait : “(...) 1°) à justifier le renoncement à la lutte pour le droit à l’emploi (au plein emploi) et à la réduction massive du temps de travail (...) 2°) à faire sauter le verrou du Smic en salariant une exclusion institutionnalisée et elle constitue paradoxalement du même coup une machine de guerre contre le système de protection sociale (...)” (Christophe Aguiton et Daniel Bensaïd *Le retour de la question sociale*, pp. 24 et 25, Editions Page deux, 1997). Mis à part la mauvaise foi évidente, digne des pires procédés staliniens, dont les deux complices de la LCR font preuve pour diaboliser l’adversaire, il ressort de ces quelques mots qu’ils partagent avec leurs nouveaux amis du PCF les objectifs du plein emploi et de la réduction du temps de travail pour l’atteindre, de la défense du Smic et des mécanismes de la Protection sociale. Ce ne ressemble plus au Programme de transition mais cela devrait bien les aider un jour à obtenir la carte du Parti... En affichant des positions d’une telle “audace”, même leur ancien camarade Henri Weber, aujourd’hui sénateur reconverti en porte-serviettes de luxe de Laurent Fabius, peut leur rappeler que “(...) Daniel Bensaïd et ses amis (...) sont en réalité devenus des réformistes de gauche, à peine plus radicaux que Julien Dray [ex LCR], Jean-Luc Mélenchon ou l’inspecteur du Travail Gérard Filoche [ex LCR aussi]”. (Cf. *Le Monde des livres* du 2 mai 1998).

43. “Oui, alors que l’on voudrait nous présenter la situation actuelle comme inéluctable, alors que l’on nous appelle à la patience et à la soumission, nous voulons apporter, à travers nos luttes, à travers nos revendications, un espoir, une perspective nouvelle, l’abolition du chômage, et le projet d’une société de liberté et de justice sociale, d’une Europe et d’un monde où l’économie et la politique seront au service des hommes et des femmes et non l’inverse, et où tous les citoyens participeront aux grands choix de la vie publique.” (Plate-forme revendicative adoptée par les Deuxièmes assises européennes contre le chômage et les exclusions – Bruxelles, 18 et 19 avril 1998).

fondée sur le travail salarié, voilà la véritable finalité que les gauchistes et les staliniens assignent aux agitations des sans-réserves.

Le rapport de l'ouvrier à la machine, du travailleur collectif au travail salarié si cher à M. Viannet, qui ose encore se revendiquer du communisme, se situe à des années lumière de ces balivernes républicaines. Karl Marx, dans *Les Manuscrits de 1844*, le décrivait ainsi :

“ ... Le travail est extérieur à l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son essence, que donc, dans son travail, celui-ci ne s'affirme pas, mais se nie, ne se sent pas à l'aise mais malheureux, ne déploie pas une libre activité physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit. En conséquence, l'ouvrier n'a le sentiment d'être auprès de lui-même qu'en dehors du travail et, dans le travail, il se sent en dehors de soi. Il est comme chez lui quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il ne se sent pas chez lui. Son travail n'est donc pas volontaire, mais contraint ; c'est du travail forcé. Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des besoins en dehors du travail. Le caractère étranger du travail apparaît nettement dans le fait que, dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste. Le travail extérieur, le travail dans lequel l'homme s'aliène, est un travail de sacrifice, de mortification. (...) De même que dans la religion, l'activité propre de l'imagination humaine, du cerveau humain et du cœur humain, agit sur l'individu indépendamment de lui, c'est-à-dire comme une activité étrangère divine ou diabolique, de même l'activité de l'ouvrier n'est pas son activité propre. Elle appartient à un autre, elle est la perte de soi-même. On en vient donc à ce résultat que l'homme (l'ouvrier) ne se sent plus librement actif que dans ses fonctions animales, manger, boire et procréer, tout au plus encore dans l'habitation, la parure, etc., et que, dans ses fonctions d'homme, il ne se sent plus qu'animal. Le bestial devient l'humain et l'humain devient le bestial. ”

A l'opposé du professeur ex-ouvriériste Toni Negri aujourd'hui reconverti en chantre de “ l'entrepreneur biopolitique ” pour qui “ le travail s'est émancipé par sa capacité à devenir intellectuel, immatériel(...) s'est émancipé de la discipline d'usine ”⁴⁴, force est de reconnaître que les considérations de Marx demeurent d'une très grande pertinence et actualité. S'il est vrai que l'homme devient bestial en travaillant, si son rapport au travail salarié est un rapport forcé et qui lui reste irréductiblement extérieur, même en faisant abstraction du fait que le plein emploi est un mirage et qu'avoir du travail n'est absolument pas synonyme de possession d'une quantité suffisante d'argent pour survivre, il est stupide, voire criminel de proposer aux prolétaires sans emploi l'Eden du boulot pour qu'ils y retrouvent “ leur dignité ”, pour qu'ils se libèrent de leur condition d'extrême dénuement.

Dans *L'idéologie allemande*, Karl Marx renvoie la réconciliation entre activité et homme social (« appropriation de la totalité des forces productives ») à la phase supérieure du communisme, celle-ci étant précédée « par une révolution où le prolétariat se dépouille de tout ce qu'il a conservé jusqu'ici de sa position sociale » :

« C'est à ce stade que l'affirmation personnelle se confond enfin avec la vie matérielle, stade qui correspond à l'épanouissement des individus appelés à devenir des individus complets, et à se débarrasser de tout naturel primitif. C'est alors qu'il y a harmonie entre la transformation du travail en affirmation active de soi et la transformation du commerce social, jusqu'ici restreint, en commerce des individus comme tels. Avec l'appropriation de la totalité des forces productives par les individus associés, la propriété privée cesse d'exister. » Or, jusqu'à preuve du contraire, la révolution n'a toujours pas eu lieu et le prolétariat n'est pas encore parvenu à se débarrasser de sa « position sociale ».

44. Toni Negri Exil p. 20, Editions Mille et une nuit, 1998.

La doctrine sociale de l'Église

La notion de travail salarié, n'est pas présente dans la doctrine sociale de l'Église. Le travail est pris en compte dans sa plus large et générique dimension d'activité créatrice consciente et il est uniquement considéré par-dessus les époques :

“ C'est par le travail que l'homme doit se procurer le pain quotidien et contribuer au progrès continu des sciences et de la technique, et surtout à l'élévation constante, culturelle et morale, de la société dans laquelle il vit en communauté avec ses frères. Le mot 'travail' désigne tout travail accompli par l'homme, quelles que soient les caractéristiques et les circonstances de ce travail, autrement dit toute activité humaine qui peut et qui doit être reconnue comme travail parmi la richesse des activités dont l'homme est capable et auxquelles il est prédisposé par sa nature même, en vertu de son caractère humain. Fait à l'image, à la ressemblance de Dieu lui-même dans l'univers visible et établi dans celui-ci pour dominer la terre, l'homme est donc dès le commencement appelé au travail. ” (Lettre encyclique *Laborem exercens*, Jean-Paul II, 14 septembre 1981).

Si, à l'instar de tout ce qui existe, pour l'Église et ses ouailles, le travail procède de Dieu, il n'est pas conçu, à l'opposé des idées travaillistes, comme lieu privilégié de la formation à la fois de la société et de l'individu⁴⁵. Le travail “ chrétien ” est avant tout un tribut que l'homme doit nécessairement payer pour survivre, c'est donc avant tout une contrainte à laquelle l'homme est “ dès le commencement appelé ”. Certes, le travail doit contribuer à “ *l'élévation constante, culturelle et morale, de la société* ”, mais il n'en demeure pas moins que, selon l'Église, celui-ci reste avant tout une imprescriptible contrainte. Le deuxième principe fondateur, ou plutôt la deuxième exclusion conceptuelle après celle du travail salarié, de la conception catholique du travail, c'est la négation pure et simple de l'existence du travailleur collectif, de l'ouvrier social. Car, “ *c'est en tant que personne que l'homme est sujet du travail* ”. Exit l'opposition et la lutte entre les classes et exit la possibilité ontologique de la constitution de la classe prolétarienne comme classe pour soi faisant face au travail. Ainsi, l'élévation subsidiaire de l'homme par le travail ne concerne que l'individu. C'est un autre élément important de séparation d'avec le travaillisme socialiste.

En revanche, là où les deux courants de pensée travailliste et chrétien se rejoignent et se confondent, c'est lorsque l'un et l'autre affirment le caractère indépassable à leurs yeux du travail réellement existant. Ensemble, ils ne conçoivent pas une société dans laquelle l'homme social pourrait s'émanciper complètement de la contrainte du travail, de toutes sortes de travail. S'alimentant de l'exploitation — qu'ils voudraient pérenne — des esclaves modernes, ils la sacralisent en l'enjolivant de hautes finalités éthiques individuelles et/ou sociales. « Le travail est, comme on l'a dit, une obligation, c'est-à-dire un devoir de l'homme, et ceci à plusieurs titres. L'homme doit travailler parce que le Créateur le lui a ordonné, et aussi du fait de son humanité même dont la subsistance et le développement exigent le travail. L'homme doit travailler par égard pour le prochain, spécialement pour sa famille, mais aussi pour la société à laquelle il appartient, pour la nation dont il est fils ou fille, pour toute la famille humaine dont il est membre, étant héritier du travail des générations qui l'ont précédé et en

45 Au cœur du dispositif social-chrétien, on a la famille, à laquelle le travail se subordonne afin qu'elle puisse agir efficacement en structure portante de l'éducation du croyant. Accessoirement, le travail est aussi le champ de vérification et d'application de l'éducation impartie par la famille catholique.

“ Le travail est, d'une certaine manière, la condition qui rend possible la fondation d'une famille, puisque celle-ci exige les moyens de subsistance que l'homme acquiert normalement par le travail. Le travail et l'ardeur au travail conditionnent aussi tout le processus d'éducation dans la famille, précisément pour la raison que chacun ‘devient homme’, entre autres, par le travail, et que ce fait de devenir homme exprime justement le but principal de tout le processus éducatif. C'est ici qu'entrent en jeu, dans un certain sens, deux aspects du travail : celui qui assure la vie et la subsistance de la famille, et celui par lequel se réalisent les buts de la famille, surtout l'éducation. Néanmoins ces deux aspects du travail sont unis entre eux et se *complètent sur différents points*. ”
(Lettre encyclique *Laborem exercens*, Jean-Paul II, 14 septembre 1981)

même temps co-artisan de l'avenir de ceux qui viendront après lui dans la suite de l'histoire. Tout cela constitue l'obligation morale du travail entendue en son sens le plus large. » (Lettre encyclique *Laborem exercens*, Jean-Paul II, 14 septembre 1981).

Naturellement, les spécificités idéologiques du catholicisme induisent, en relation aux questions traitées, des approches et des objectifs différents de ceux des travaillistes. Si les travaillistes concentrent toutes leurs énergies dans la poursuite chimérique du travail pour tous, le piétisme en soutane met plutôt l'accent sur la "solidarité" à l'égard de l'individu en détresse. Ou plutôt, en des termes plus à la mode, sur la "redistribution de la richesse" si chère aux autonomes civilisés d'AC !⁴⁶.

« La solidarité est sans aucun doute une vertu chrétienne. (...) c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous. (...) La pratique de la solidarité à l'intérieur de toute société est pleinement valable lorsque ses membres se reconnaissent les uns les autres comme des personnes. Ceux qui ont plus de poids, disposant d'une part plus grande de biens et de services communs, devraient se sentir responsables des plus faibles et être prêts à partager avec eux ce qu'ils possèdent. De leur côté, les plus faibles, dans la même ligne de la solidarité, ne devraient pas adopter une attitude purement passive ou destructrice du tissu social, mais, tout en défendant leurs droits légitimes, faire ce qui leur revient pour le bien de tous. Les groupes intermédiaires, à leur tour, ne devraient pas insister avec égoïsme sur leurs intérêts particuliers, mais respecter les intérêts des autres. » (Lettre encyclique, *Sollicitudo rei socialis*, Jean-Paul II, 30 décembre 1987).

En échange d'une « option ou l'amour préférentiel pour les pauvres, (...) les multitudes immenses des affamés, des mendiants, des sans-abri, des personnes sans assistance médicale et, par-dessus tout, sans espérance d'un avenir meilleur »⁴⁷, l'Eglise vise l'objectif d'une plus grande cohésion sociale et de la soumission totale des « plus faibles » aux puissants. La plus stricte interdiction est faite aux pauvres d'« adopter une attitude purement passive ou destructrice du tissu social ». Aussi choisit-elle l'« option » du traitement concret de la pauvreté par le biais d'une allocation différente du produit social et repousse sine die le mirage travailliste du plein emploi. Enfin, en parfaite cohérence avec sa négation de la lutte des classes et de l'existence même d'agrégats sociaux homogènes aux intérêts inconciliables, l'aménagement solidariste de la souffrance sociale doit prioritairement se faire à l'échelle de la personne, par une thérapeutique strictement individualisée.

Une roue de secours excentrique

Une variante laïque extrême de l'idéologie du Vatican est représentée par la nébuleuse gauchiste non traditionnelle. Ici, on retrouve pêle-mêle la gauche chrétienne, certains autogestionnaires, des humanistes radicaux et surtout d'anciens ouvriéristes.

Soudés par la volonté de défendre tous les "sans", les "laissés pour compte", les "exclus", ces composantes politiques ont créé une sorte d'extrême-gauche plurielle en singeant leurs mentors gouvernementaux. Alors que ces derniers s'accouplent sous les lambris de la République, les autres le font dans la rue, dans les Eglises occupées, dans les occupations d'antennes Assedic ou de logements vides. Plus sympathique parce que plus "peuple", cette frange de la gauche plurielle n'en demeure pas moins un adversaire des prolétaires. Elle se charge en effet de canaliser, sur un mode "barricadier" et "basiste", dans les limites du consensus démocratique, les timides poussées de révolte exprimées par le prolétariat. Le

⁴⁶. " A l'heure (...) d'une offensive libérale qui prend appui partout en Europe sur les traités de Maastricht et d'Amsterdam, les luttes des chômeurs et des chômeuses se développent, et portent avec vigueur la revendication d'une redistribution des richesses. " (Plate-forme revendicative adoptée par les Deuxièmes assises européennes contre le chômage et les exclusions – Bruxelles, 18 et 19 avril 1998).

⁴⁷. Lettre encyclique, *Sollicitudo rei socialis*, Jean-Paul II, 30 décembre 1987.

maillon faible de ce dispositif consiste en son incapacité intégrale à faire véritablement aboutir au moins l'une de ses multiples revendications.

Ils défendent les immigrés ? La gauche plurielle au pouvoir en régularise quelques dizaines de milliers pour mieux en expulser des centaines de mille. Ils poursuivent l'objectif d'un logement pour tous ? Le gouvernement enterre le projet de Juppé d'exhumer à nouveau des immeubles prison pour très pauvres.

Ils invoquent le plein emploi ? Pour toute réponse ils obtiennent un surplus de légalisation du travail précaire.

Ils prétendent un revenu décent pour les pauvres ? Ils ont droit à l'élargissement de quelques centaines de francs supplémentaires par personne concernée.

Souvent, les prolétaires, qui tombent dans leur nasse, paient le prix fort de l'irresponsabilité de ces messieurs. Un exemple ? Les centaines de milliers d'immigrés en situation administrative irrégulière qui ont suivi leur conseil de déposer des dossiers aux Préfectures et qui aujourd'hui se trouvent complètement exposés à la chasse des forces de police.

Même sur le plan de la production d'idéologie, les gauchistes auto-proclamés en " mouvement social " s'avèrent passablement indigents. Entre ceux qui rabâchent sans arrêt les " Droits de l'homme ", ceux qui font du micro-syndicalisme par d'autres moyens, ceux qui dépoussièrent l'idéologie soixante-huitarde et ceux qui se la jouent " théologie de la libération ", il n'y a vraiment rien de nouveau sous le soleil. Seuls quelques " Italiens " ont apporté un semblant d'idées inédites dans ce cirque des idéologies perdues.

Ces transalpins et leurs adeptes hexagonaux ont un maître à penser : le professeur Toni Negri, déjà cité plus haut. S'appuyant sur l'élucubration philosophique d'après laquelle toute activité serait désormais productive⁴⁸, constatant que tout être humain — à l'époque (selon lui) de la domination du travail intellectuel et de la production de produits immatériels — est doté de l'outil de travail essentiel pour une telle époque qu'est le cerveau⁴⁹ (et que rien ni personne ne peut lui ôter), le professeur parvient à la conclusion que toute personne qui participerait *ipso facto* de cette nouvelle " communauté biopolitique " doit recevoir un salaire garanti⁵⁰. Voilà ainsi " rompu ", mais seulement dans le cerveau prolifique en incantations idéologiques du professeur, le " lien entre production de la richesse et travail salarié " (*idem*, p. 19) et, par voie de conséquence, inversé le rapport causal entre travail et salaire. Ce n'est plus le travail qui justifie d'un salaire, mais c'est le fait de percevoir un salaire garanti *a priori* par l'état fondé sur " une démocratie radicale et absolue " (*idem*, p. 34) qui rend le travail productif⁵¹.

⁴⁸. " (...) à partir du moment où on a enlevé à la classe ouvrière le privilège d'être l'unique représentant du travail productif, et que l'on a ramené ce travail productif à tous les sujets qui ont incarné l'outil de travail et l'expriment dans des formes linguistiques, alors on doit dire que tous ceux qui produisent des puissances vitales se trouvent à l'intérieur de ce processus, et qu'ils s'y trouvent même de manière essentielle. " (Toni Negri Exil p. 23, Editions Mille et une nuit, 1998).

⁴⁹. " Le travailleur, aujourd'hui, n'a plus besoin d'instruments de travail (c'est-à-dire de capital fixe) qui soient mis à sa disposition par le capital. (...) Le capital fixe le plus important, celui qui détermine les différentiels de productivité, désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine-outil que chacun d'entre nous porte en lui. (...) La machine-outil a été arrachée au capital par l'ouvrier, pour qu'elle le suive toute sa vie, que l'ouvrier a incarné cette puissance de production à l'intérieur de son propre cerveau (...) si l'outil de travail est incarné dans le cerveau, alors l'outil de travail/cerveau devient la plus grande potentialité productive mise en oeuvre aujourd'hui afin de construire la richesse. " (Toni Negri Exil pp. 19-21, Editions Mille et une nuit, 1998).

⁵⁰. " Le salaire garanti est la condition de reproduction d'une société dans laquelle les hommes, à travers leur liberté, deviennent productifs. " (Toni Negri Exil p. 23, Editions Mille et une nuit, 1998).

⁵¹ Incidemment, il convient de noter que les nouveaux philosophes autonomes versent eux aussi quand il le faut dans le travaillisme le plus naïf. Patrick Dieuaidé, dans le premier numéro du journal Occupation, nous livre un éloge du travail qui n'a rien à envier à ceux de MM. Viannet, Bensaïd, Aguiton et Jean Paul II : " D'une part (et combien de fois faudra-t-il le répéter), le travail n'est pas une marchandise. D'autre part, si le travail s'enrichit de nouvelles fonctions (expertise, évaluation) et acquiert une dimension de plus en plus collective, travailler est une activité allant bien au-delà de la mise en oeuvre de nouvelles connaissances ou de

Par ce biais, la réalisation de l'objectif du " droit à l'emploi ", indispensable pour les trotskistes et les staliniens afin d'accéder à un salaire et à la " citoyenneté " ⁵², sort par la grande porte car, pour M. Negri, " du travail il y en a trop ", car " tout le monde travaille et (...) tout le monde contribue à la construction de la richesse sociale " (*idem*, p. 17). Partant d'un constat pertinent — " les chômeurs travaillent (...) et inversement l'emploi est aussi assisté que le chômage " ⁵³ le roi vénitien du paradoxe en vient à décréter que si le salaire entretient encore une relation de dépendance vis-à-vis du travail du même nom, c'est en raison de la volonté despotique de la part des classes dominantes de " subordonner l'activité de production de richesse à des formes de contrôle de l'entreprise ou de l'état " (*idem*, p. 18). Ce qui justifie à ses yeux la nécessité d'une " transition politique " — comparable à " celle qui fait passer de l'Ancien Régime à la Révolution " — faisant table rase du " capitalisme parasite ".

En d'autres termes, la " Bonne Nouvelle " prêchée par Negri consiste en effet à réduire le rapport de production capitaliste à un simple acte d'échange entre capital et salaire. Pour lui, il suffirait de nier cet échange par le truchement d'une distribution généralisée de salaire de la part de l'état sans exiger des contreparties en marchandises, pour délivrer l'homme social du joug capitaliste. Pas un mot chez le Philosophe de ce qui pourtant a fait (à juste titre) la fortune théorique de l'ouvriérisme : la remise au goût du jour de la critique de Marx du système des machines, du procès de travail, de la déesse Science et de son incarnation terrienne Technologie. Pourtant, l'ouvriérisme classique nous a appris que le secret de l'exploitation n'est pas du côté de l'échange égal de marchandises entre ouvrier et capital (location de la force de travail contre salaire), mais du côté de la consommation productive de la force de travail, au sein même de l'usine, dans le rapport pratique quotidien entre l'ouvrier et " sa " machine. Negri néglige " la dimension de la coopération productive " lorsqu'il concentre son attention sur l'échange singulier par excellence, l'échange salaire/travail. Pendant cet acte de la circulation, l'ouvrier se présente sur le marché en solitaire et contracte un accord de vente de sa faculté exclusive de créer de la nouvelle valeur avec un capitaliste déterminé. Bien entendu, le Professeur, en figeant sa pensée sur le terrain de la libération individuelle de l'homme du salariat, s'affranchit-il de la problématique communiste de constitution du prolétariat en classe pour soi.

Si la revendication d'un salaire garanti déconnecté de la possession d'un emploi rapproche les autonomes du solidarisme chrétien, il n'en existe pas moins des revendications qui leur permettent de poursuivre avantageusement leur insertion au sein de la gauche travailliste. Ces autres facteurs sont au moins aussi importants que leurs points de convergence avec le solidarisme chrétien. Considérés globalement, ces fragments idéologiques font des ex-ouvriéristes (au même titre que les gauchistes " classiques ") des agents de liaison et de recomposition de premier ordre des différentes composantes de la gauche plurielle au pouvoir. Nouvelle citoyenneté

La critique du thème de la " nouvelle " citoyenneté qui s'est exprimée à l'occasion du mouvement est nécessaire parce que celui-ci restaure le travail comme valeur suprême de la société. Sinon, comment interpréter le propos répété avec obsession par les diffuseurs les plus

nouveaux savoirs. Mieux, de par son caractère de plus en plus social, le travail s'identifie de moins en moins à l'emploi, à l'évaluation entrepreneuriale du travail individuel direct. Travailler c'est aussi et avant tout produire du lien social, de la coopération, en s'informant, en communiquant, en échangeant avec d'autres, en circulant continûment au-dedans comme au-dehors de l'entreprise, en mobilisant savoirs et connaissances personnelles, acquise par soi-même ou avec d'autres, avec ou sans diplôme, loin des bancs de l'école et des universités. "

⁵². " Tant que les règles restent ce qu'elles sont, l'emploi doit être considéré comme un droit et un dû qui commande d'autres droits à l'existence. (...) La citoyenneté (...) vaut au travail comme ailleurs et constitue un élément central de réponse à la question du chômage "(Christophe Aguiton et Daniel Bensaïd Le retour de la question sociale, pp. 21 et 22, Editions Page deux, 1997).

⁵³. Toni Negri Exil p. 19, Editions Mille et une nuit, 1998.

sophistiqués de cet objectif “ nouveau ” à savoir l’impérieuse obligation pour la société de fournir aux chômeurs et aux précaires les moyens utiles à la perpétuation d’activités elles aussi “ nouvelles ”, qui ne s’inscriraient pas ou pas assez dans le cadre du rapport salarial classique ? En d’autres termes, au mieux (c’est-à-dire dévêtue de la démagogie de la solidarité et de la charité), la légitimation civile des nouvelles formes de travail passerait, pour ces nouveaux idéologues du travail, par l’octroi d’un statut matériel monnayé aux citoyens “ atypiques ”, afin qu’ils puissent exprimer pleinement leur puissance productrice selon les modalités qu’ils auront “ librement ” choisies. De ce projet politique émane une drôle d’odeur.

Celle du soutien et de la défense, très banales au demeurant, des artisans et des petits commerçants exerçant les nouveaux métiers de l’époque cybernétique. La “ nouvelle ” idéologie agit pour incorporer ainsi dans le camp retranché de la cité du capital les modalités et les fonctions de travail qui n’ont pas encore droit à une place propre dans les replis normalisés de la démocratie sociale. C’est une entreprise de requalification idéologique du travail autonome dans les conditions spécifiques de la massification des métiers “ atypiques ” engendrés par la mécanisation généralisée du travail intellectuel. La seule qualité que nous sommes disposés à reconnaître aux défenseurs des “ nouveaux ” citoyens est leur compréhension de l’éclatement en plusieurs points du barrage traditionnel entre travail et non-travail. Ce n’est pas peu, mais ce n’est certes pas suffisant pour rallier leur combat. Nous doutons, par ailleurs, que le but intrinsèque de ces raisonnements, même lorsqu’ils sont tenus par des ex-ouvriéristes de premier rang, soit celui de la recomposition de la classe sur des positions politiques enfin indépendantes.

Si l’on regarde ce que le mouvement ouvrier moderne a donné lors de son intégration, si l’on considère ses résultats pratiques et l’idéologie travailliste qui y triomphait, (si l’on omet les tentatives - toutes ratées, certes - d’établir une chaîne de solidarité prolétarienne autonome par rapport à l’état et aux entreprises entre travailleurs et chômeurs), on pourrait conclure que tout était inscrit dès le départ et que ce « mouvement ouvrier » a pu se constituer contre les « pauvres », lire les ouvriers non qualifiés. Le propos risque de nous amener loin, mais il ne faut pas oublier que le travaillisme du XIX^e siècle n’est pas encore devenu le pilier idéologique et le support matériel de la démocratie sociale. Démocratie sociale qui, en amont de l’établissement de la domination de la soumission réelle du travail au capital à l’échelle de l’ensemble de la production, est, bien sûr, inexistante. Le travaillisme, en revanche, représente efficacement le pouvoir matériel dont étaient dotés les ouvriers qualifiés de l’ancienne manufacture qui, s’appuyant sur leur savoir-faire productif exclusif pas encore incorporé dans le système de machines, parvenaient en des nombreuses circonstances à affirmer leur point de vue sur le procès de travail à la fois envers et contre le patron et son encadrement et le manœuvre dépourvu de tout pouvoir matériel et de toute représentation politique ou syndicale. En conséquence, les courants les plus radicaux ne parvenaient-ils que très rarement à se détacher d’un tel appareil théorique. Il aura fallu subir jusqu’au bout l’offensive capitaliste de l’après-guerre avec le déploiement des instituts de la démocratie sociale dans une période d’accumulation longue et rapide du capital (avec son cocktail néfaste de plus d’exploitation, plus de salaire réel et moins de travail), pour que le communisme théorique retrouve le chemin de la critique radicale du travail de ses origines.

DES ANALYSES ET QUELQUES REMEDES PARTAGES PAR TOUTE LA GAUCHE...

Les travaillistes veulent le plein emploi tandis que les autonomes veulent le revenu garanti ; les premiers affirment que pour y parvenir il faut réduire massivement le temps de travail alors que les seconds ne considèrent la réduction du temps de travail que dans sa dimension temporelle : augmentation du « temps libre ». Les travaillistes défendent le SMIC et la

Sécurité sociale paritariste (co-administrée par les syndicats et les organisations patronales) d'état ; pendant ce temps les Autonomes veulent transformer le Salaire minimum intercatégoriel en salaire maximum universel et développer les activités d'assistance sociale autogérées.

Mais, entre travaillistes et autonomes, il existe deux solides points de jonction :

- la réduction de la critique du capitalisme en critique de la finance assortie de la revendication du financement de toutes sortes de mesures en faveur des sans-réserves et des salariés par la ponction sur les revenus financiers,
- l'établissement d'une correspondance totale entre augmentation du pouvoir d'achat et croissance économique, couplée à la requête d'un partage différent de la richesse. Cette revendication est aussi formulée dans les termes d'un rééquilibrage de la répartition de la valeur ajoutée⁵⁴ entre capital et travail.

Elle a bon dos la finance...

Créditée de tous les maux de la société⁵⁵, la finance devient le cache-sexe du capital industriel. A l'instar de la « mondialisation » tant honnie, celle-ci fournit un prétexte à quatre sous à des patrons qui se disent navrés de devoir accroître l'exploitation des ouvriers pour garder leurs actionnaires et pouvoir accéder aux capitaux nécessaires au développement des entreprises. Comme s'ils n'étaient sensibles qu'au produit et à la production et indifférents au profit, les patrons industriels et commerciaux ne ratent pas une occasion pour se dire tenus par la « logique impitoyable et à courte vue » de la rentabilité.

Trouvant, comme à l'habitude, leurs plus fidèles avocats chez les staliniens du PCF, les industriels pourraient souscrire à ces propos de Daniel Bachet, maître de conférences et économiste en vogue au parti :

« *Il conviendrait de favoriser la réflexion du plus grand nombre — y compris certains patrons — sur la valeur ajoutée produite comme critère de gestion plutôt que sur l'excédent brut d'exploitation* » (cf. *L'Humanité* du 27 avril 1997).

Par un grossier tour de magie, M. Bachet sous-entend qu'il suffirait d'ajouter un deuxième « critère de gestion », différent de celui du profit, pour que le capitalisme devienne plus humain. Mais la valeur ajoutée contient l'excédent brut d'exploitation car, d'après la définition classique des économistes bourgeois, celle-ci est « *la différence entre le prix à la livraison des biens et celui des matériaux ou des approvisionnements utilisés pour les produire (matières premières, pièces détachées, approvisionnements, combustibles, biens achetés pour être revendus, énergie, travail sous-traité)*. » (Douglas Greenwald, auteur du *Dictionnaire économique*, éditions Economica)

Premièrement, le prix de tout bien ne s'exprime qu'en argent. Il n'y a pas de produit dans le capitalisme qui ne soit pas « financiarisé » sous forme de prix. Deuxièmement, dans le prix à la livraison, on compte, bien entendu, le profit industriel qui, de ce fait, détermine largement la fixation de la valeur ajoutée produite. Dans la comptabilité capitaliste, il n'y a pas de contradiction entre ces deux « critères de gestion ». La preuve ? Il suffit d'ouvrir un rapport d'activité de société ou encore les comptes nationaux pour y retrouver les deux types de chiffres.

⁵⁴. Cette définition de valeur ajoutée diffère de la définition marxiste sur trois points :

§ Elle intègre dans la valeur ajoutée la valeur du capital fixe (machines + installations) ;

§ Son point de départ, ce sont les prix à la livraison qui ne présentent qu'une image déformée de la plus-value ;

§ Elle compte parmi les éléments à retrancher, le travail de sous-traitance.

Pour Marx, la valeur ajoutée ne comprend que le salaire et la plus-value. L'ouvrier produit la totalité de la valeur ajoutée, alors que, selon la définition courante, le capital fixe concourt à sa formation (machines comme force productive).

⁵⁵. « L'exclusion sociale, conséquence ultime de la financiarisation de l'économie » titrait *L'Humanité* du 27 avril 1998.

Par ailleurs, si le capitalisme ne peut pas se concevoir sans l'existence d'une économie monétaire, l'économie de crédit est à la fois un produit de l'industrie moderne car l'intérêt financier est, comme le profit commercial et le profit industriel, une portion de la plus-value et une condition essentielle de son développement.

A ce titre, dans le numéro cinq de *Mouvement Communiste*, nous citons Karl Marx : » *D'où la tendance nécessaire du capital à viser une circulation sans temps de circulation, et cette tendance est la détermination fondamentale du crédit et des dispositifs de crédit du capital.* » (Karl Marx, *Grundrisse*, T. 2, p. 151, Editions Sociales)

« *Le crédit rend le reflux sous forme d'argent indépendant du moment du reflux réel, que ce soit pour le capitaliste industriel ou pour le commerçant. Chacun d'eux vend à crédit ; il aliène donc sa marchandise avant qu'elle ne reflue vers lui sous forme d'argent. Par ailleurs, il achète à crédit, la valeur de sa marchandise s'est donc reconvertie pour lui soit en capital productif, soit en capital-marchandise bien avant que cette valeur se soit effectivement convertie en argent, avant même que le prix des marchandises soit échu et payé.* » (Karl Marx, *Le Capital*, Livre 3, p. 472, Editions du Progrès - Moscou)

Loin de considérer l'action comme l'ennemie de la production, Friedrich Engels rappelait que « (...) *la Bourse devient la représentante la plus éminente de la production capitaliste même* », marché des capitaux d'autant plus indispensable à la production capitaliste que l'état est plongé dans une crise fiscale et qu'il réduit la voilure de son intervention dans l'économie. Si crédit et capital ne font qu'un, si production et finance sont corrélés, si industrie et Bourse sont unis par un lien indissoluble, quel sens y-a-t-il à proposer de « *taxer les mouvements spéculatifs des capitaux* », comme le propose le Negrisme Yann Moulrier Boutang dans les colonnes du premier numéro d'*Occupation*, ou de taxer davantage les revenus financiers, comme le proposent inlassablement les chantres du capital industriel que sont le PCF et les gauchistes classiques ? Cela revient en effet à fournir davantage de moyens financiers à l'état pour qu'il revienne en force à son rôle de puissant stimulant de l'économie (commandes publiques, services publics et entreprises nationalisées) et, accessoirement, pour qu'il remette de l'huile dans les engrenages grippés de la démocratie sociale. Tous les moyens sont bons pour épargner aux patrons « productifs » les coûts d'une paix sociale menacée par une misère croissante. Ces « révolutionnaires » dévoilent une fois de plus leur penchant étatiste et la fonction qui leur est attribuée par les classes dominantes : défendre auprès des prolétaires et en toutes circonstances l'état capitaliste et sa raison sociale.

L'unité entre les trois différentes formes de fonction du capital (capital productif, capital porteur d'intérêt et capital commercial) n'est pas permanente. Si nous insistons sur cette unité, c'est pour contrer le point de vue de ceux qui en France (pour la quasi-totalité de la gauche et de l'extrême-gauche), tous les maux du système sont ramenés à la sphère financière. Premier grief fait à la « phynance », celui d'étouffer la production française par l'imposition « d'une logique purement parasitaire et de courte vue qui ne défend pas les intérêts de l'économie nationale mais ceux de la finance mondialiste ». Autrement dit, et sans trop déformer les propos de nos adversaires, la situation se résumerait à un « bon » capital productif, national et laborieux, et à un « méchant » capital porteur d'intérêt, cosmopolite et oisif. Le premier ne se développerait pas comme souhaité en raison des attaques du deuxième, vecteur privilégié des tant honnis « mondialisme » et « globalisation ». Ainsi, nous avons voulu rappeler que l'unité entre les différentes formes de fonction du capital est la règle et que, de plus, il n'y aurait pas eu de développement capitaliste de ce type sans la transformation de l'économie monétaire de la société marchande en économie de crédit.

Certes, l'opposition entre ces formes de fonction du capital existe et lorsqu'elle s'installe, c'est le signe le plus évident de l'existence d'une crise périodique de la valorisation du capital dans son ensemble (capital total). Mais cela n'est pas le cas aujourd'hui en France et ce n'est pas non plus la règle générale de l'histoire du MPC.

La consommation populaire, improbable salut du capitalisme

A l'exception de quelques, rares, marcusiens et situationnistes attardés pour lesquels la consommation domine aujourd'hui la production, le rétrécissement de la consommation populaire déterminé par la baisse générale du pouvoir d'achat est, aux dires de la gauche, la principale raison à la fois des crises, des problèmes budgétaires de l'état⁵⁶, du chômage et du ralentissement de la croissance économique. Ainsi, pour le bras droit français du professeur Negri, Yann Moulier Boutang, « (...) *l'emploi dépend de la demande effective. On réduit cette dernière simplement à la consommation. Qu'est-ce qui nourrit la consommation ? Les salaires, répondent les économistes grassement nourris durant les Trente glorieuses au lait du plein emploi. Mais précisément, les salaires dépendent de l'emploi. Et de l'emploi, il n'y en a pas. Et nous tournons en rond depuis trente ans. [...] des niveaux élevés de minima sociaux sont la seule garantie contre la prolifération du travail précaire sans statut (CDD, stages multiples, temps partiels imposés, intérim) ainsi que contre les salaires très bas. [...] à moins de vouloir faire de la France un pays de plein emploi à salaires de misère (ce qui creuserait vertigineusement à l'anglaise, la pauvreté, et limiterait la croissance durable), c'est exactement ce dont l'économie a besoin : un choc salutaire augmentant le revenu disponible des ménages qui dépensent.* »

Pour lui, comme pour ses nouveaux amis de la gauche plurielle et comme pour le Président de la République en charge, la question économique essentielle, c'est l'anémie de la dépense populaire. M. Chirac, avec sa capacité notoire de vulgarisation des raisonnements les plus sophistiqués, lors du grand débat du second tour pour la dernière élection présidentielle, avait donné le ton. A cette occasion, il avait en effet dressé un résumé succinct de la théorie attrape-nigauds de la « relance de la consommation populaire pour relancer l'économie » : « *Qu'est-ce qui s'est passé, essentiellement d'ailleurs sous l'impulsion du gouvernement socialiste ? Les salariés ont eu moins, de moins en moins. Ce qui fait que, naturellement, les pauvres ont eu plus, mais comme les salariés avaient moins, la consommation n'a pas augmenté. Et comme elle n'augmentait pas, les entreprises n'étaient pas incitées à investir. Elles ont placé leur argent. Et le résultat, c'est que les placements financiers sont devenus la règle normale. C'est ainsi que vous avez créé une économie de spéculation qui s'est substituée à l'économie réelle. C'est à dire une économie de travail et d'investissement.* »

Mais comme nous l'expliquions déjà dans un article du *Bulletin Ouvrier* n° 1 analysant les solutions à la crise avancées par chacun des deux protagonistes de la présidentielle de 1995 : « *En réalité, la 'consommation populaire' n'a pas été renforcée et ne le sera pas par la suite car, en période de crise ou de faible et courte reprise de l'accumulation, valorisation maximale du capital et hausse du salaire réel deviennent immédiatement antinomiques ; et ce, parce que, en ces périodes, les gains nécessaires de productivité ne se font pas principalement par l'augmentation de la composition technique du capital (introduction massive de nouvelles machines) - les investissements productifs réalisés sont au plus bas ou insuffisants -, mais essentiellement par l'accroissement de l'extorsion de la plus-value absolue à composition technique du capital plus ou moins constante. Dans ces conditions générales de l'accumulation capitaliste, la hausse de l'exploitation s'obtient par la dépréciation de la marchandise force de travail sur le marché du travail (pression exercée par une faible offre de travail et par le grand nombre de 'surnuméraires'), par l'allongement de la journée individuelle de travail, par l'intensification des cadences et par la meilleure adaptation du facteur subjectif de la valorisation - travail humain - aux facteurs objectifs - machines et organisation de la production - ('flexibilité du travail').* »

⁵⁶. « Tous les problèmes de déficit publics sont dus au rétrécissement des revenus salariaux et des cotisations qui vont avec : moins de ressources pour l'Etat qui doit néanmoins boucher des trous qui se creusent. » (Jean Lojkin, chercheur au CNRS, membre du PCF, cité par L'Humanité du 27 avril 1997)

Ainsi, les mirages d'une nouvelle et plus équitable répartition de la richesse ne peuvent en aucune manière devenir réalité. Ou bien le prolétariat s'approprie la totalité de la richesse disponible, ou bien il est voué à subir avec plus ou moins de passivité le « déséquilibre » croissant entre salaire, capital accumulé et profit. Aux tenants de la variante extrémiste, qui mettent en avant une qualité subversive aux luttes pour le revenu garanti et pour les augmentations massives des salaires, il est bon de rappeler qu'en 1968, en dépit de hausses moyennes de 10 % des rémunérations et de 35 % du SMIG, conséquences des accords de Grenelle du 27 mai, la croissance du PIB n'a fléchi que de 0,4 % cette année-là (+4,3 % en 1968, contre +4,7 % en 1967), pour repartir en 1969 avec un bond du PIB (hors inflation) de 7 %. En revanche, à la même période, où *l'Autunno caldo* des ouvriers italiens dura plus longtemps et sut marier étroitement les luttes pour le salaire aux conflits capillaires sur les cadences, l'encadrement disciplinaire dans l'usine, les pauses, etc., l'impact des luttes ouvrières sur le capital national s'est avéré d'une toute autre puissance. En Italie, après une croissance moyenne annuelle du PIB de 5,3 % entre 1963 et 1970, les années 1971 et 1972 ont vu la croissance de celui-ci tomber respectivement à 1,6 % (inflation à 7,2 %) et 2,7 % (inflation à 6,3 %). Il faudra attendre 1973 pour connaître une augmentation du PIB italien (+7,1 %) semblable à celle obtenue en France en 1969, mais payée au-delà des Alpes par un taux d'inflation astronomique (+11,6 %).

EXPLOITATION ETATIQUE DES AGITATIONS DE CHOMEURS

Du côté des classes dominantes, la colère des sans-réserves, tant qu'elle ne s'exprime pas sur un mode indépendant et à la pleine hauteur de leur souffrance, offre souvent l'opportunité de reformuler "à chaud" les termes de l'oppression. C'est exactement ce qui s'est passé à l'occasion des récentes agitations. Au moyen de quelques miettes distribuées sous forme de prime exceptionnelle de Noël au plus haut de la vague d'occupations (un milliard de francs) — et dont l'élargissement individualisé (sur présentation d'un dossier de demande d'aide exceptionnelle) continue à doses raisonnables en catimini —, le gouvernement français a réussi à placer ses lois sur l'emploi des jeunes et sur l'exclusion dans un environnement social sensible et attentif et à focaliser l'attention de parties importantes de la société civile sur son projet de loi pour les 35 heures. Il convient d'en évoquer rapidement les finalités et les résultats escomptés.

Ces dispositifs législatifs visent trois objectifs principaux :

1) Diminuer l'intensité de l'impact du chômage des jeunes et de celui de longue durée sur la cohésion de la société civile. Présent aux deux extrémités temporelles de la vie de travail (au moment de l'insertion après le cursus scolaire et à partir de 50-55 ans⁵⁷), ce type de chômage enlève au prolétaire tout espoir de progrès de sa condition, mesurée sur la durée totale de la période "active". Le sentiment s'enracine alors qu'on rentre avec des difficultés croissantes dans les rangs des travailleurs et que cela se termine par un appauvrissement et une expulsion précoce de ces mêmes rangs. Cette perception des choses, désormais largement partagée par les prolétaires, affecte grandement la confiance dans le mode de production dominant et dans son Etat. Ainsi, sans tordre fondamentalement les exigences impérieuses du marché du travail, nombreux sont les gouvernements qui, devant faire face aux conséquences politiques fort déplaisantes d'une telle réalité (désaffection des électeurs, méfiance à l'égard des institutions, révoltes, grèves, etc.), s'attellent en priorité au maquillage de ces types de chômage. Plusieurs batteries de mesures sont alors prises : pour les jeunes, allongement de l'éducation scolaire (bac pour tous) et parascolaire (stages en tous genres), diffusion des

⁵⁷. En France, en 1995, la moitié des jeunes entre 15 et 25 ans étaient inactifs ; parmi les actifs, 20 % exerçaient un travail "atypique" et 16 % occupaient des postes à temps partiel. En 1997, environ 35 % des personnes entre 50 et 59 ans n'exerce plus aucune activité professionnelle, et la moitié quasiment des personnes entre 55 et 59 ans se trouve dans cette situation.

emplois déqualifiés “ atypiques ” (CDD, emplois financés en partie ou complètement par les caisses publiques, temps partiel, saisonnier, horaires décalés, travail du week-end, stages rémunérés, etc.), compression des salaires d’embauche; pour les chômeurs de longue durée, préretraites partielles ou totales, mises en formation longue, emplois dits d’utilité collective, accès piloté et financé par l’état aux emplois “ atypiques ”, auparavant apanage quasi exclusif des jeunes. Le résultat poursuivi consiste à semer l’illusion que ces gens ont été arrachés à l’enfer du chômage et, de ce fait, qu’ils “ ont retrouvé leur dignité ” d’exploités à part entière.

2) Accroître la flexibilité du marché du travail et réduire le coût du travail déqualifié.

C’est bien connu, les patrons se plaignent sans arrêt du coût trop élevé de la main d’œuvre et demandent des cadeaux budgétaires de plus en plus somptueux (fiscalisation des salaires + défiscalisation des charges patronales). Pour leur part, les gouvernements s’affairent régulièrement autour des “ chantiers sociaux ” pour satisfaire les exigences patronales, tout en administrant aux prolétaires qui font l’objet de leurs attentions appuyées des doses plus ou moins importantes d’idéologie afin qu’ils avalent le morceau sans protester. Dans cet exercice, la gauche parvenue aux commandes de l’état a traditionnellement toujours brillé. Et c’est encore le cas aujourd’hui :

- avec la loi pour les emplois-jeunes, la gauche invente le travail à durée déterminée de longue durée (cinq ans) ; les jeunes prolétaires qui acceptent ces places voient repousser au mieux de cinq ans leur entrée véritable dans le salariat. Ils sont employés à des postes à contenu professionnel nul ou presque et à des salaires de l’ordre du SMIC.
- avec la loi sur l’exclusion, le gouvernement “ pluriel ” vise à mettre davantage les chômeurs à la merci du marché du travail. Cela se traduit par une série de dispositifs astreignants qui aboutissent à l’obligation pour le chômeur d’accepter n’importe quel travail à n’importe quelle condition.
- avec la loi sur les 35 heures, en échange de la promesse sous conditions de la création de quelque 115 000 emplois nouveaux, la gauche :
 - s’attaque aux “ temps morts ” (introduction de la distinction entre temps de travail effectif et temps de travail contractuel),
 - impose une baisse générale de la rémunération des heures supplémentaires voire leur pure et simple absorption dans le temps de travail négocié (extension du travail “ atypique ”),
 - gomme la catégorie de SMIC horaire et le dédouble (SMIC 35 heures et SMIC 39 heures),
 - fait sauter le verrou de la durée réglementaire de la journée de travail (annualisation de la durée du travail, généralisation des équipes du week-end, du travail de nuit et saisonnier), à l’instar de la loi Robien émanant d’un gouvernement de droite (moins de 20 000 emplois nouvellement créés jusqu’ici),
 - encourage grossièrement la baisse du salaire nominal “ en échange d’emplois conservés ou créés ” et dans tous les cas proclame le blocage des rémunérations pendant une période indéfinie.

Si avec ces mesures le montant des économies faites par les entreprises sur les coûts de main d’œuvre n’a pas encore été chiffré par les spécialistes des instituts de prévision, nous gageons que, dans tous les cas de figure, les patrons en sortiront gagnants.

3) Placer les chômeurs sur les lieux de travail.

Ce point est souvent sous-estimé. Pourtant il revêt une grande importance. La stagnation des salaires réels — voire leur baisse pour de nombreuses catégories de travailleurs occupés — depuis la dernière crise cyclique française du début des années 90, l’expansion vertigineuse

du chômage conjoncturel et de celui dit technologique⁵⁸, la prolifération des boulots précaires et du travail au noir (correspondant à environ 10 % du PIB, selon des estimations de la Commission européenne), l'extension de la plage temporelle de disponibilité au travail sur le jour, la semaine et l'année (travail du week-end, heures supplémentaires, travail saisonnier, travail de nuit, etc.), sont autant de phénomènes qui ont profondément influé sur le moral des prolétaires et les ont rendus nettement plus dociles et résignés. Mais aux travailleurs qui ont gardé un emploi stable "traditionnel" (lire pas trop pourri) restait tout de même et malgré tout la sensation que la jungle s'arrêtait à la porte de leur lieu de travail. Cela va changer. Aujourd'hui, par les nouvelles lois gouvernementales, ces prolétaires auront la grande chance de côtoyer la galère même dans leurs ateliers et dans leurs bureaux. Après l'avoir croisé sur les lieux d'habitation et dans les transports en commun, l'avoir reconnu dans les yeux des copains qui de plus en plus nombreux sombrent dans l'inactivité et le travail pourri, dans le regard de détresse des nouveaux chômeurs à temps partiel, ils vont devoir aussi le soutenir pendant les huit heures de travail. Tels des pestiférés des temps modernes, les sans réserves « activés » par la gauche plurielle au pouvoir vont susciter tour à tour la compassion (« ah, le pauvre, comment en êtes-vous arrivé là ? »), la crainte (« va-t-il me piquer la place ? ») et l'indifférence (« moi, c'est moi, lui, c'est lui »). Ces otages du travail gris vont être brandis par les patrons reconvertis en curés comme des croix menaçantes, rappelant à chaque instant que le pire est toujours possible, que tout travailleur peut, à tout instant, être crucifié à son tour. Si le chômeur intermittent est capable d'exécuter les mêmes opérations que le salarié « stable », le patron apprendra à ce dernier que son travail coûte trop cher et qu'il n'est pas assez malléable. Si tel n'est pas le cas, le patron habituera le travailleur en titre à l'existence à la fois de statuts fort disparates — non régis par la convention collective —, d'un éventail accru de niveaux de rémunération — visant le démembrement pur et simple des grilles salariales —, et, *last but not least*, d'une « gestion des ressources humaines » à la tête du client (« on peut tout demander à ces malheureux »). A contrario, pour les larbins professionnels du patron, la présence du chômeur « actif » constituera une occasion supplémentaire pour exercer leur envie frustrée de commander et de se pavaner à moindre frais.

Au total, le gouvernement Jospin est en passe de réussir le pari ambitieux d'utiliser les innombrables faiblesses de cette mini-révolte des chômeurs pour réduire encore davantage, par la voie légale, les multiples segmentations verticales et horizontales (entre régions géographiques, entre travail manuel et travail intellectuel, entre métiers, entre niveaux de

⁵⁸. Derrière ce "concept" très à la mode se cache un double constat. D'une part, en France, la productivité du travail a progressé bien davantage que le marché intérieur. A l'instar de leurs compères étrangers, les grands groupes hexagonaux ont renforcé leur internationalisation et ont implanté de nouvelles unités de production là où les marchés se développaient à des rythmes plus rapides qu'en Europe occidentale. En revanche, du fait de l'anémie persistante du marché intérieur beaucoup moins soutenu qu'auparavant par les dépenses étatiques (depuis 1993, en France, la part de la dépense publique sur le PIB a commencé un lent mouvement de décroissance ; en 1997, elle s'établissait à 54,7 % du PIB, contre 55,2 % en 1996), les investissements réalisés en France ont surtout visé à la rationalisation et à la modernisation de l'appareil productif existant plutôt qu'à l'augmentation des capacités de production. D'autre part, la mécanisation d'une grande partie du travail intellectuel et l'automation accrue du travail manuel, obtenues par l'introduction massive des nouveaux outils électroniques (informatique, télécommunications), a définitivement éliminé beaucoup de métiers (cf. les dactylos, les comptables, etc.) et écarté du monde du travail des secteurs entiers de main d'œuvre qui s'y référaient. Aujourd'hui, 40000 emplois de secrétaires ou d'employés administratifs disparaissent chaque année. Résultat : en France, entre 1990 et 1997, d'après une étude récente de la DARES (direction des études du Ministère français du Travail), l'emploi est resté quasiment stable (+0,1 %). Seuls les services à moindre composition technique de capital ont augmenté leurs effectifs entre 1990 et 1997 (+8 %). Et cela alors que ceux de l'industrie et de la construction diminuaient sur la même période respectivement de 13,5 % et 17 %. Le nombre d'ouvriers non qualifiés de ces deux secteurs a baissé davantage que les moyennes sectorielles indiquées. Ainsi, avec 23,6 %, le taux de chômage des ouvriers non qualifiés représente presque le double de celui de l'ensemble de la population active.

salaires, entre sexes, âges et origines différentes, etc.) qui, du point de vue du capital, sclérosent le marché du travail. Mais surtout, à l'instar de son homologue britannique, il est bien placé pour réussir le périlleux tour de force de faire en partie tomber la barrière qui existe entre travail et chômage. Désormais, grâce au gouvernement, tout chômeur pourra être employé à ce titre, tout chômeur pourra être appelé à contribuer activement à la production de marchandises ou à la reproduction du rapport social dominant (cf. les auxiliaires de Police, les aides-surveillants d'école, etc.) sans pour autant que son extrême vulnérabilité diminue et sans que ses stigmates de pauvre disparaissent. Parallèlement, tout salarié mesurera davantage la très courte distance qui le sépare aujourd'hui du chômeur.

COMPOSITION DE CLASSE

CHOMAGE, PRECARITE, UN ETAT DES LIEUX DU MARCHE DU TRAVAIL EN FRANCE

Une compréhension fine des limites et des faiblesses des mouvements de chômeurs qui se succèdent en France, depuis maintenant deux ans, exige une analyse de l'état du marché du travail, des contradictions et des divisions complexes qui traversent le prolétariat, loin des clichés qui fréquemment tiennent lieu d'analyse dans les sphères qui s'auto-proclament comme la direction de ces mouvements. Un de ces clichés les plus fameux est celui « d'exclusion », qui tient le haut du pavé comme explication passe-partout et connaît depuis une dizaine d'années un succès certain. Trouvant son origine dans les réflexions issues des mouvements caritatifs d'inspiration chrétienne, puis popularisé par les médias, ce concept a fait fortune jusque dans les franges les plus gauchistes, des diverses variétés de trotskistes jusqu'à l'Autonomie. Pour tous ces gens, le monde du salariat serait divisé grossièrement entre exclus et inclus, entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. Certains en tirent la conclusion que les inclus, les prolétaires au travail, sont des privilégiés et qu'il faut partager les revenus ; les autres qu'une réduction radicale du temps de travail permettrait de mettre un terme à cette dichotomie. Cette vision du monde est bien sûr dangereuse dans la mesure où elle tend à présenter le prolétaire qui a un emploi comme un privilégié et à créer l'illusion que dans le cadre du capitalisme une baisse du temps de travail permettrait d'en finir avec l'armée des surnuméraires.

Bien loin des oppositions de type binaire exclus/inclus, in/out, la tradition communiste, avec notamment les études de Marx dans la septième section (chapitre XXV) du Livre 1, a toujours objecté que l'existence d'une surpopulation relative était une manifestation de la loi générale de l'accumulation capitaliste et que, bien loin des simplifications qui ont cours aujourd'hui, cette surpopulation présentait toujours comme l'écrivait Marx « des nuances variées à l'infini ».

LA SURPOPULATION RELATIVE SELON MARX

Les catégories de Marx sur la surpopulation relative sont un passage obligé pour qui veut comprendre aujourd'hui le fonctionnement du marché du travail et l'existence du chômage. La surpopulation relative est, pour Marx, une production du système capitaliste parvenu à maturité (au sens de mode de production spécifiquement capitaliste correspondant à la phase de soumission réelle du travail au capital). A ce stade de son histoire, le MPC de par son mouvement naturel tend à éjecter du procès de travail des masses de prolétaires devenus superflus à la poursuite de l'accumulation.

On le voit donc pour le communisme théorique, l'existence d'une surpopulation relative, d'une armée de surnuméraires est consubstantielle à l'existence du MPC. Il s'agit même d'une loi qui règle les rapports entre les différentes fractions du prolétariat et qui existera tant que le capitalisme perdurera. On est loin ici des pleurnicheries des gauchistes de toutes sortes

sur la méchanceté des patrons et sur la nécessité d'avancer ce mot d'ordre creux qu'est le droit au travail ou, comme le fait AC!, « un emploi, un revenu c'est un dû ». On est loin aussi des constats de ceux (du PC à une certaine ultra-gauche) qui voient dans le grossissement de l'armée de réserve un signe de la crise voire de la décadence du système capitaliste. Pour Marx, au contraire, l'existence de celle-ci manifeste « le progrès de la richesse sur sa base capitaliste », lequel enfonce le clou en expliquant que la surpopulation ouvrière « devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral. (...) C'est seulement sous le régime de la grande industrie que la production d'un superflu de population devient un ressort régulier de la production de richesses »⁵⁹. Ceux qui avaient cru pendant les fameuses « trente glorieuses » (1945-75) que le MPC, dans les pays centraux, en avait fini avec le chômage, la précarité et la misère en sont pour leur frais. Ils ont beau nous expliquer aujourd'hui que le capitalisme de ces temps-là n'avait pas cédé aux sirènes de la « phynance », avait fait de « La Théorie générale de la monnaie » son livre de chevet et que sa mise sous tutelle de la Bourse, des marchés financiers, des rentiers, par les méchants libéraux, n'était pas encore à l'ordre du jour, les faits sont têtus : depuis trente ans, le capital mondial a renoué avec des rythmes d'accumulation moyens (entrecoupés de crises cycliques de dévalorisations d'une gravité croissante) conformes à sa marche séculaire. Si la croissance exceptionnelle d'après-guerre avait permis la quasi-résorption de l'armée industrielle de réserve (jusqu'en 1968/70), la réapparition à une échelle significative de la marche cyclique de l'accumulation à partir de 1975 a recréé une surpopulation ouvrière d'une dimension inconnue depuis les années trente: « La présence de cette réserve industrielle, sa rentrée tantôt partielle, tantôt générale, dans le service actif, puis sa reconstitution sur un cadre plus vaste, tout cela se retrouve au fond, écrit Marx, de la vie accidentée que traverse l'industrie moderne, avec son cycle décennal à peu près régulier — à part des autres secousses irrégulières — de périodes d'activité ordinaire, de production à haute pression, de crise et de stagnation »⁶⁰. Les années 50 et 60 se situaient dans le cadre de l'hypothèse de Marx d'une rentrée générale dans le service actif des surnuméraires. Cette période est aujourd'hui révolue.

LES CONSEQUENCES SUR LES PROLETAIRES AU TRAVAIL ET POUR LE CAPITAL TOTAL

Pour les « privilégiés » qui ont eu la chance de garder un travail, l'existence de cette armée de réserve signifie une augmentation de leur exploitation dans la mesure où celle-ci pèse sur les revendications salariales : « L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve et, en augmentant la pression que la concurrence que la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital (...) La condamnation à l'oisiveté forcée non seulement impose à l'autre un excès de travail qui enrichit des capitalistes individuels, mais du même coup, et au bénéfice de la classe capitaliste, elle maintient l'armée industrielle de réserve en équilibre avec le progrès de l'accumulation »⁶¹. Cette pression sur les salaires est un des nombreux facteurs qui contrecarrent la tendance à la baisse du taux de profit moyen. Ainsi, dans un premier temps, la hausse de la composition organique et technique du capital engendre la baisse de celui-ci et dans un second temps, la création d'une surpopulation, et la pression qu'elle exerce sur les salaires, agit comme une tendance contraire...

⁵⁹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, éd Champs Flammarion

⁶⁰ Op. cit.

⁶¹ Op. cit.

LA SURPOPULATION RELATIVE : UNE DEFINITION

Marx distingue au sein de la surpopulation relative quatre grandes catégories : la forme flottante, latente, stagnante et paupérisée (voir paragraphe suivant pour cette dernière). Ces catégories sont fondamentales pour analyser aujourd'hui le marché du travail.

1) *La forme flottante* est la fraction des surnuméraires victimes de procès d'attraction et de répulsion qui caractérisent nous explique Marx « les centres de l'industrie moderne ». Cette population rentre et sort au gré des besoins de l'accumulation du capital. Aujourd'hui, le gros de cette composante est constitué des travailleurs intérimaires, des travailleurs sous contrat à durée déterminée et des stagiaires du secteur privé.

Cette masse ne cesse de croître et a quadruplé depuis une quinzaine d'années. Actuellement, avec la reprise marquée que connaît l'accumulation du capital en France, CDD et intérim représentent 90 % des recrutements dans les secteurs privé et semi-public. Dans sa grande majorité cette fraction du prolétariat, quoi qu'en dise les thuriféraires de la flexibilité, n'a pas accès *via* ces formes d'emploi à des postes salariés stables. Ainsi, en 1998, d'après le quotidien *Le Monde* « 29 % de ceux qui occupaient une forme particulière d'emploi l'année précédente ont obtenu un contrat à durée indéterminée. Mais 42 % sont toujours dans la même situation et 24 % se sont retrouvés au chômage »⁶². En 1997, la direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du ministère de l'emploi évaluait le nombre d'intérimaires tout au long de cette année à 1,7 million. Manpower et Adecco (Intérim) sont devenus les premiers employeurs privés en France. Fin février 1998, l'emploi intérimaire a occupé 409 573 personnes contre 376 142 fin janvier. Sur les 189 600 emplois créés en 1997, 120 000 sont des emplois intérimaires et concernent surtout l'industrie (53 %) et le BTP (20 %). L'intérim est devenu une composante majeure de l'emploi industriel. Ainsi, dans la sous-traitance automobile, l'emploi intérimaire représente fréquemment jusqu'à 50 % des effectifs et 15 % chez les constructeurs. Pour les directions d'entreprise, cette forme d'embauche n'a que des avantages : « *Les intérimaires ont une intensité de travail supérieure à celle du personnel permanent. Plus jeunes, souvent mieux scolarisés, plus polyvalents, payés au SMIC quels que soient leurs diplômes, non syndiqués, jamais malades ou immédiatement remplacés..., les intérimaires n'ont, pour l'entreprise utilisatrice, que des "qualités", ce qui déstabilise les ouvriers non qualifiés en contrat à durée indéterminée.* »

Pour les prolétaires, les avantages sont moins évidents, trois fois plus d'accidents du travail, pas de surveillance médicale ; un temps de travail moyen sur l'année (5 missions de 15 jours) très faible.

2) *La forme latente* est composée écrit Marx de ces « ouvriers mâles » que le capital exploite jusqu'à l'âge de leur maturité. « *Ce terme passé, développe-t-il, on en retient un faible contingent et l'on renvoie régulièrement la majorité. Cet élément de la surpopulation s'accroît à mesure que la grande industrie s'étend. (...) Quand il atteint l'âge mûr, il doit faire place à une force plus jeune et descendre un échelon de l'échelle sociale, heureux s'il ne se trouve pas relégué parmi les surnuméraires* »⁶³. Marx évoque aussi l'émigration comme solution pour ces travailleurs. Aujourd'hui, si l'on peut parler d'émigration, c'est d'une émigration hors du marché du travail qu'il s'agit, laquelle est encouragée par tout l'appareil politique et syndical de la démocratie sociale. Dans l'attente de la retraite, particulièrement en France où le taux d'activité des salariés de plus de 50 ans est un des plus bas du monde (28,1 % en 1998), cette fraction de la population salariée est cantonnée dans le sas des préretraites ou du chômage (pas d'obligation de pointage pour les plus de 55 ans). Autre composante de cette population, à l'époque de Marx, les ouvriers agricoles devenus

62 Supplément Initiatives du Monde du mercredi 2 décembre 1998.

63 Marx, *Le Capital*, op.cit.

surnuméraires à mesure de la diminution absolue de la demande de travail (spécificité de la branche agricole) engendrée par l'accumulation du capital dans ce secteur, qui migre vers les centres urbains pour se prolétarianiser dans l'industrie. Cette population était très importante dans les années 50 et 60, avec en France et en Italie surtout, une population rurale qui quittait le monde des campagnes et constituait une véritable immigration de l'intérieur. A celle-ci s'adjoignait l'immigration extérieure (Afrique, Maghreb, Turquie), surpopulation absolue, dans ces pays d'origine, devenant surpopulation relative flottante dans les pays centraux. Cette immigration continue aujourd'hui et continue de se prolétarianiser dans les grandes métropoles du capital (nettoyage industriel, Bâtiment, confection, voir le Sentier à Paris).

3) *La forme stagnante* « appartient bien, écrit Marx, à l'armée industrielle active. Mais, en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux de salaire son minimum. Le soi-disant travail à domicile en fournit un exemple affreux ». On songe en lisant ces lignes à la réapparition du travail à domicile dans la branche du textile par exemple ou les formes les plus délabrées de télétravail, où l'exploitation se masque derrière le paravent du travail indépendant (florissant en Grande-Bretagne). Appartiennent à la forme stagnante, les chômeurs de longue durée (plus de douze mois), les travailleurs relevant de l'emploi gris La question des emplois « gris » est encore une manifestation de la belle continuité qui s'est forgée entre politique de gauche et de droite au fil des ans. C'est à la gauche gouvernementale, et à son premier ministre de l'époque, Laurent Fabius, que revient l'immense mérite (pour le capital) d'avoir lancé ce type d'emplois. En 1984, en effet, une fois dissipées les illusions lyriques de l'« état de grâce », le gouvernement de l'époque lançait les travaux d'utilité collective (TUC). Réservés aux jeunes de 16-25 ans au chômage, ceux-ci se voyaient octroyer généreusement 1200 F contre 20 heures de travail par semaine au sein d'une collectivité, d'une association, d'un établissement public. Ces TUC qui devaient, selon le décret du 16 octobre 1984, s'en tenir qu'à des « actions de préformation et de préparation à la vie professionnelle » deviendront très vite un moyen pour le « secteur public à la française » de se procurer une main d'œuvre quasiment gratuite, dépourvu de statut et occupant des emplois à part entière. A l'époque, le patronat du privé, jaloux de ne pouvoir bénéficier des services de ces nouveaux esclaves, avait exigé par la voix du CNPF l'extension des TUC au secteur privé. Ainsi naîtront les SIVP (stage d'insertion à la vie professionnelle), portés sur les fonds baptismaux par la gauche et la droite (en 1986 avec Philippe Seguin), qui permettent aux entreprises, sous prétexte de formation, de disposer de jeunes travailleurs pour une durée de six mois pour un coût de 775 F pour les 16-18 ans et 1230 F pour les 18-25 ans. Les pseudos « emplois jeunes » du gouvernement Jospin ne sont qu'un avatar de cette politique étatique de dévalorisation du prix de la marchandise force de travail. La encore, la gauche a innové en créant le CDD de cinq ans, renouvelable chaque année. L'histoire se répète puisque le CNPF réclame la possibilité d'appliquer ce type de contrat à l'embauche de salariés du secteur privé. Comme pour les 35 heures, le but de ces politiques de l'emploi successives n'est pas de « trouver du travail aux jeunes » mais de fournir une main d'œuvre au patronat du public et du privé à des prix défiant toute concurrence. C'est une manière de briser les grilles salariales (obtenir un CAP, un bac +2 pour 2000 F au lieu de le payer au niveau prévu par les conventions collectives de branche), de casser le salaire minimum, d'accroître la concurrence entre les prolétaires sur le marché du travail. C'est aussi, pour le moment, un facteur de paix sociale dans l'entreprise, les salariés à contrat de travail « normaux » payés aux tarifs conventionnels subissant une pression terrible du fait de l'existence à leurs côtés de cette masse de sous-salariés. Comment revendiquer, faire grève alors que l'on a au bureau, à l'usine des collègues bien plus mal lotis ? Les travailleurs paient

très cher l'oubli de ces principes élémentaires de la lutte de classe que sont à travail égal, salaire, statut, conditions de travail égales.

Les travailleurs à temps partiel contraint, lesquels se vivent comme des chômeurs à temps partiel puisqu'il existe tout une population de prolétaires inscrite à l'ANPE qui travaille un certain nombre d'heures par mois, appartiennent à la fraction stagnante de la surpopulation relative. Selon la dernière enquête de l'INSEE sur l'emploi, 3,9 millions de personnes travaillent à temps partiel dans le secteur privé (17,1 % des salariés contre 7 % en 1982). Sur cette population, quatre sur dix (41,6 %) voudraient travailler davantage. 80 % des emplois à temps partiel correspondent à des emplois ouvrier et employé. Cette catégorie du prolétariat vit aux marges (un pied dans la fange dirait Marx) des fractions les plus paupérisées, les salaires en vigueur pour des contrats de 20 heures à 30 heures par semaine ne sont que légèrement au-dessus des fameux minima sociaux (RMI, Allocation spécifique de fin de droit) et est obligée souvent d'accepter pour survivre un deuxième emploi, avec, à la clé, des journées de travail extrêmement longues. C'est le cas notamment dans les secteurs de la grande distribution, des entreprises de nettoyage, de l'hôtellerie-restauration.

LA SURPOPULATION RELATIVE « PAUPERISEE » (PAUPERISMUS)

Pour Marx, cette population est le dernier résidu de l'armée industrielle de réserve et comprend trois groupes :

1) Les chômeurs capables de travailler, dont la masse augmente en période de crise et de stagnation et susceptible de diminuer à chaque reprise des affaires ;

2) « Les enfants de pauvres assistés et les orphelins », lesquels en période de haute prospérité peuvent entrer en masse dans le service actif ;

3) « *La troisième catégorie embrasse les misérables, d'abord les ouvriers et les ouvrières que le développement social a, pour ainsi, dire démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource puis ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié ; enfin les victimes directes de l'industrie — malades, estropiés, veuves, etc., dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc.* ».

D'aucuns pourraient s'imaginer que cette description de « l'enfer du paupérisme » par Marx est dépassée au moins dans les pays centraux du capitalisme. Une confrontation avec la réalité montre pourtant que cette catégorie de la surpopulation ne cesse d'augmenter depuis vingt ans et c'est en général de cette population dont on parle quand le terme d'exclus est avancé.

Appartiennent à cette armée de gueux une bonne partie des allocataires des minima sociaux, RMistes, chômeurs en fin de droits, jeunes issus des franges les plus déqualifiées de la classe ouvrière. Notons au passage que les agitations récurrentes qui frappent les banlieues françaises (Toulouse pour le dernier exemple en date) sont le fait des jeunes prolétaires issus de l'immigration des années 60/70, immigration ouvrière, peu qualifiée et qui a été touchée de plein fouet par la restructuration capitaliste des années 80 (automobile, sidérurgie, mines).

POUR RESUMER

La tentative de classification de la surpopulation relative qui vient d'être réalisée à l'aide des concepts de Marx a bien sûr quelque chose d'arbitraire et de rigide. En effet, le décryptage de la situation de cette fraction de la classe laborieuse est aujourd'hui extrêmement complexe tant les statuts évoluent rapidement, tant le passage d'une situation à l'autre peut être rapide. Ce qui est frappant, c'est que sous le terme générique de chômage des situations extrêmement disparates ont cours. Plus que jamais, malgré les gémissements sur la rigidité du marché du travail le passage dans l'une des multiples catégories déclinées plus haut se fait à vitesse accélérée. Aujourd'hui, l'alternance des périodes de CDD, de contrats précaires, de périodes de chômage indemnisées ou non est le lot d'un nombre de plus en plus important de

prolétaires. Ceux-ci dans un laps de temps très court peuvent parcourir tout le spectre de la surpopulation relative.

Aujourd'hui en France, environ six millions de personnes sont soit sans-emploi soit à la recherche d'un autre emploi, leur (in)occupation actuelle ne les satisfaisant pas⁶⁴. 6 000 000 sur une population active d'environ 26 000 000 de personnes dont il faut soustraire les 5 200 000 salariés titulaires de l'état et des collectivités territoriales qui sont hors-marché du travail, soit une surpopulation relative que l'on peut évaluer à 30 % du secteur privé. Nous laisserons sur ce point le mot de la fin à M. Jean-Luc Proutat, membre du service économique de recherche de la banque Paribas : « Si l'on additionne les chiffres du chômage, du sous-emploi et de l'emploi considéré comme précaire, on aboutit à un effectif d'environ 6,5 millions d'individus (soit un actif sur quatre) dont la situation sur le marché du travail pourrait être qualifiée de "non satisfaisante". Il y a sans doute là manière à reconsidérer l'éternel postulat selon lequel l'Hexagone souffre de rigidités qui y briderait les créations d'emplois »⁶⁵.

COMPOSITION DE CLASSE DU MOUVEMENT DES CHOMEURS

A l'heure où les dichotomies rassurantes (Exclus/inclus) s'effacent pour laisser place à une situation où les chômeurs travaillent et les travailleurs chôment, l'analyse de la composition de classe des différents mouvements qui agitent la scène de la contestation est complexe. Cependant le caractère extrêmement minoritaire de ces agitations (quelques milliers de personnes à l'apogée du mouvement des occupations l'année dernière) peut faciliter la tâche. Il semble que la composante majoritaire du mouvement ait été constituée par les chômeurs en fin de droit, les Rmistes, que l'on pourrait classer dans la catégorie des surnuméraires paupérisés. Cela paraît logique tant cette catégorie souffre aujourd'hui des conditions de vie les plus épouvantables et l'on peut s'étonner de la faible ampleur de la mobilisation eu égard aux millions de personnes relevant de cette couche du prolétariat. L'immense limite du mouvement réside dans son incapacité à s'adresser et à prendre en compte la situation des autres composantes de la surpopulation relative (intérimaires, chômeurs à temps partiel, CES, emplois-jeunes). Circonstance aggravante et cause de cette limitation, les fameuses théorisations sur les exclus produites par la quasi-totalité des fractions des mouvements politiques et syndicales qui ont racketté le mouvement empêchent cette prise en compte et la jonction dans la pratique de toutes les composantes du prolétariat. Pourtant la situation objective qui voit dans l'usine d'aujourd'hui coexister des formes disparates de contrats de travail, où les précaires côtoient les titulaires, ou les titulaires dans les périodes de stagnation sont eux-mêmes des « chômeurs techniques », où les temps partiels bossent aux côtés des diverses formes de stagiaires fournit les bases d'un travail politique d'agitation faisant fi des barrières et des divisions. Les mouvements actuels n'ont pas été capables — ou n'ont pas voulu — réaliser ce travail, les mouvements de demain, s'ils veulent sortir du « ghetto de l'exclusion et de la marginalité » devront se poser — et répondre inmanquablement à ces questions.

⁶⁴Données (mars 1998) :

- Chômeurs de catégorie 1 (demandeurs d'emplois inscrits à l'ANPE n'ayant pas travaillé plus de 78 heures le mois précédent, ne recherchent qu'un emploi en contrat à durée indéterminée à temps plein).

3 000 000

- Chômeurs ayant travaillé plus de 78 heures. 540 000

- Chômeurs qui recherchent un temps partiel 370 000

- TOTAL.. 3 910 000

- Temps partiel subi. 1 493 000

- Interim plus CDD 1 319 000

- Politique de l'emploi (CES, CQ, CIE, Emplois-jeunes, etc.). 1 000 000

⁶⁵ Emploi et chômage en France dans une perspective historique, Problèmes économiques du mercredi 9 décembre 1998, n°2594.

UN AUTRE AVATAR : LE SALAIRE POLITIQUE

INTRODUCTION

Parmi toutes les idéologies qui se sont manifestées autour du mouvement des chômeurs, nous devons de critiquer la plus spectaculaire, celle qui tourne autour du « salaire politique ». Non seulement à cause du contenu de cette revendication, mais encore par la personne (et ceux qui tournent autour). Personne, le « professeur » Negri⁶⁶ qui jouit encore d'un certain prestige lié un peu à sa prolixité de déformateur des idées de Marx et beaucoup au souvenir du mouvement italien des années '60 et '70.

Le mythe du « salaire politique » est l'une des incantations les plus coriaces fabriquées par l'*operaismo* italien. Reflet dans un premier temps de la réalité puissante de la « guérilla » revendicative de l'ouvrier des chaînes des années '60 et des premières années '70, il devient vite l'emblème et l'objectif passe-partout du mouvement italien dit de '77. Dans le cas des luttes autonomes des ouvriers des chaînes de montage fordistes, le « salaire politique » a tenté de traduire sur un plan politique général la situation de conflictualité permanente présente dans les ateliers. En revanche, plongé dans le chaudron des agitations italiennes de l'« ouvrier social » de 1977, cet objectif fortement chargé de significations programmatiques stratégiques par les *operaisti*, est devenu dans les faits une sorte de récipient cachant la relative vacuité dudit mouvement. L'ouvrier des chaînes exprimait aussi par son biais (certes déformant et déformé) la conscience de sa nouvelle puissance productive. Les secteurs du « mouvement de '77 » qui se représentaient en tant que composantes de la nouvelle figure de l'« ouvrier social » ont utilisé le « salaire politique » pour édifier une fragile unité de façade (parce qu'entièrement idéologique) de comportements et de luttes aux origines et aux résultats divergents. Ici n'est pas le lieu d'aller plus loin dans la critique du « mouvement de '77 » italien, mais il est utile de rappeler que celui-ci contenait à la fois le crépuscule de la longue saison de luttes de l'ouvrier des chaînes et la première éruption dans ce pays des étudiants-travailleurs précaires et des étudiants-chômeurs. En dépit de ses méthodes de lutte violentes et spectaculaires, ce fut un mouvement qui s'est globalement développé à l'enseigne de la faiblesse théorique et pratique. D'une part, on trouvait des minorités ouvrières des grandes usines en passe d'être définitivement broyées par la restructuration et la répression patronale et policière sélective. Ces minorités, de plus en plus isolés de la grande masse des ouvriers, étaient en quête d'un improbable antidote à la défaite. D'autre part, il y avait des agitations menées par des secteurs, très minoritaires de la classe exploitée, systématiquement placés dans la lointaine périphérie de la région de la valorisation. Presque invisibles dans la complexe géographie de la production sociale, extrêmement vulnérables, dispersés et éloignés des champs de bataille décisifs de la lutte de classes, ils ont exorcisé leur fragilité matérielle et productive par beaucoup de bruit et une overdose d'idéologie hédoniste et jubilatoire. Le « mouvement de '77 » s'étant montré incapable d'investir efficacement le terrain de la production sociale, il ne lui est plus resté que celui de la circulation simple de marchandises. Son épopée est surtout cadencée sur le tempo des « expropriations prolétariennes » et des « auto-réductions » et pas sur celui des grèves. A partir de là, la flicaille stalinienne politique et syndicale réussit aisément à opposer ces secteurs du prolétariat « non garanti » à ceux dits « garantis ». Et malheureusement, les idéologues *operaisti* sont allés dans le même sens en fournissant des nouveaux arguments idéologiques pour accroître la division au sein du camp prolétarien. Parmi ceux-ci, on compte notamment l'idéologie de l'auto-production et de l'auto-valorisation de l'« ouvrier social » nouveau-né. Schématiquement, selon cet axiome, qui ne s'embarrasse plus de la bonne vieille méthode de l'enquête ouvrière pour en vérifier la pertinence concrète, le travail précaire et le travail autonome deviennent synonyme de

66 Qui aujourd'hui est devenu catholique (cf. *Libération*)

libération du travail et lieux privilégiés du dépassement de la valeur et de l'épanouissement de la libre activité collective.

“ On peut à bon droit dire qu'on a vécu dans la seconde moitié du vingtième siècle une transition au sein de la quelle le travail s'est émancipé. Il s'est émancipé par sa capacité à devenir intellectuel, immatériel ; il s'est émancipé de la discipline d'usine. ”

(Antonio Negri ; *Exil* ; P. 20 ; Editions Les Mille et une nuit)

En un mot, l'“ ouvrier social ”, comme l'écrira explicitement beaucoup plus tard Antonio Negri dans *Exil* (1997), réalise ici et maintenant, la transition vers le communisme qui ne nécessite plus que d'une “ petite ” révolution politique visant à mettre en adéquation l'état à la nouvelle situation de la production sociale. Mais voilà le problème, la nouvelle production qui serait enfin délivrée de l'exploitation ne parvient cependant pas à s'émanciper du besoin de revenu et de son expression monétaire usuelle, le salaire. D'où la résurrection inopinée du vieux “ salaire politique ” rebaptisé “ revenu garanti ”. Pour donner à ce mythe un nouvel éclat, Antonio Negri reprend du service et s'attelle une énième fois à la difficile tâche de produire un mélange idéologique fait de falsifications patentes des concepts de Marx et d'abstractions arbitraires. *Marx au-delà de Marx*, ce recueil de cours sur les *Grundrisse* de Karl Marx donnés en 1978 à l'Ecole Normale Supérieure de Paris – rue d'Ulm publié en mai 1979 par *Feltrinelli Editore* de Milan⁶⁷, constitue la pierre angulaire de cet œuvre du sociologue *operaista*. Le septième cours, entièrement consacré à la théorie du salaire, bâtit les fondations de la nouvelle mouture du “ salaire politique ” à l'usage du “ mouvement de '77 ” de l'“ ouvrier social ”. En voici un petit florilège.

CRITIQUE GENERALE DE NEGRI

L'éloge persistant de certains aspects de la production sociale présente (cf. la trouvaille de “ l'entrepreneur biopolitique ”, le triomphe du travail intellectuel sur le travail manuel, la victoire de l'ouvrier-masse sur la chaîne de montage, la défense de la perspective d'une révolution politique qui aurait pour but de mettre en adéquation l'état et sa constitution formelle avec la constitution matérielle de la société, etc.) absout le capitalisme de son « péché originel », celui de déposséder de plus en plus l'homme de son humanité. A l'inverse de Marx, pour qui la révolution politique précède l'inéluctable refonte complète des rapports sociaux, pour qui la mécanisation poussée à l'extrême de tout type de travail salarié est une tendance permanente du MPC, pour qui l'ouvrier est à jamais séparé et opposé aux conditions objectives de la production, Monsieur Negri abolit des pans entiers de la critique du rapport social dominant. Son “ homme nouveau ”, c'est le néo-citoyen, travailleur indépendant, producteur de marchandises immatérielles, dûment assisté et subventionné par les pouvoirs publics, dont on a tracé les contours plus haut. Les seules vraies “ questions ” qu'il pose sont celles relatives à la modification de certains termes du rapport de production dont, en premier, celui de l'érosion de la frontière entre travail et non-travail et de ses multiples conséquences sur la composition de classe et l'état. C'est un peu mince et, sur ce terrain d'étude, Monsieur Negri n'est ni le premier, ni le plus clairvoyant. Nombreux sont les économistes et les sociologues qui, bien avant lui et avec bien davantage de rigueur “ scientifique ”, ont abordé et traité ces sujets.

Les patrons et leurs représentants les plus fidèles ne cessent de claironner que le travail existe en abondance. Pour un Rifkin du chômage technologique et de la pénurie d'emplois, il y a par exemple tous les jours un *Wall Street Journal* et un *Financial Times* qui mettent en avant inlassablement l'essor des nouveaux métiers issus des hautes technologies, la nécessité de l'afflux de nouvelle main d'œuvre étrangère pour faire face à l'excès d'offre de travail aux Etats-Unis, l'explosion de l'emploi dans les services, la fin de l'usine traditionnelle de l'après-guerre, qui militent activement pour une nouvelle définition des rapports juridiques entre

67 Chez C.Bourgeois Paris en 1980.

travail high-tech plus ou moins indépendant et capital, etc. Ces organes éminents de la bourgeoisie aussi, donc, “ posent des bonnes questions ”. Peut-être les posent-ils même bien mieux que le philosophe de Padoue. Il s’agit tout simplement de pointer ses dernières élucubrations sur le travail.

LA CIRCULATION EMANCIPEE DE LA PRODUCTION SELON LE PROFESSEUR NEGRI

Circulation égale lutte de classes versus production égale exploitation

“ Si la théorie de la plus-value introduit dans la théorie économique le fait de l’exploitation, la théorie marxienne de la circulation y introduit la lutte de classes. ”

(Antonio Negri ; *Marx au-delà de Marx* ; P. 142, Feltrinelli Editore)

“ ‘Le paiement du salaire est un acte de la circulation qui se déroule simultanément et parallèlement à l’acte de la production’ [Karl Marx ; *Grundrisse*]. Simultanéité et parallélisme marquent l’indépendance du sujet ouvrier, sa propre auto-valorisation opposée à la valorisation du capital. ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 144)

Le professeur nous sert une nouvelle fois la séparation, concept qui lui est si cher car plus seyant à ses yeux que la vieille dialectique. La circulation a tous les mérites. Elle fonderait et légitimerait auto-valorisation de l’ouvrier. Dans sa déclinaison élémentaire, la circulation de valeurs d’échange (car il n’y a pas de circulation de valeurs d’usage dépourvus de valeur d’échange) chasserait l’argent par la porte pour le faire revenir, soumis à auto-valorisation, par la lucarne. L’échange salarial entre l’ouvrier et le patron, du simple fait de son parallélisme (séparation de lieux) et de sa simultanéité (unité de temps) vis-à-vis de la production, exprimerait objectivement la subjectivité ouvrière antagonique au processus de reproduction du capital. Et tout cela serait contenu dans les *Grundrisse*. Il s’agirait selon l’auteur de l’interprétation fidèle de la pensée de Karl Marx. Ce qui nous incite à le vérifier. Dans le dispositif logique du livre d’Antonio Negri, tout part de la circulation simple comprise comme lieu et rapport d’échange capable de tenir en joue l’argent, ou encore de le mobiliser pour la cause de auto-valorisation du travail. Pour réussir cet exploit, la circulation simple ne peut pas dépendre de la production de marchandises ; elle doit même s’autonomiser de cette dernière et se présenter comme rapport social indépendant, autosuffisant, ce qui est impossible dans les conditions générales du capitalisme triomphant. De surcroît, la circulation simple, fondation de auto-valorisation du travail, n’appartiendrait pas à la sphère de l’économie mais à celle de la lutte de classes.

“ La relation sociale réciproque des individus en tant que puissance au-dessus des individus, devenue autonome, qu’on présente désormais comme hasard, ou sans forme que ce soit, est le résultat nécessaire de ce que le point de départ n’est pas l’individu social libre. La catégorie de circulation, en tant que première totalité parmi les catégories économiques est très bonne pour montrer ça. ”

(Karl Marx ; *Grundrisse*, T. I, P. 135 ; Editions Sociales)

L’individu social est emprisonné par le rapport social d’échange de marchandises, il y est soumis et il perd de ce fait sa qualité sociale. La circulation sépare l’individu de son être social, tord la relation sociale entre individus et la braque contre l’individu qui désormais apparaît tel qu’il est devenu : irrémédiablement isolé. La circulation, qu’elle soit simple ou du capital, est ainsi une catégorie de l’économie et pas de la lutte de classes. Elle nie les classes car l’individu se manifeste toujours, dans ce rapport social, dépouillé de son être, en tant qu’acheteur ou/et vendeur solitaire de marchandises. La circulation de marchandises a la faculté de se rendre autonome de l’*individu social libre* mais elle n’a pas cette capacité vis-à-vis de la production de marchandises.

“ ... la circulation, qui apparaît donc comme donnée immédiate à la surface de la société bourgeoise, n'existe que dans la mesure où elle est sans cesse médiatisée. ... Elle est le phénomène d'un procès qui se déroule derrière elle. ... La production créatrice de valeurs d'échange par le travail est la condition préalable de la circulation ... Elle [la circulation] est le résultat de la production créatrice de valeurs d'échange ... le point de départ c'est la production ... la circulation revient à son point de départ [la production de marchandises] par son mouvement. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 195)

La circulation dans sa spécificité n'est pas la production

Ici, grossièrement, s'échangent des valeurs équivalentes dont les prix sont la seule expression dans la circulation. Là, pas de trace de valeurs d'échange ni de prix. Dans la production, il n'y a que des valeurs d'usage dont la consommation dans et par le procès de travail aboutit à la fabrication d'autres valeurs d'usage dotées d'une valeur d'échange auxquelles on collera une étiquette de prix censée la (la valeur d'échange) représenter. En dépit de sa nature radicalement différente de la production, la circulation n'a pas pour autant les brides lâchées. Sans production de marchandises par le travail, la circulation demeure un fait épisodique, marginal du rapport social. Pour qu'elle devienne le rapport social dominant, il lui faut être alimentée en valeurs d'usage, produites pour qu'elles soient également valeurs d'échange, pour qu'elles soient vendues et achetées. C'est pourquoi, la circulation n'est après tout qu'un *phénomène d'un procès qui se déroule derrière elle*. Et c'est seulement au titre de manifestation visible d'un processus sous-jacent qu'elle peut prétendre à un statut de rapport social.

On pourrait néanmoins arguer, que, même si la circulation est le résultat de la production de marchandises, sa dynamique pourrait l'émanciper de son principe. Il n'en est rien. Karl Marx est d'une grande clarté à ce propos. Dans son périple, la circulation semble prendre ses distances de la production, mais l'aboutissement de son mouvement renvoie sans cesse à la production. Quand les marchandises cessent de circuler, c'est qu'elles n'ont plus leur qualité de valeurs d'échange parce qu'elles sont arrivées au terminus de leur métamorphose. A l'exception de l'argent dont la valeur d'usage consiste précisément en sa qualité de lubrifiant de la circulation, la fin de toute marchandise, c'est la consommation de sa valeur d'usage. Pour parvenir à représenter la circulation comme totalité, il faut se placer du point de vue du mouvement général du capital. Dans ce cas, la circulation peut englober la production dans la mesure où le capital n'effectue sa rotation qu'en circulant. Et dans la mesure où, au moins pour se maintenir ou alors pour s'accroître (ce qui est sa vocation et sa raison d'être), l'ensemble du capital doit circuler. La production fonde la circulation, la circulation aboutit à la production mais la circulation dans son sens le plus large et du point de vue du mouvement général du capital, incorpore la production, en fait l'une de ses péripéties. Même de ce dernier point d'observation, chez Karl Marx, il n'y a guère de place pour une séparation entre circulation et production autre que celle de deux moments distincts du même métabolisme social.

“ Une chose est acquise : la circulation elle-même est un moment de la production, puisque c'est seulement par elle que le capital devient capital ; que la production n'est qu'un moment de la circulation dans la mesure où celle-ci est considérée elle-même comme ensemble du procès de production. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 11)

“ ... la circulation ne porte pas en elle-même le principe de son renouvellement autonome ... Il faut sans cesse l'alimenter en marchandises venues de l'extérieur, comme on alimente un feu avec un combustible. Elle s'éteindrait dans la monnaie comme résultat indifférent qui, dans la mesure où il ne serait plus en rapport avec marchandises, prix et circulation, aurait cessé d'être la monnaie, d'exprimer un rapport de production. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 195)

Nature de la circulation simple

Mais est-ce que ces considérations s'appliquent à la circulation simple ? Oui, et pour deux raisons. Premièrement, la circulation simple n'existe que " du point de vue de l'observateur ". Deuxièmement, parce que le capitalisme c'est " la circulation du capital " et la circulation simple ne se conçoit que comme circulation de marchandises issues de ces conditions générales de la production sociale.

" La circulation simple n'est en fait circulation que du point de vue de l'observateur, ou ne l'est qu'en soi, et non posée en tant que telle. "

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 201)

La circulation simple est davantage un concept qu'une réalité. Elle sert à isoler " la circulation des marchandises en tant que telles " et, à l'instar de la valeur d'échange séparée de sa traduction concrète en prix, constitue une " simple détermination de la pensée " (Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 202). Dans la relation valeur d'échange – circulation simple nous allons trouver la dynamique et les explications qui nous permettent de sortir de l'énumération de catégories abstraites. La valeur d'échange s'anime en s'incarnant en prix dans la circulation simple de marchandises.

" La circulation c'est l'apposition des prix, le mouvement dans lequel les marchandises sont transformées en prix : leur réalisation en tant que prix. "

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 125)

" Le prix est la valeur d'échange posée dans la détermination de l'argent. "

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 127)

Incidemment, il faut relever que l'idéologie de auto-valorisation dans et par la circulation simple qui prétendrait exprimer la valeur en circulation autrement que par le prix est dérisoire sur le plan théorique et absurde sur le plan pratique. Et ne peut aucunement être attribuée par les extrapolations successives dont Negri a le secret, à Karl Marx. La circulation simple de marchandises trouve sa détermination sociale concrète dans le chemin qui amène à la formation des valeurs d'échange des marchandises qu'elle charrie. Ainsi, c'est en suivant la trace de la création de la valeur qu'on parvient à s'évader du labyrinthe de la succession infinie des actes de vente et d'achat. C'est de cette manière qu'on retrouve le sens de la circulation relativement à son environnement. Parce que, en soi, :

" la circulation simple est un brouillard dans lequel se dissimule tout le monde, le monde des connexions du capital, qui proscrivent ce qu'il y a en lui de cette propriété [des moyens de production n.d.r.] issue de la circulation, c'est à dire du trafic social, et le dépouillement de l'indépendance de la propriété autosubsistante, ainsi que de son caractère propre. "

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 130)

La formation de la valeur

On peut donc dissiper le brouillard de la circulation simple en inspectant la formation de la valeur.

" Dans la mesure où il s'agissait seulement de changements formels - la transformation de ces marchandises en argent et leur retransformation en marchandises – le processus a déjà été analysé dans ce que nous avons appelé la 'circulation simple', la circulation des marchandises comme telles. Mais ces marchandises sont maintenant également des supports du capital ; elles sont le capital valorisé, fécondé de plus-value. Et sous ce rapport, leur circulation - devenue maintenant processus de production du capital – implique d'autres déterminations, qui étaient étrangères à l'analyse abstraite de la circulation marchande. Il nous faut donc maintenant considérer la circulation de marchandises comme la circulation du capital. "

(Karl Marx ; *Matériaux pour l' " Economie " in Œuvres – Economie ; T. II, P. 458 ; Pléiade Gallimard)*

On touche là du doigt l'une des mystifications les plus patentes de l'idéologie de auto-valorisation du travail social dans la circulation simple. Une circulation simple de marchandises qui échapperait à la détermination puissante de la valorisation du capital aboutirait à imaginer l'existence de suffisamment de marchandises produites ailleurs et autrement que dans et par le mode de production soumis au capital. Des marchandises qui ne contiendraient pas de plus-value, donc issues d'une création sociale affranchie de l'exploitation. Par ailleurs, d'après ce joli petit schéma lénifiant, l'agent créateur, le travail social ne constituerait plus du capital, mais de la valeur se valorisant en dehors du processus de production fondé sur la valeur elle-même, le mode de production capitaliste. Un nouveau rapport social de production (ou plutôt de circulation) se dessinerait ainsi, régi par une valeur en procès émancipée de sa nature. Cette vision renferme une autre incompréhension majeure. La visibilité de la formation de la valeur y est défaillante. En particulier, échappe à cette idéologie l'intelligence de la relation causale entre valeur d'usage et création de la valeur. L'activité laborieuse de l'ouvrier collectif s'exerce dans le concret immédiat d'un procès de travail où il n'y a pas de trace de valeur. Le procès de travail est en fait un processus de consommation de valeurs d'usage. Cela obscurcit considérablement le rapport social car on pourrait en déduire que la valeur se produit dans l'échange, la circulation et pas dans la production. La discontinuité ontologique entre le royaume des valeurs d'usage, la production, et celui des valeurs d'échange, la circulation, confond l'entendement. Toute la difficulté consiste à définir les territoires de la valeur.

“ La valeur provient de la circulation, donc la présuppose, mais en même temps elle part d'elle-même et se présente à la circulation comme sa présupposition. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 202)

La valeur, selon cette définition de Marx, est posée par la circulation tout autant que la valeur pose la circulation. En effet, la valeur n'existerait pas si elle ne pouvait pas s'épanouir dans la circulation de marchandises matérialisant la valeur qu'elles contiennent et représentent en prix. Aussi, sans création de valeur à l'extérieur de la circulation, opérée dans la sphère de la production de valeurs d'usage accomplie selon des modalités conformes au but de la création de nouvelle valeur, pas de circulation possible. A partir d'une mauvaise compréhension des territoires de la valeur, la valeur est le plus souvent rivée à la sphère de l'échange. Sa détermination se réduit alors à l'action de la loi de l'offre et de la demande chère à l'économie politique vulgaire. Loi qui offrirait la latitude nécessaire aux vendeurs et aux acheteurs de procéder à toutes sortes de manipulations avantageuses du marché. Appliquée à la location de la force de travail, la loi de l'offre et de la demande fournirait au loueur une faculté potentiellement illimitée de faire grimper le prix de la marchandise vendue. C'est pourquoi, perdue en chemin la détermination par la production de la valeur, et, en dernière analyse, des prix, le salaire, tributaire de son existence en tant que valeur et de sa fixation sous forme de prix de la seule circulation, peut s'élancer à l'infini. Rehaussée et rendue plus séduisante par une injection massive de verbiage radical, la loi de l'offre et de la demande agissant sur la force de travail devient ainsi “ salaire politique ”. Nous aurons l'occasion plus loin d'y revenir.

Circulation de capital

Reprenons maintenant le fil du raisonnement du concept de circulation, clé de voûte de l'idéologie de auto-valorisation. Repartons des définitions de Marx sur circulation simple et circulation de capital.

“ La circulation simple se composait d'une foule d'échanges simultanés ou successifs. L'unité de celle-ci considérée en tant que circulation ne pouvait en fait être perçue que du point de vue de l'observateur. (L'échange peut être fortuit et il a plus ou moins ce caractère contingent lorsqu'il se limite à l'échange de l'excédent et n'a pas affecté la totalité du procès de production.) Dans la circulation du capital, nous avons une série d'opérations d'échange,

d'actes d'échange, dont chacun représente pour l'autre un moment qualitatif, un moment dans la reproduction et croissance du capital. Un système d'échanges, de changement de matière, dans la mesure où l'on considère la valeur [d'usage] en tant que telle. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 128)

Ici, il est une nouvelle fois précisé que la circulation simple n'a d'autre réalité que celle qui lui confère *l'observateur*. Il n'y a aucun autre lien concret entre les moments de la circulation simple (actes d'achat et actes de vente) que celui du temps, synchrone ou asynchrone. Mais même ce lien, d'après Marx, n'est nullement nécessaire car les échanges peuvent être *fortuits* et *contingents*. La réalité de ces échanges ne nous dit pas davantage sur l'origine des objets échangés, sur le mode de leur production. De plus, on peut être en présence d'échanges de biens fabriqués à l'origine pour être directement consommés. La sinistre épopée du capital commercial et du capital usurier est là pour le prouver. A cette époque, le pillage et la contrainte créent l'excédent d'objets qui seront échangés. En suite, les producteurs indépendants fabriquent des marchandises qui ne contiennent pas de plus-value et qu'ils céderont contre d'autres marchandises du même type ou de l'argent aux capitalistes qui agissent encore hors de la sphère de la production, dans la circulation. *In fine*, le capital pénètre et soumet le mode de production, mais celle-ci est une histoire connue.... Il est évident que si l'on opère la dissimulation de la production par l'échange, et si on isole concrètement la sphère de la circulation de celle de la production, on dérobe la source matérielle de la valeur, la production de valeurs d'usage, et on escamote à la fois sa possibilité et sa finalité, le capital. Dès lors, s'ouvre devant les yeux écarquillés de la victime de la mystification de l'échange, un monde merveilleux fait de valeurs créées par des producteurs libres et d'activités laborieuses riches non soumises à l'impératif absolu de la valorisation : la valeur émancipée de la valorisation, la valeur libérée de son procès, la valeur en tant que figure immobile et éternelle d'un métabolisme social non fondé sur la soumission de classe. Le capitalisme passe alors du statut de rapport social dominant historiquement nécessaire à celui d'intention collective malveillante, d'arbitraire social érigé en Etat issu de la volonté des classes dominantes de nuire foncièrement aux classes opprimées. Malheureusement pour ses peintres, ce tableau est infirmé par la valeur elle-même dans son procès caractéristique, le capital. Le capital en tant que valeur en mouvement (mouvement de la valeur) enchâsse la production sociale et ses produits dans son mouvement, en les rendant fonctionnels à sa seule loi de survie : la valorisation maximale de la valeur existante. La circulation de marchandises se présente ainsi comme circulation de capital, circulation de marchandises générées par un processus de production immédiat modelé à l'image de la finalité de la plus grande accumulation de capital possible. Ces marchandises ne sont plus simplement des objets utiles sertis dans la valeur mais s'exposent pleinement à la lumière du jour comme les enveloppes matérielles du capital, comme des moments de la métamorphose permanente de la valeur en quête de valorisation. La circulation de capital acquiert les lettres de noblesse de la détermination concrète. Elle existe enfin autrement que dans la pensée et tous ses moments apparaissent à la fois comme nécessaires et reliés entre eux par des relations hiérarchisées et finalisées.

LA CIRCULATION EMANCIPEE DE L'ARGENT SELON LE PROFESSEUR NEGRI

“ Dans la petite circulation [M-A-M]..., l'argent se soumet à auto-valorisation. ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 147)

En toute logique, le panégyrique de la petite circulation écrit par Antonio Negri passe par la négation de l'argent comme rapport social et sa réification. C'est là où le bât blesse. Donnons encore la parole à Marx.

“ La marchandise doit nécessairement d’abord être échangée contre cette marchandise universelle, contre le produit universel symbolique ou l’objectivation du temps de travail, afin de pouvoir être ensuite, en tant que valeur d’échange, échangeable à volonté indifféremment contre toutes les autres marchandises, afin d’être métamorphosée en elles. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 105)

Tout d’abord, il n’y a pas de circulation sans argent.

“ Au fond, la circulation n’est que le procès formel qui consiste à poser la valeur d’échange tantôt sous la détermination de la marchandise, tantôt sous la détermination de la monnaie. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 196)

Même dans le cadre de l’échange direct entre deux marchandises, l’une agit en *marchandise universelle* pour l’autre et inversement. S’il n’y a pas de circulation sans marchandise et pas de marchandise sans travail finalisé à produire des valeurs d’usage destinées à la vente, néanmoins, il n’y a pas d’échange sans *valeur d’échange objectivée* (Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 202), sans cet élément qui représente et concentre le rapport de production de marchandises et sa puissance intrinsèque qu’est l’argent et qui, seul, rend possible la succession continue des actes de vente et d’achat. L’argent, c’est la valeur dans sa forme autonome et accomplie. L’argent, c’est la circulation. L’argent en tant que capital, c’est à la fois le présupposé de la circulation et son aboutissement. L’argent, c’est la condition et la finalité de la valorisation. Comment pourrait-on seulement imaginer de plier l’argent à la raison du salaire ? C’est au contraire le salaire, en tant qu’expression monétaire déterminée du capital variable, qui dépend entièrement des lois de l’argent. A moins, de nouveau, d’imaginer l’existence de l’argent comme d’un objet particulier nommé *salaire politique* dont on pourrait s’emparer par la force autonome de la classe (Negri première mouture) ou, plus raisonnablement, par la force d’une loi d’état instituant un *revenu universel garanti* négocié entre celui-ci et la société civile (Negri actuel).

“ ... la destination et détermination de l’argent est de rester dans la circulation en tant que rouage de celle-ci, de reprendre sans cesse son cours en tant que *perpetuum mobile*. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 140)

Ensuite, l’argent ne quitte jamais la circulation. Dès que l’argent disparaît, la valeur d’usage peut revenir mais on est, à ce stade, inéluctablement en dehors de la circulation. On est dans la sphère de la consommation de la valeur d’usage et de l’extinction de la marchandise. Negri présuppose une fois de plus une qualité inexistante de la valeur d’usage du travail dans les conditions générales du capitalisme, celle de pouvoir chasser la valeur de la circulation. L’argent lui-même deviendrait l’agent du travail comme valeur d’usage se détachant et s’autonomisant de la valeur. Pour ce faire, l’argent devrait quitter la scène de la circulation au bon moment pour laisser place au travail se valorisant contre la valeur et s’accomplissant dans la valeur d’usage. Le mystère s’épaissit. La confusion conceptuelle monte. La mystification à quatre sous de Marx progresse. Et, une fois de plus, il n’y a plus de trace de la réalité concrète de l’exploitation. Tout cela contient le postulat idéologique de auto-valorisation du travail. La rude réalité de l’argent est malheureusement là pour ramener le travail salarié à sa juste place dans le cadre du mode de production capitaliste. Roi incontesté de la circulation, l’argent expulse de cette sphère toutes les autres marchandises et repousse inlassablement la valeur d’usage à la périphérie éloignée du processus du capital, travail compris. Le travail dépensé dans le procès de production immédiat, créateur exclusif de la valeur, valeur d’usage à l’origine de la valeur, n’a aucune place spécifique dans la circulation. Fraction variable du capital en aval de la production et en amont de sa réalisation, ayant de ce fait un statut égal à son pendant du capital constant, il n’est pour l’ouvrier que l’équivalent monétaire des valeurs d’usage qu’il consomme pour reconstituer la seule marchandise vendable qu’il détient et qu’il peut - qu’il doit - échanger : la force de travail. Mais l’argent **EST** ce capital et la pleine expression de son rapport social de production. L’ouvrier subit l’exploitation quand il dépense

la valeur d'usage de sa force de travail dans le processus de consommation productive de valeur **ET** doit se soumettre au fruit de son travail, la valeur valorisée objectivée, l'argent-capital, lorsqu'il est lui-même vendeur de marchandise dans la circulation. L'argent est la valeur libérée de la valeur d'usage car son utilité concrète consiste précisément à la fois en sa faculté de ne jamais quitter la circulation et en son pouvoir de s'enraciner dans toutes sortes de valeurs d'usage. Dans la circulation, l'argent ne peut donc pas appartenir au travail. Au contraire, le travail comme marchandise appartient à l'argent. L'argent s'approprie du travail dans son territoire d'élection de la circulation. Le travail, contrairement à l'argent, ne fait que passer sous sa forme de marchandise. Il entre dans la circulation pour la quitter aussitôt. Mais, peut-être, le professeur Negri juge-t-il que ce qui vaut pour la circulation du capital ne vaut pas pour la fameuse circulation simple. Si cette dernière existait au-delà du domaine des concepts, peut-être pourrait-elle apprivoiser l'argent, semble suggérer l'idéologue têtue de auto-valorisation.

“ ... la circulation simple, dans la mesure où elle est considérée en tant que telle, et où la monnaie y est le seul moment permanent, a été appelée simplement circulation monétaire, cours de la monnaie. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 201)

Les considérations de Marx sont sans appel. Même au niveau du concept, la circulation simple ne peut être conçue que comme circulation monétaire. Le *seul moment permanent* de la circulation simple est bel et bien la monnaie, détermination de l'argent. Auto-valorisation en reprend un sérieux coup. La monnaie domine la circulation simple d'une telle manière que celle-ci, en dernier ressort, n'est rien d'autre que le cours de la monnaie, le “ terrain de jeu ” et l'espace de la métamorphose de l'argent.

LE SALAIRE EMANCIPE DE LA LOI DE LA SURPOPULATION RELATIVE SELON LE PROFESSEUR NEGRI

Nature du travail dans le capital

“ ... le salaire est, dans ses quantités sociales, une grandeur indépendante et qui varie de façon indépendante... ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 140)

“ Le salaire est une variable indépendante dans la mesure même où, pour le capital, la quantité, la qualité, en un mot, la valeur du travail nécessaire ‘doivent’ être une dimension fixe. ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 141)

Les observations qui précèdent sur la circulation simple et l'argent se sont révélées nécessaires à la critique de l'étrange conception du salaire clamée par le professeur Negri. Sa conclusion la voici. Le salaire comme *variable indépendante* du capital, le salaire en tant qu'expression monétaire déterminée du processus auto-valorisation du travail lui-même affranchi du capital. En effet, si la circulation simple et l'argent ne suffisent pas à fonder l'idéologie de auto-valorisation, il faut à nouveau aller la débusquer là où l'activité créatrice humaine se réalise. Mais, à moins de postuler, comme le fait notre intrépide professeur dans *Exil*, que l'ouvrier-masse d'antan a gagné la bataille contre le taylorisme et le machinisme, eu égard de la dure réalité quotidienne de l'exploitation, il n'y a pas vraiment de place pour l'envolée lyrique du travail débarrassé des affres du capital, entièrement tendu à assurer pour soi une valorisation maximale. On dirait que le travail libre de Negri fonctionne encore comme le capital...

“ ... le travail, comme force productive, est incorporé au capital et que, comme travail *in esse* et non *in posse*, il n'est nullement un instrument de production différent du capital, mais qu'au contraire c'est lui, le travail, et seulement lui, qui fait du capital un instrument de production. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 85)

Parce que le travail ne s'appartient que comme puissance de travail. Dès que la puissance de travail devient mouvement concret et dépense d'énergie, elle appartient exclusivement au capital qui non seulement l'a louée sur le marché du travail mais aussi est-il seul, le capital, à pouvoir réaliser la puissance de travail tant que l'ouvrier collectif demeure séparé et opposé des moyens de production. L'ouvrier singulier, unique figure réellement existante sur le marché du travail, ne possède aucun moyen de production et n'a aucune chance, dans les conditions de sa soumission à ceux-ci comme capital constant, de renverser les rapports de propriété jaillissant de l'actuel mode de production dominant.

“ Si le capitaliste n'est pas en mesure de faire usage du surtravail de l'ouvrier, l'ouvrier ne pourra effectuer son travail nécessaire ; ni produire ses moyens de subsistance. ... En tant que travailleur, il ne peut vivre que dans la mesure où il échange sa puissance de travail contre la partie du capital qui constitue le fonds de travail. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 94)

C'est afin, peut-être, de surmonter cet écueil théorique posé par Marx que le toujours semillant professeur de Padoue déplace encore une fois la preuve de la victoire de l'ouvrier-masse sur le mode de production capitaliste du côté de la relation entre le travailleur et ses outils de production. *Exil* nous apprend que l'“ ouvrier social ” utilise comme instrument de production quasi exclusif, son cerveau social (cf. sa vision du *general intellect* de Marx). Et son cerveau n'est pas dissociable de lui pour des raisons, entre autre, biologiques.

“ Il est clair que lorsqu'on commence à dire que la machine-outil a été arrachée au capital par l'ouvrier, pour qu'elle le suive toute sa vie, que l'ouvrier a incarné cette puissance de production à l'intérieur de son propre cerveau, quand on dit que le refus du travail a gagné par rapport au régime disciplinaire de l'usine, il s'agit de quelque chose de très fort et de très vital. ”

(Antonio Negri ; *Exil* ; P. 20 ; Editions Le Mille et une nuit)

D'où la réconciliation hostile au capital, relégué *ipso facto* à la sphère de sa propre circulation hors de la production sociale, du travailleur avec les conditions objectives de la production. La distinction même entre conditions subjectives et objectives de la production sociale apparaît par ailleurs dépourvue de sens car les conditions objectives ne sont, dans cette représentation, qu'une faculté biologique reconquise du travailleur social. Privé de tout par le capital, exploité et réifié, l'homme aurait développé les forces de la production sociale jusqu'à ce que la production sociale bascule en sa faveur *ici et maintenant*, en présence d'un capital parasitaire et résiduel, réifié à son tour, dont le point d'appui et de force désormais unique se cantonnerait à la constitution formelle de l'état. Craignant de rester sur sa faim théorique, certainement conscient de la fragilité de son appareil idéologique, le professeur Negri prétend à une continuité avec les idées exprimées par Marx dans les *Grundrisse*.

“ ... identifier des lois du mouvement du salaire qui, se posant de façon indépendante (ou relativement indépendante) de celles du mouvement général des marchandises ... ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 137)

Il s'adosse, pour ainsi dire, à la thèse de Marx qui suit.

“ ... le marché du travail est régi par d'autres lois que le marché des produits. La chose essentielle ici est la population ; non pas la population absolue, mais la population relative. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 13)

Negri se serait bien contenté de la première partie de la proposition car la deuxième partie en dit déjà long et elle ne va pas dans le sens qu'il souhaiterait. En affirmant que les lois du mouvement du salaire se posent de façon plus ou moins indépendante de celles du mouvement des marchandises, Negri fait allusion à la possibilité que le prolétariat parvienne à imposer au capital une déconnexion entre le prix de la force de travail et la valorisation du capital.

Surpopulation causée par la productivité

“ Quand le salaire se développe en auto-valorisation et en réappropriation du surtravail, il n’y a plus de règle profitable pour le développement. Il n’y a plus de profit parce qu’il n’y a plus de traduction de la productivité du travail en capital. ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 159)

Pour Marx, en raison de la spécificité de la marchandise force de travail (seule puissance créatrice de valeur), la progression de la productivité du travail se retourne contre le travail lui-même. Et produit une surpopulation ouvrière qui croît relativement avec l’augmentation du surtravail. A volumes de production posés comme constants, l’accroissement de la productivité du travail se traduit par une quantité majeure de surtravail extorqué et une diminution correspondante de la quantité de travail indispensable à la reproduction de la force de travail. Moins d’ouvriers devront être mobilisés pour la fabrication d’une quantité donnée de produits ou alors le même nombre d’ouvriers parviendra à fabriquer dans le même temps ou encore dans un temps inférieur une quantité accrue de marchandises.

“ Au développement du surtravail correspond celui de la surpopulation. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 94)

“ Le machinisme crée constamment une surpopulation relative, une armée de réserve d’ouvriers, ce qui augmente considérablement la puissance du capital. ”

(Karl Marx ; *Théories sur la plus-value* ; T. II, P. 663 ; Editions Sociales)

“ L’expression surpopulation se rapporte exclusivement aux puissances de travail, donc à la *population nécessaire* ; c’est un surplus de *puissances de travail*. Mais cela découle tout simplement de la nature du capital. La puissance de travail ne peut effectuer son travail nécessaire qu’à condition que son surtravail constitue de la valeur pour le capital, qu’il soit valorisable par lui. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 99)

Ainsi, à volumes de production constants, moins la force de travail en tant que marchandise devient exigeante en quantité de travail nécessaire à sa reproduction, plus elle valorise la valeur-capital, plus se rétrécit sa demande, plus son offre devient surabondante et relativement (ou absolument) moins élevé sera “ le prix du travail nécessaire ” (Karl Marx ; *idem* ; T. II, P. 60), le salaire. Il en va autrement pour toutes les autres marchandises. Leur demande en effet croîtra avec la diminution de leur valeur et de leur prix. En revanche, à partir d’une hausse suffisante de la productivité du travail, ce qui ne varie guère entre la puissance de travail vouée à l’échange et les autres marchandises se situe précisément là où Negri croit détecter la dissemblance : au niveau de la formation de la valeur et de la subséquente fixation des prix. Dans les deux cas de la marchandise force de travail et de toutes les autres marchandises, une croissance de la productivité du travail engagé dans le procès de leur production se traduit par une diminution de leur valeur et éventuellement de leur prix. Pas même d’indices à ce stade d’une loi propre de mouvement du salaire qui serait différente de celle du mouvement général des marchandises.

“ ... le travail objectivé qui est nécessaire pour conserver en vie la substance générale qui donne vie à sa puissance de travail, ... c’est lui qui mesure d’un point de vue général la quantité de valeur qu’il obtient dans l’échange. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 224)

Negri, grand prêtre de la circulation, confond toujours valeur et prix, ne perçoit pas leurs déterminations réciproques et surtout dissout dans la circulation la formation de la valeur. Décidément plus à l’aise dans la sphère de la circulation, le très mobile professeur cherche encore à tirer les vers du nez à Marx pour fonder l’idéologie de auto-valorisation. Cette fois-ci, aurait-il trouvé sa piste dans les coordonnées spatio-temporelles de l’octroi du salaire à l’ouvrier par le capitaliste :

“ Le paiement du salaire est un acte de la circulation qui se déroule simultanément et parallèlement à l’acte de la production’ [Karl Marx ; *Grundrisse*]. Simultanéité et parallélisme marquent l’indépendance du sujet ouvrier, sa propre auto-valorisation opposée à la valorisation du capital. ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 144)

La pensée de Negri franchit un nouveau pas vers l’obscurité totale. L’interpréter devient une tâche très ardue. L’unité de temps qui devrait toujours exister entre l’échange salaire / force de travail et la production, ainsi que la façon de se rapporter l’un à l’autre dans l’espace, qui devrait procéder sur deux rails ne se rejoignant, par définition mathématique, jamais, sont considérés par le professeur comme les signes extérieurs probants de l’indépendance du sujet ouvrier, de auto-valorisation du travail.

Echange capital/travail

Sur le *parallélisme* entre un acte de la circulation, le paiement du salaire, et la production, nous nous sommes déjà exprimés. Si par parallélisme nous devons entendre, avec Marx, que circulation et production sont deux moments distincts de la valeur en procès, pas de problème. Si par contre, comme il est probable, notre idéologue nous ressort l’indépendance entre eux, alors nous ne pouvons plus le suivre dans ses puissantes élucubrations. En dépit d’un nouvel habillage, rien de vraiment nouveau donc sur ce point. Ce n’est pas le cas de la *simultanéité* entre le paiement du salaire et la production. Cependant, la citation des *Grundrisse* appelée à la rescousse par Negri n’a rien d’une preuve de l’existence de *l’indépendance du sujet ouvrier*. Marx met pour ainsi dire de l’huile dans le concept de *simultanéité* entre le paiement du salaire et la production en restituant à ce rapport son mouvement propre qui s’accommode mal de définitions péremptoires et statiques telles que celle remixée par l’apprenti DJ Negri. “ Si nous examinons l’échange entre capital et travail, nous découvririons qu’il se divise en deux procès distincts, non seulement formellement, mais aussi qualitativement, et même opposés :

1) Le travailleur échange sa marchandise, le travail, qui a une valeur d’usage, et qui, en tant que marchandise, a aussi un *prix* comme toutes les marchandises, contre une somme déterminée d’argent que le capital lui cède.

2) Le capitaliste obtient en échange le travail même, le travail en tant qu’activité qui pose de la valeur, en tant que travail productif ; c’est-à-dire, il reçoit en échange la force productive qui conserve et multiplie le capital et devient par là même la force productive et la force reproductrice du capital, force qui appartient au capital lui-même.

La séparation de ces deux procès est si patente qu’ils peuvent être dissociés dans le temps et ne doivent nullement coïncider. Le premier peut être achevé, et la plupart du temps il l’est jusqu’à un certain point, avant que le deuxième ne commence. L’achèvement du deuxième acte présuppose l’achèvement du produit. Le paiement du salaire ne peut attendre ce dernier. Nous verrons que le fait qu’il ne l’attende pas est même une détermination essentielle de ce rapport. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 215 et 216)

Une fois alignées tant bien que mal des pseudo-preuves de l’existence de Dieu... pardon, de l’existence de auto-valorisation, le professeur sidéral s’adonne à corps perdu à sa spécialité favorite : l’assertion grandiloquente. Enfin libre de la charge de la preuve, il se met à délirer à haute voix sur les conséquences de auto-valorisation sur, tenez-vous bien, *les formes catégorielles mêmes de l’accumulation et de la reproduction du capital*.

“ Le relèvement de la valeur du travail nécessaire qui se détermine au travers de la lutte sur le temps de travail et au travers de son abaissement conséquent, commande une dislocation générale des formes catégorielles mêmes de l’accumulation et de la reproduction du capital. ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 140)

L'ouvrier collectif, par sa lutte contre les conditions temporelles de son exploitation, accroîtrait de ce fait sa valeur et modifierait en profondeur, jusqu'à la racine nous suggère-t-il, les lois fondamentales de la valorisation. Contre ces balivernes incantatoires du prolétariat nous répondons une dernière fois par Marx :

“ Aucune forme de travail salarié, même si l'une peut supprimer les défauts de l'autre, ne peut supprimer les défauts du travail salarié lui-même. ”

(Karl Marx ; *idem* ; T. I, P. 57)

Mais le professeur cosmonaute se sent désormais apte à quitter le vieux barbu et à voler de ses ailes. Il a tout au moins la décence de nous le déclarer de la manière la plus claire, une fois n'est pas coutume, possible.

“ Cette approche nous place au-delà du marxisme. ”

(Antonio Negri ; *idem* ; P. 146)

Nous ne pouvons qu'en convenir. C'est le seul point d'accord entre nous. Negri dévitalise Marx après avoir suborné sa pensée. En paraphrasant le titre de l'ouvrage de l'idéologue de auto-valorisation, on pourrait dire que Negri renvoie Marx dans l'Au-delà.

LIMITES ET FAIBLESSES

LES MILITANTS DE BASE DU MOUVEMENT PRISONNIERS DU SYNDICALISME ET DE LA PEDAGOGIE PAR L'EXEMPLE

Si un premier bilan devait être fait de la lutte des chômeurs et précaires, il y figurerait à côté des toutes petites miettes obtenues ici et là (suspension de coupures de courant, bons-repas, quelques centaines de francs par demandeur arrachés à des titres divers, plus de respect dans les Assedic, photocopies gratuites, etc.), l'incorporation des nouveaux organes de représentation des chômeurs (AC !, Apeis, Mncp et le comité CGT) dans les instances officielles de la négociation entre partenaires sociaux avec en perspective la participation à la gestion des fonds spéciaux de l'assurance-chômage.

Les sans-réserves en lutte rêvent et se battent pour un monde sans détresse et sans dénuement ? La traduction concrète de leurs rêves se réalise dans le lancement dans l'orbite des institutions de la démocratie sociale du capital d'une nouvelle génération de syndicalistes. La faiblesse et la confusion qui règnent dans les mouvements actuels sont pour beaucoup dans la réalisation d'une issue si décevante, mais ces deux aspects des choses n'expliquent pas tout. Il existe aussi une carence presque totale d'expression politique indépendante de ces mouvements.

« C'est comme si, à partir d'un point donné de leur chemin, les luttes défensives ne fonctionnaient plus comme 'école de communisme', ne forgeaient plus leur dépassement politique. D'où, entre autres et marginalement, un certain retour des fractions radicales de la classe exploitée au syndicalisme dit de combat comme unique voie d'action praticable à présent (SUD, Cobas). Néanmoins, la question de l'organisation indépendante de classe, même minoritaire, qui défend effectivement les intérêts immédiats et historiques de classe reste posée sans, pour l'instant, trouver une réelle solution pratique/concrète. »

Ce constat, extrait du numéro 7 de Mouvement communiste, garde toute sa pertinence et résiste avantageusement aussi à la confrontation avec les agitations actuelles des chômeurs et précaires.

Cependant, comme nous l'avions observé lors des derniers mouvements les plus importants⁶⁸, cela ne se traduit pas par une absence d'élaboration politique des prolétaires les plus

68 En France et en Belgique : cf. les grèves des cheminots de 1986, des ouvriers de Peugeot-Sochaux en octobre 1989, des ouvriers de Renault-Cléon à la fin 1991, la lutte des ouvriers belges contre le Plan global de l'automne 1993 et celle des travailleurs au sol d'Air France en octobre de la même année, la grève des ouvriers de Gec-

engagés. A l'instar de ce que nous avons relevé lors de ces grèves, même au sein de certains comités de chômeurs et précaires la discussion politique est animée. Le besoin de traduction politique des idées produites ou/et vérifiées par les agitations demeure pressant. Pourtant la confiance en soi fait défaut, la délégation reste la règle et l'expression politique tarde à voir le jour.

Le syndicalisme recouvre ainsi d'un épais filet de débouchés faussement réalistes et raisonnables (revendications + négociations) l'aspiration des prolétaires avancés à l'indépendance et à la lutte politiques couvrant l'intégralité de la condition d'exploité.

Nombreux sont les prolétaires qui considèrent que le nouveau syndicalisme est un moindre mal par rapport à l'inaction, la soumission ou la révolte romantique sans issue. Toujours dans le numéro 7 de *Mouvement communiste*, nous avançons une explication :

« La période charnière s'étire indéfiniment ; la contre-révolution marque à nouveau des points précieux et le prolétariat mondial est tombé à son plus bas niveau matériel et politique de la période. Et ce, alors même que le capitalisme ne parvient pas à s'arracher aux déterminations qui l'astreignent à une survie marquée par un faible taux général d'accumulation. Ses crises se succèdent, la concurrence s'exacerbe, les anciennes aires géopolitiques ne cessent de se redéfinir dans le sang et la douleur, les guerres localisées se bousculent, chaque jour qui passe est porteur de menaces supplémentaires à la condition prolétarienne. Malgré cela, le prolétariat mondial s'enfoncé toujours davantage dans sa crise politique, alors que sa puissance productive n'a jamais été aussi élevée. »

L'inhibition de la qualité politique des luttes procède donc, nous en sommes convaincus, de la poursuite d'une "période charnière qui s'étire indéfiniment". Période⁶⁹ qui impose aux communistes d'intervenir au sein de ces mouvements en brandissant plus que jamais l'arme de la critique du syndicalisme et de l'émasculatation par ce dernier des luttes du prolétariat.

QUELLE CRITIQUE DU SYNDICALISME ?

La critique du syndicalisme ne doit cependant pas s'ouvrir sur un rabâchage obsessionnel fait d'exhortations permanentes à la révolution (mot, aussi creux qu'inopérant dans les circonstances présentes), ou, pire, sur la négation de toute revendication particulière. Ce que nous visons par nos critiques n'est pas la recherche de l'amélioration — toujours réversible — de la condition d'exploité mais le syndicalisme qui sépare les combats défensifs de la perspective politique communiste pour ensuite les intégrer dans les multiples dispositifs de la démocratie sociale du capital. Le syndicalisme fait de la lutte économique, inévitable du point de vue objectif des rapports entre vendeurs et acheteurs de la force de travail, un choix, un horizon voulu et conçu comme indépassable, se suffisant à lui-même. C'est cela qui doit être combattu.

Mais le syndicalisme ne peut jouer ce rôle (que nous critiquons) que s'il y a existence de luttes. Mais quel pourrait être le devenir de la lutte sans ce carcan ?

A la longue, si elle parvient à se dégager des multiples impératifs de la valorisation et à se généraliser suffisamment, la lutte ouvrière peut, durant une phase d'accumulation "normale" du capital, la remettre en cause, donc, provoquer, entre autres, une chute du PIB. Cependant, il est vrai que, jusqu'ici, jamais la lutte ouvrière (faute de se muer en lutte révolutionnaire ouverte) n'a su convertir une crise périodique de la valorisation en une crise générale catastrophique pour le capital. Inversement, quand la lutte ouvrière se tasse et aboutit à une élévation générale des salaires réels, elle peut à terme provoquer une accélération de la

Alstom de Belfort et Bourogne de novembre-décembre 1994, les grèves ouvrières du printemps 1995 et celles de la fonction publique de novembre-décembre de la même année, les conflits longs de Renault-Vilvoorde et des Forges de Clabecq en 1997.

⁶⁹ En France, l'année 1997, a été marquée par nombre annuel d'heures non travaillées pour cause de grèves le plus bas depuis 1935.

valorisation et par là même un accroissement du PIB. Mais pour que cela se réalise, il faut la présence, avant ou peu après l'octroi de la hausse des salaires, d'au moins un ingrédient : une progression de la productivité du travail social capable de résorber intégralement la hausse des salaires. Il ne faut pas oublier une autre possibilité ; une circonstance que nous avons souvent rencontrée dans les années '60 et '70 des deux côtés de l'Atlantique : la dépréciation des salaires réels par l'action étatique sur le levier monétaire. Ladite manœuvre s'articulait habituellement selon deux axes : d'une part, l'accroissement de la pression fiscale sur les salaires afin de redistribuer aux entreprises ce que les ouvriers leur avaient arraché par les luttes ; d'autre part, la dévaluation unilatérale qui renchérisait les marchandises importées rentrant dans la consommation improductive de l'ouvrier, pouvant être rattrapée partiellement et seulement dans un deuxième temps par les différents mécanismes d'échelle mobile des salaires en vigueur. Le sens politique des " jeux statistiques " consiste à rappeler précisément cela : même des hausses très importantes des salaires réels, même l'obtention (très hypothétique, au demeurant) d'un revenu généralisé garanti décent ne peuvent pas en soi mettre à mal le capital. Rappeler l'exemple de l'Autunno caldo italien revient à dire que, si le PIB de ce pays a baissé à ce moment, cela n'était pas dû aux hausses des salaires mais à des luttes ouvrières qui se sont éternisées, qui ont gardé une étendue appréciable, qui ont su se sortir de l'emprise des " compatibilités " avec l'ordre de l'usine, qui ne se sont pas limitées à remettre en cause le simple rapport salarial mais ont investi l'ensemble des conditions de l'exploitation (rythmes, organisation du travail, structure du commandement d'usine, qualifications, etc.). A contrario, l'absence d'un tel mouvement en France après mai '68 n'a pas rendu la forte augmentation des salaires réels arrachée par les ouvriers préjudiciable à l'accumulation du capital dans ce pays, d'où une hausse du PIB concomitante à la hausse des rémunérations.

Pourtant, le syndicalisme est bien l'une des idéologies les plus pernicieuses pour la perspective révolutionnaire. Nous réfléchissons à ce sujet depuis de longues années sans pour autant être parvenus à rien de plus qu'un affinement de la critique du syndicalisme et de ladite séparation. Mais peut-il en être autrement, étant donné la faible activité prolétarienne de ces dernières années ? Mais revenons-en à la critique du syndicalisme et de l'opposition lutte économique/lutte politique. A ce propos, il est intéressant de rappeler que Lénine, dans son fameux ouvrage " Que faire ? ", introduit une thèse erronée mais fort utile pour une telle critique. Thèse par ailleurs largement partagée par l'ensemble du mouvement ouvrier issu de la deuxième Internationale (y compris ses courants les plus radicaux) que Lénine se limite à faire sienne au plan théorique mais qui n'a pas toujours été appliquée à la lettre - fort heureusement - par les Bolcheviques dans leur action pratique. Grossièrement, d'une part Lénine nie que la conscience révolutionnaire puisse surgir spontanément de la lutte quotidienne contre l'exploitation, ce qui - cela dit en passant - est à l'opposé de ce que nous pensons ; d'autre part, il infère que la lutte de défense des ouvriers génère mécaniquement (en l'absence du parti etcetera, etcetera) une conscience politique de type trade-unioniste, de nature réformiste.

En poursuivant sur les rails de son raisonnement, on arrive peu ou prou à ce résultat : de la stricte défense collective des intérêts matériels des prolétaires n'émane qu'une expression politique réformiste et non révolutionnaire. La révolution relève ainsi du Politique dans son acception la plus abstraite, c'est-à-dire extérieure aux rapports de production. La " conscience " ne pourrait donc apparaître qu'en étudiant le marxisme, hors des portes des usines. On est loin de Marx pour qui " le communisme surgit spontanément du sous-sol de la société ", pour qui la lutte défensive est une " école de communisme " dont le résultat le plus significatif est " l'union grandissante des prolétaires ". En revanche, chez Lénine ou Bordiga, le réformisme ouvrier se voit créditer d'une supériorité " ontologique " car il naît et se reproduit par l'existence même du rapport de production capitaliste. Ainsi, d'une certaine

manière, le réformisme n'a pas besoin d'investir le champ de la Politique institutionnelle ; il peut, en effet, rester sur le terrain du syndicat sans en être nullement diminué. Le Politique, comme à la belle époque des Unions anglaises, se voit réduit à une simple appendice parlementaire, certes utile lorsqu'il faut porter le combat sur ce terrain. Chez Marx, la question de la corrélation entre les bases matérielles du réformisme ouvrier et de la révolution est posée d'une façon autrement plus complexe et elle apparaît dans ses multiples écrits sous plusieurs facettes. La critique de Marx à l'économie politique (et aux Unions anglaises, on pourrait ajouter) vise entre autre à " détruire cette séparation, pour démontrer comment une forme économique apparemment pure et le pouvoir, c'est-à-dire le Politique, sont en relation ".

Mais chez Marx aussi, on trouve la première définition claire de la distinction entre lutte économique et lutte politique. Comment parvient-il à concilier les deux ?

Premièrement, nous sommes convaincus que la critique de Marx du mode de production est fondée sur l'idée, de multiples fois répétée par lui, que le secret enfin dévoilé du fonctionnement général et de la reproduction de la société capitaliste réside bien dans l'acte de consommation productive de la force de travail, c'est-à-dire au sein de l'usine, lorsque le capitaliste met en mouvement et utilise la puissance créatrice de l'ouvrier collectif dans le procès de travail (procès de production immédiat). Si tel est le cas, il s'avère superflu d'aller chercher le fondement de la " conscience " ailleurs que dans les très nombreux et multiformes ateliers de la production sociale, ailleurs que dans la lutte quotidienne contre la machine, le commandement d'usine, l'organisation du travail concret.

Deuxièmement, dans le domaine de la circulation, c'est-à-dire pour l'ouvrier, de la lutte sur le marché du travail pour s'assurer un meilleur traitement salarial, la mystification intrinsèque de la marchandise et des lois de l'échange d'équivalents agit pleinement.

D'où l'existence d'une confortable place objective pour un combat qui se situerait entièrement et exclusivement sur le terrain de la négociation d'un salaire " plus équitable ", moins pénalisant pour l'ouvrier. D'où la présence d'une remarquable assise concrète pour le réformisme ouvrier. La lutte défensive de l'ouvrier peut en effet se borner à cela et demeurer à la surface du rapport de production capitaliste, contestant uniquement les termes de l'échange entre marchandises ou effleurant simplement les modalités de l'utilisation de la force de travail par le capitaliste, une fois louée par ce dernier sur le marché du travail. Dans ce cas, la critique pratique des ouvriers de leur propre condition n'investit la force de travail que comme valeur d'échange tandis qu'elle touche très marginalement sa nature de valeur d'usage spéciale - capable de créer une nouvelle valeur - et se donne spontanément l'expression la plus adéquate pour cela : le syndicalisme réformiste.

A l'inverse, quand l'ouvrier collectif réagit massivement, outre que contre les conditions particulières de la location de sa force de travail par le patron, contre l'emploi de sa puissance productive dans le procès de travail, là, en radicalisant son combat, en pointant, au moyen d'une lutte qui ne ferait aucun cas des fameux impératifs de la valorisation, toujours davantage de caractéristiques spécifiques de son exploitation, il peut enfin accéder à la " conscience " révolutionnaire. Ce n'est pas une question de " quantité " de luttes (heures de grève, extension du conflit, etc.), mais d'intensité de la lutte, de degré d'indépendance vis-à-vis de la production de marchandises dont les ouvriers feraient concrètement preuve. Ce n'est pas non plus essentiellement une question d'objectifs : on peut lutter pour le salaire ou pour des tas d'autres objectifs " légitimes " de plusieurs façons... Et, pour finir, ce n'est pas non plus une question de forme d'organisation, si nous partons du présupposé matérialiste que celle-ci est plus largement le produit des luttes plutôt que son instigatrice.

A plus forte raison, il ne serait pas justifié d'envisager un dépassement des limites syndicales réformistes de la lutte ouvrière par " l'initiative extérieure 'd'une organisation politique indépendante du prolétariat' ". Quand nous parlons « d'une organisation politique

indépendante du prolétariat », il faut entendre par là la forme aboutie du combat de classe, le produit politique mur de la lutte radicale. Organisation et lutte politique donc parce que, en cohérence avec les considérations qui précèdent, l'Economique " pur " n'existe pas. Un mot encore sur la dynamique du dépassement du stade économique au stade politique de la lutte ouvrière. Si l'intensité, disons, " radicale " d'une lutte peut en effet varier dans un sens comme dans l'autre, toute lutte ouvrière défensive contient objectivement en elle un signe politique dominant, réformiste ou révolutionnaire (ce qui n'exclut pas, dans certaines circonstances, la cohabitation des deux). Toute lutte défensive est à la fois économique et politique ou encore tout combat économique est finalement politique. En revanche, jusqu'à un certain point et pendant un temps donné, tout conflit ouvrier peut voir cohabiter en son sein ses deux expressions politiques canoniques plus ou moins formalisées. Naturellement, cohabiter ne signifie pas évoluer et agir de commun accord. Par conséquent, lors de luttes, on peut assister à un dépassement du cadre réformiste ou encore à un repli sur des positions réformistes. Comment interpréter autrement, par exemple, l'Autunno caldo italien ? Voilà, très succinctement, des grèves initialement suscitées par les syndicats d'état sur des objectifs " raisonnables " qui se transforment rapidement en un formidable creuset pour l'autonomie ouvrière et ses multiples expressions politiques et qui, in fine, refluent en engendrant un résultat généralement " trade-unioniste " résumé par l'établissement du débouché institutionnel du " Statuto dei lavoratori ".

Peut-on alors, à la mode des léninistes, en fondant l'analyse du mouvement sur son issue, décréter que celui-ci était de fond en comble " syndical " et jamais politique ?

Peut-on aussi, à la mode de certains ouvriéristes, définir l'ensemble de ce mouvement comme un combat politique offensif stoppé par la répression et la trahison de la gauche du capital ?

Non dans les deux cas.

A l'évidence, ces grilles d'analyse ne tiennent pas la route car elles simplifient à l'excès une réalité qui s'est avérée autrement plus complexe que leur description du phénomène. Le syndicalisme réformiste ouvrier, toujours proposé encore et encore par la dynamique des luttes défensives (cf. la formation de Solidarnosc, du NUM-COSATU, du KCTU coréen ou encore des embryons de syndicats clandestins en Chine, etc.), à notre époque (phase historique de la domination réelle du capital sur le travail) ne parvient que très exceptionnellement et pour de courtes périodes à se doter d'une structure et d'un programme différents de ceux d'un secteur des classes dominantes. En revanche, avec l'essor et le développement de la démocratie sociale rendue possible par l'extraordinaire accumulation de capital qui a suivi les deux guerres mondiales et l'introduction massive du machinisme dans le procès de travail, les instituts anciennement réformistes ouvriers indépendants se sont progressivement transformés en organes de l'état. Ainsi, le réformisme ouvrier, qui renaît régulièrement des luttes de classes, ne trouve plus aucune voie déjà tracée pour s'exprimer et par conséquent renonce à s'incarner durablement en une forme organisée. Pire, chaque fois qu'il s'y essaie, ses expressions incarnées, en règle générale, rallient assez rapidement l'état en contribuant à le dépoussiérer et s'intègrent aux mécanismes de la démocratie. Voilà le constat commun que l'on peut faire tout au moins de chaque vague de lutte ouvrière de l'après-guerre. A notre connaissance, il n'y a pas eu de contre-exemples. Du coup, la mise sous un même toit, même fortement conflictuelle, à la mode des trois Internationales du passé, d'un réformisme ouvrier de plus en plus improbable et d'une révolution prolétarienne historiquement très affaiblie n'a plus aucun sens (si tant est qu'il l'ait eu autrefois). A moins de troquer les syndicats et les partis d'état de gauche pour les héritiers légitimes du réformisme ouvrier d'antan et les expressions adéquates pour celui de nos jours. Dans ce cas, il suffit de réitérer l'une des formules tactiques du passé (qui par ailleurs ont échoué dans leur totalité...) pour faire basculer le réformisme ouvrier dans le camp de la révolution et aller se coucher tranquillement.

Mais notre réflexion nous amène à des conclusions diamétralement opposées. Pour nous, en effet, les différents organes de la démocratie sociale, les instituts de l'intégration capitaliste des prolétaires constituent la première ligne de l'armée de l'adversaire de classe et doivent être traités en conséquence. C'est l'enseignement que nous tirons notamment de l'observation de la vague mondiale de luttes ouvrières autonomes des années '60 et '70. En marge de ces considérations, il est également intéressant de noter que le développement de la démocratie sociale dans l'entreprise avec son dense réseau d'instituts propres au vingtième siècle et l'affirmation complète de la domination réelle du capital sur le travail à l'échelle de l'ensemble de la société introduisent sur les lieux de travail des mécanismes d'égalisation politique des et entre l'ensemble des salariés. Il s'agit, bien entendu, de "soins palliatifs" à l'exploitation, en rien susceptibles de l'éliminer ou encore de l'atténuer. Désormais, au sens de l'idéologie dominante, et particulièrement de ses variantes social-démocrates et staliniennes, l'ouvrier acquiert au sein même de l'usine les facultés propres au citoyen. Le salarié peut, fort de ses nouvelles prérogatives sacrées par les lois et protégées par l'état, introduire des éléments d'égalité politique sur son lieu de travail, potentiellement suffisants pour faire reculer ici même la dictature du patron et de son mode de production. Ainsi, dans l'atelier s'exercerait la nouvelle bataille civique décisive visant à émanciper politiquement le salarié via l'extension d'un épais tissu de "nouveaux droits".

L'ouvrier-citoyen est par-là confronté à la mystification démocratique qui s'ajoute singulièrement au traditionnel despotisme de la machine et du surveillant de la production. La dichotomie classique entre démocratie dans la société et dictature dans l'usine s'estompe. Mieux, la dictature du capital dans l'usine devient plus complexe et s'enrichit de l'application du principe démocratique jusqu'aux derniers degrés de la production sociale. De prime abord, naturellement, cela rend la lutte ouvrière plus difficile, mais, sur un plan dynamique, il la rend plus mûre, plus capable d'investir et critiquer pratiquement l'ensemble des rapports sociaux basés sur la valorisation. Confrontée à ces nouvelles caractéristiques de la domination du capital, la lutte ouvrière indépendante devient plus difficile et doit faire preuve tout à la fois de davantage d'exigence, d'organisation, de détermination et de lucidité. Le combat mortel contre la démocratie dans l'entreprise devient un front décisif dans la guerre de classe ; mené avec cohérence, il trace une ligne de démarcation nette et infranchissable entre le parti de classe et le parti du capital. Du point de vue de la formation de la conscience, l'insertion de la mystification démocratique à proximité immédiate de l'exploitation renforce la thèse qui est la notre que directement sur son lieu du travail l'ouvrier dispose de tous les éléments nécessaires pour se faire une idée critique précise de la totalité de la société du capital. Il suffit qu'il observe sans les œillères de l'idéologie ce qui se passe là même où on l'exploite.

QUELLE CENTRALISATION ?

Les structures prolétariennes indépendantes, lorsqu'elles existent, doivent éviter le piège de la délégation de la lutte défensive à des organes préposés ou prédisposés à cette fin par l'adversaire. Il ne s'est vérifié nulle part que, pour que la classe exploitée en lutte puisse vaincre, elle devait s'armer d'une panoplie complète et hiérarchisée d'instituts, chacun correspondant aux terrains spécifiques de la guerre sociale. Tout au long de l'histoire réelle du mouvement ouvrier, on a eu à faire à toutes sortes de combinaisons : des partis ouvriers sans ou avec syndicats, des syndicats plus ou moins politisés sans ou avec un parti, des conseils ou des milices sans ou avec parti et/ou syndicat, etc., et aucune alchimie organisationnelle n'a démontré être un gage suffisant de la victoire. En revanche, même lorsque les différents champs de bataille sur lesquels se joue le destin de la condition ouvrière engendrent des organes *ad hoc*, la dynamique du mouvement, si elle n'est pas interrompue, tend toujours à leur unification, à leur fusion au service de la concentration maximale des forces prolétariennes disponibles, processus nécessaire quand les affrontements deviennent décisifs.

Les structures prolétariennes indépendantes produites par la lutte de classes doivent assumer et mener en première ligne le combat politique révolutionnaire en le reliant à sa base matérielle : la bataille quotidienne pour la défense des intérêts “ économiques ” des prolétaires.

C'est seulement lorsqu'un tissu suffisamment solide, étendu et représentatif d'organes de cette nature aura fait son apparition que nous aurons accès aux clés de la solution pratique de la question de la formation de l'organisation politique indépendante du prolétariat. D'ici là, il convient de concentrer toutes les forces disponibles sur le terrain de la constitution d'un réseau de comités politiques ouvriers. Renvoyer à des temps meilleurs, où les conflits de classes seraient plus porteurs de communisme, le démarrage du processus d'auto-constitution politique du prolétariat, signifie tout bonnement y renoncer pour toujours. A ce propos, rien ne serait plus néfaste que de considérer que nous en serions à l'étape de la lutte économique et que nous pourrions entamer l'étape du combat politique seulement une fois achevée complètement celle-ci. Cela reviendrait à défendre l'idée que la lutte politique révolutionnaire est indépendante des rapports de production et des tensions qui les traversent. Une lutte politique abstraite du chaudron de la guerre quotidienne, incessante, entre ouvrier et machine, entre prolétaires et capital, ne connaîtrait d'autre issue que le terrorisme façon Brigades Rouges ou l'électorisme façon Lutte ouvrière. En outre, la prolifération d'un syndicalisme plus ou moins “ alternatif ” ne constituerait, en aucune manière, une étape dans ce processus. Ce dernier représente, au contraire, un obstacle majeur sur le chemin escarpé qui a été indiqué. Aujourd'hui, une telle conscience des choses n'est malheureusement que trop rarement partagée par les éléments les plus radicalisés du prolétariat. Ces temps-ci, nombreux sont ceux parmi eux qui préfèrent réduire leur action au syndicalisme dit alternatif, se trouver un espace dans la cage syndicale et jeter toutes leurs forces dans la prolifération d'actions ultra-minoritaires, de propagande, ayant pour but de “ sensibiliser ” les frères de classe pour les “ entraîner ” dans la lutte. Aux faux raccourcis syndicaux s'ajoutent les fragiles soupapes d'une colère exprimée de façon inoffensive et éphémère par des actions coup de poing menées à quelques-uns au nom de ceux que l'on prétend représenter. Et en espérant que les médias les remarqueront... La passivité politique du repli sur le syndicalisme se marie ici avec la protestation velléitaire et l'avant-gardisme, pire même se réduit à une imitation grotesque, à une caricature de la lutte de classe. Le tout accompagné par une criante méconnaissance du terrain et des rapports de forces réels. Les agitations de sans réserves en ont fourni une nouvelle illustration grandeur nature.

MATERIAUX D'INTERVENTION

TRACT

Accepter l'austérité, les licenciements et les augmentations de productivité aujourd'hui : c'est préparer toujours plus de mesures anti-ouvrières pour demain !

Ouvriers, camarades,

La capacité de production des divers groupes automobiles européens est de l'ordre de 18 millions de véhicules par an alors que le niveau des ventes en Europe s'établit à environ 13 millions de véhicules.

Les nouvelles mesures de restructuration annoncées par la nouvelle direction et négociées actuellement avec les syndicats prennent corps dans ce contexte automobile européen en nette surcapacité.

En terme de coût salarial, l'usine de Forest occupe l'avant-dernier rang dans le groupe VW, juste devant le site de la maison mère de Wolfsburg. De multiples tâches effectuées jusqu'alors par les différents sites de production de VW sont désormais sous-traitées ou en passe de l'être (informatique, logistique, comptabilité,...).

Suite aux mauvais résultats de l'exercice précédent (de zéro à trois milliards de FB selon les sources), la production du site de Forest devrait passer de 232.500 voitures par an à 213.700 (Golf et Seat Toledo confondues), soit une réduction de 8,1%. Sur les sites allemands de Chemnitz et Wolfsburg la diminution sera d'environ 6%, tandis que le site de Bratislava verra sa production de Golf augmenter en raison de coûts salariaux très faibles (de l'ordre de 75FB de l'heure pour un ouvrier) relativement aux autres sites.

C'est dans ce contexte donc que la direction de VW tente de vous imposer et de vous faire payer une nouvelle restructuration en licenciant de 800 à 1300 travailleurs ayant principalement des contrats à durée déterminée, en essayant d'introduire la semaine de six jours, en élargissant le cadre des mesures disciplinaires déjà existantes (interdiction de fumer, d'avoir un GSM dans l'enceinte de l'usine, d'écouter un walkman, etc.). Cette offensive de la part du patron, jamais à court d'idée quand il s'agit de défendre son profit, est largement et une fois de plus relayée par les divers syndicats bien complaisants à son égard " *Tout le monde est convaincu qu'il faut faire un effort* " notait M. Gaston Seelen de la CSC le 03/02/99 dans Le Soir.

Avec environ 1000 travailleurs de moins, vous aller devoir produire 200 voitures par jour en plus de la production actuelle. Cela signifie que ceux qui resteront devront travailler jusqu'à 40% de plus et sans augmentation salariale. Même si les principaux problèmes liés au lancement des nouveaux modèles sont en grande partie résolus et que de ce fait leur production nécessite moins de personnel, cette brutale augmentation de productivité (qui se traduit ici par l'augmentation de l'intensité de l'exploitation) constitue une attaque frontale de la part de la direction.

Si la direction et les syndicats arrivent à faire passer une augmentation de productivité de 40% ou même de 20%, le résultat n'en constituera pas moins une défaite pour l'ensemble des travailleurs de VW Forest (et pour l'ensemble de la classe ouvrière belge).

Face à cette attaque, les syndicats proposent le chantage habituel de la transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée en recourant à la prépension. Chaque fois que cet argument a été avancé par les syndicats, il s'est agi de faire pression sur les " vieux " pour qu'ils laissent la place aux " jeunes " et la réalisation effective en a toujours été une embauche de quelques jeunes pour un débauchage massif de " vieux " travailleurs ou les deux catégories voyaient de fait leur salaire baisser considérablement. Comme à Cockerill en 96 ou face au licenciement de 2000 personnes avancé par la direction, les syndicats proposaient de réduire les salaires de tous les travailleurs pour embaucher ... 46 jeunes.

D'autre part, à travers les mesures avancées, la direction espère régler définitivement le compte au reste des 121 travailleurs traités de " perturbateurs " (la fameuse liste noire) lors de l'arrêt de travail déclenché quand une ouvrière avait été victime d'une rupture d'anévrisme alors que le médecin de l'usine avait refusé de l'examiner. Pour rappel, c'est aussi à cette occasion que la centrale des métallos FGTB (ainsi que tous les syndicats présents à Forest) déclarait ne plus vouloir soutenir et financer des " grèves sauvages " ...

C'est pour toutes ces raisons que les travailleurs avec des contrats à durée indéterminée (qui pourraient se croire à l'abri des licenciements) sont eux aussi durement et directement touchés par ces licenciements.

Votre seule chance face aux patrons (belges ou allemands) et aux syndicats est de vous organiser (tous types de contrats confondus) pour mener une lutte intransigeante contre ces licenciements et contre la dégradation de vos conditions de travail.

La croyance répandue largement par les syndicats qu'un nouveau "plan social" serait une garantie contre le licenciement et serait indispensable pour la survie de VW est un mensonge.

Rappelez-vous la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde. Les travailleurs de Vilvorde (dont plusieurs travaillent actuellement à Forest) étaient pourtant les champions toutes catégories de la qualité, de la flexibilité, du nombre de voiture produite par salarié, de la modération salariale (pas de revendication d'augmentation salariale depuis près de 20 ans) au sein du groupe Renault. Même la trop fameuse pyramide des âges leur était favorable (37 ans en moyenne), contrairement à de nombreux autres sites. Et pourtant, cela n'a aucunement empêché la fermeture de l'usine.

Il est évident que "partager" le travail, faire des sacrifices salariaux, ne permet pas comme le prétendent les syndicats, le patronat et les partis politiques de relancer l'embauche, ni d'empêcher de nouveaux licenciements.

Le but des patrons de VW est de diminuer au maximum les coûts de production de l'usine. Pour cela, ils sont prêts à faire toutes les économies possibles en jouant à fond la carte de la concurrence entre les différents sites VW. Ces économies ne peuvent se faire que contre vous.

Dans les moments où le capital ne parvient plus à s'accroître à un rythme soutenu, la croyance que les concessions, les efforts, les soumissions aux règles de l'entreprise et à ses buts seront prises en compte par le patron vole en éclat. Que dire alors lorsque le capital n'augmente plus, voire régresse.

C'est seulement en affirmant vos revendications et celles des ouvriers en passe d'être licenciés, par delà toutes les différences (de langue, d'origine, de statut, de sexe, ...) que vous pourrez tenter de résister aux incessantes offensives patronales relayées par les valets de l'Etat et des patrons que sont les syndicats.

Contre les licenciements et les dégradations des conditions de travail.

Seule la lutte fondée sur l'organisation prolétarienne peut payer.

Défense intransigeante du salaire réel.

M.C. 03.99

NOTES INTRODUCTIVES

A PROPOS DE L'ASSASSINAT DE SEMIRA ADAMOU (LE 22 SEPTEMBRE 1998) ET AUTOUR DES PSEUDO MOUVEMENTS DE DEFENSE DES « DEBOUTES » ET « SANS PAPIERS ».

La question essentielle posée par l'assassinat d'Etat de Sémira Adamou n'est pas celle de l'adaptation plus ou moins radicale des modalités d'expulsion des « refoulés du droit d'asile », mais celle même de la libre circulation des travailleurs dans la division internationale du marché de la force de travail. Ce qu'il y a d'émblématique dans ce dernier avatar des scandales à la belge est d'une part Sémira en tant que représentante, même « involontaire », de tous les « exclus » de par le monde cherchant de meilleures (moins mauvaises) conditions de vie et d'autre part, la coresponsabilité de tous les partis parlementaires et de leurs officines humanitaires et légalistes, dans la logique de l'expulsion et du contrôle des frontières qui ne peut mener qu'à l'assassinat des prolétaires surnuméraires, et /ou à leur refoulement vers le pays d'origine qui n'offre la plupart du temps que l'alternative de la mort lente.

Le vrai scandale est moins l'assassinat légal de Sémira que la vague d'indignation de ceux-là même qui ont organisés, codifiés et légitimés la nécessité de la sélection des immigrés, et donc de l'expulsion programmée de ceux désignés comme « déboutés », c'est à dire mis à la merci de tout l'arsenal répressif, et ce jusqu'à la mort.

C'est bien cette logique à deux détenteurs, d'une part l'assimilation pour ceux jugés bons, et d'autre part la liquidation quelle que soit la forme plus ou moins légère ou diplomatique de ceux jugés excédentaires, que peu ou prou défendent tous les gestionnaires de l'ordre capitaliste. Et ce bien entendu, quelles que soient les justifications à posteriori et le caractère plus ou moins arbitraire des agents de l'Etat chargés d'une telle sélection/expulsion. Il est à noter que c'est un syndicat de la gendarmerie qui a dévoilé le fait qu'un des gendarmes inculpés et laissés en liberté, pour coups et blessures ayant entraînés la mort sans intention de la donner, étaient un « spécialiste de la chose », déjà réprimandé pour ces techniques musclées.

Les variations entre les deux pôles de cette même politique ne servent qu'à présenter démocratiquement les exigences univoques de la dictature capitaliste. C'est pourquoi aussi les refoulés et autres sans papiers, comme le cas de Sémira l'a dramatiquement montré, sont les otages coincés entre les deux faces de cette politique à la Janus.

Le SP/PS représentant de plus en plus ouvertement le Régional-socialisme à la belge (le SP appliquant pas à pas la politique réclamée par le Vlaamse Blok) fait figure de père fouettard avec Tobback/Vandelanotte/Vandenbossche, les Lignes humanitaires et autres gauchistes en contre-feu des « dérapages » inévitables d'une telle politique.

L'unicité de cette dernière s'exprime dans le fait partagé par tous des exigences de la gestion du marché de l'emploi, c'est à dire du contrôle plus ou moins vigoureux des flux migratoires. Dans une situation économique où le marasme peut rapidement se transformer en crise financière et productive d'une grande intensité, où les perspectives sont chaque fois revues à la baisse et où le spectre de la persistance du chômage peut devenir la réalité de son redéveloppement, la question du marché de la force de travail (appelée marché de l'emploi) devient l'enjeu de toute politique économique et répressive du capital.

C'est autour de 1991, juste après les émeutes bruxelloises et suite aux demandes réitérées du Vlaamse Blok que l'Etat a mis au point sa nouvelle politique de sélection et d'expulsion des illégaux. A cette époque, on comptait 904 000 étrangers réguliers et les clandestins étaient estimés entre 50 000 et 100 000 (source BIT-Genève 1995). Ceux-ci se retrouvaient

essentiellement dans les secteurs de la construction, de l'agriculture, des services (restauration, hôtellerie, nettoyage) et de la confection, secteurs où le caractère saisonnier et la spécificité du travail, nécessitent plus qu'ailleurs une main d'œuvre docile et flexible.

Que cela soit par les nécessités de sa flexibilité, de sa précarisation par l'ensemble des mesures autour des 35 heures, de l'intérim, du travail «gris» voire de l'économie souterraine et caritative appelée sociale, ou par l'élimination (dont les sans papiers offrent toujours la meilleure légitimation) de la fraction surnuméraire inadéquate aux exigences du marché de l'emploi, **il s'agit toujours d'agir à la baisse sur le prix de la force de travail.**

La légalisation de certains sans papiers en France a eu entre autre cette fonction de légaliser une fraction de la classe ouvrière qui coûte moins chère, générant et amplifiant par là la concurrence à l'intérieur du prolétariat, amenant une baisse des salaires réels et une désagrégation des « avantages sociaux » (salaire indirect).

La fonction de la légalisation des sans papiers comme la structuration légale du travail au noir (cf. les fameux ALE), ce qui en partie rend celui-ci moins attractif pour l'employeur, est de diminuer le prix de la main d'œuvre par la pression à la baisse sur les salaires pour ceux qui ont encore un travail et pour les chômeurs agir, au moyen de la concurrence, sur leurs conditions de vie et leurs allocations.

Il nous faut signaler l'extrême diversité des statuts des travailleurs irréguliers ; des clandestins sans aucuns papiers, des touristes séjournant régulièrement sans permis de travail, des étudiants étrangers travailleurs occasionnels en passant par ceux en attente d'une décision concernant le recours ... jusqu'au travailleur régulier arrondissant son salaire par du travail non déclaré.

Cette hétérogénéité des situations rend encore plus difficile une résistance collective, chacun s'accrochant à sa situation car celle-ci pourrait être pire.

S'il y a donc des immigrants clandestins, d'autres sont en situation irrégulière disposant d'un droit de séjour plus ou moins conforme administrativement.

Il s'agit là des vieilles recettes néo-libérales visant à lutter contre ce qu'ils appellent le « chômage volontaire », c'est-à-dire les encore trop bonnes conditions faites à ceux qui sont au chômage.

Dans ces politiques de dérégulation programmée, la politique d'Etat visant à la sélection des immigrants est un élément majeur de la gestion du marché du travail. Tout le monde sait par ailleurs que la légalisation par octroi des papiers ou par la nationalité avec assimilation vérifiée n'enraye en rien le flux de nouveaux arrivés poussés non par l'attrait des paradis démocratiques mais par l'enfer des conditions vécues dans les pays périphériques du MPC. Selon certaines sources, il serait toujours plus ou moins 20 000 par an à entrer clandestinement en Belgique.

Dans le cas belge, il est à noter l'absence lourde d'un réel mouvement qui s'attaquerait à la racine du problème : les conditions de vie et de travail, chaque fois plus précaires.

L'orchestration de l'émotion suscitée par la mort de Sémira n'a servi qu'à voiler l'intensification du terrorisme d'Etat et la fascisation de certains secteurs de l'appareil d'Etat. Les pleureuses gauchistes ont ainsi réalisé un beau coup médiatique inversement proportionnel à l'apathie générale concernant le sort des clandestins. Poussant la jeune nigériane en avant (trois jours avant sa mort elle passait à la télévision à visage découvert, ce qui ne pouvait être pris que comme une provocation par les secteurs les plus répressifs de l'Etat), ils se sont autant servis d'elle vivante que morte pour infléchir les modalités de l'application des lois fascistes et ainsi se donner une nouvelle crédibilité à défaut de réels mouvements.

Nous avons déjà largement critiqué le mouvement des sans papiers en France ; la caricature microscopique de celui-ci en Belgique n'aurait pu exister sans la mort de Sémira.

Même les mots d'ordre avancés par ces repousseurs de la gauche du capital ont été immédiatement appliqués par l'Etat montrant ainsi sa capacité d'adaptation.

« Tobback démission ! ».

Il a démissionné et en est donc sorti moralement grandi.

« Fermeture du Centre 127 bis. »

Celui-ci a été du jour au lendemain vidé des refoulés du droit d'asile en en faisant ipso facto des clandestins car ils avaient 5 jours pour quitter le territoire.

Les expulsions à risque c'est à dire pour le moins violentes ont été, elles aussi, directement mais temporairement suspendues. Pour le reste, l'enterrement ayant eut lieu non seulement religieusement mais également lors du rassemblement de Vottem (nouveau centre d'internement) où ce qui restait d'indignation, certes bien légère en regard de ce que la Belgique avait connu en d'autres circonstances, a pu être purgé quasiment totalement.

Tout peut donc continuer en mieux comme avant puisque les réformistes ont encore une fois pu faire croire au bon peuple que « plus rien ne sera plus comme avant ».

La fonction de la gauche du capital s'est encore une fois avérée efficace dans sa complémentarité avec l'aile plus répressive de l'Etat et dans son appui critique à la logique même des expulsions et du contrôle des frontières.

Tobback avait comme objectif, en application des lois Vandelanotte (son prédécesseur et bras droit, ancien anarchiste !) le refoulement de 15 000 clandestins par an; le résultat effectif tournait autour de 3 000 (ce qui à l'échelle belge est conforme à la pratique des collègues européens).

La confirmation/renforcement, certes amendé dans le sens « humanitaire » grâce à la gauche, de ces lois devrait maintenant atteindre une plus grande efficacité, car les nouveaux refoulements plus « humains » pourront ainsi être plus massifs (on ne pense plus au vols réguliers mais à l'organisation, à la française, de vols charter, et, en remplacement des coussins, on pourra comme chez le voisin hollandais adopter des modalités moins visibles telles les calmants ...). La législation, au cas à cas individuels, de l'acquisition de la nationalité (assimilation des bons) a été assouplie grâce à l'opposition libérale !

Enfin, ce tragique événement permet à l'Etat, en retard sur ses collègues européens, d'envisager une politique plus rationnelle de la gestion des clandestins alors qu'auparavant cette question était laissée dans un flou hypocrite.

Les conditions d'assimilation étant assouplies, la répression contre ceux non assimilables pourra elle aussi être plus rationnelle et systématique.

La gauche du capital (écologistes, gauchistes et humanitaires, tous légalistes) aura ainsi servi par ses exigences de « critères objectifs » à rendre la répression plus efficace et plus conforme aux besoins objectifs du marché de l'emploi.

Il faudra maintenant aux clandestins s'inscrire/se dénoncer préalablement à la commune pour avoir l'espoir d'une régularisation hypothétique. Ils seront ainsi mieux repérés, contrôlés et réprimés.

En négatif, ces derniers événements démontrent ce que sont les élémentaires revendications prolétariennes quant à la défense du salaire réel direct et indirect pour toutes les fractions de la classe ouvrière quelles que soient leurs origines et leurs « statuts » :

- à travail égal salaire égal ;
- la lutte intransigeante contre toutes les discriminations qui divisent et renforcent la concurrence au sein de la classe ouvrière qui en substance est unitaire et internationale ;
- la lutte contre la répression, les expulsions et les contrôles d'identité ainsi que celle contre les faux amis - la gauche du capital - en tant que principal agent de division et de sélection ;
- la revendication classique de la totale liberté de circulation pour tous les prolétaires.

L'agitation effrénée de l'aile radicale des différents comités n'est que l'expression du caractère désespéré et suicidaire (en tout cas pour les clandestins mis en avant) de « leurs actions ». En l'absence d'un vaste mouvement prolétaire luttant à la fois pour le soutien effectif des clandestins et contre les négriers officiels et officieux, l'activisme même violent n'est qu'un faux-semblant renforçant d'autant plus l'apathie généralisée au sein de la classe ouvrière « belge », pour ses frères de classe.

Mouvement Communiste, le 15/10/1998

Annexes

Voici les chiffres officiels des demandeurs du droit d'asile :

1984: 4476
1989: 8176
1990: 12498
1991: 15371
1992: 17535
1993: 26421
1994: 14568
1995: 11655
1996: 12401
1997: 11602
1998: 14030 (prévision : 21500)

Par rapport à cette série, les pourcentages des « acceptés », c'est à dire officiellement reconnus comme réfugiés politiques, sont de :

1993: 5,09%
1995: 10,03%
1997: 12,07%
1998: 13,5%

Les autres sont donc les déboutés du droit d'asile.

Origines des demandeurs :

Yougoslavie (essentiellement Kosovo) : 5 930
Roumanie : 1 130
Congo : 1 079
Ex URSS : 1 043
Albanie : 886

SOMMAIRES DES PUBLICATIONS PRECEDENTES

Nous tenons également à la disposition des lecteurs intéressés les numéros parus des revues qui ont précédé et préparé la création de cette publication : *CAHIERS COMMUNISTES* et *A CONTRE-COURANT*.

| | | |
|---|---|-------------|
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 0 | Hiver 1988/89 | 20FF/150FB |
| <i>Editorial : Pour le mouvement communiste</i> | | P. 3 à 10 |
| <i>Points de repères programmatiques</i> | | P. 11 à 29 |
| <i>Les modalités de l'exploitation capitaliste (I)</i> | | P. 31 à 66 |
| <i>Octobre en Algérie</i> | | P. 67 à 77 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE (hors série) | Avril 1989 | 30FF/50FB |
| <i>Venezuela : Paradis démocratique pour le capital, enfer meurtrier pour les prolétaires</i> | | P. 1 à 28 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 1 | Printemps 1990 | 20FF/150FB |
| <i>Editorial</i> | | P. 1 à 32 |
| <i>Les modalités de l'exploitation capitaliste (II)</i> | | P. 35 à 68 |
| <i>Roumanie : Entre restructuration de l'Etat et poussées insurrectionnelles prolétariennes</i> | (existe également en tiré à part : extrait du n°1 – Avril 1990 – 10FF/50FB) | P. 71 à 104 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE SPECIAL PEUGEOT | Hiver 1990/1991 | 20FF/150FB |
| <i>Un an après : Peugeot, les raisons d'une lutte, les causes d'une défaite.</i> | | P. 3 à 88 |
| <i>Restructuration et agitation ouvrière dans l'automobile</i> | | |
| <i>Tracts</i> | | |
| <i>Annexe : une grande victoire de la technique (Lénine)</i> | | |
| <i>Annexe : le système Taylor, c'est l'asservissement de l'homme par la machine.</i> | | |
| DEUX ADRESSES AU PROLETARIAT SUR LA GUERRE D'IRAK | | |
| Première adresse <i>Pas de guerre sans production capitaliste : POUR ARRETER LA GUERRE, IL FAUT ARRETER L'ECONOMIE</i> | Septembre 1990 | |
| Deuxième adresse <i>La guerre du capital c'est des massacres et la dégradation de la condition ouvrière : ROMPRE LA PAIX SOCIALE C'EST LA SEULE FAÇON DE LUTTER CONTRE LA GUERRE</i> | Février 1991 | |
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 2 | Été 1991 | 25FF/150FB |

| | | |
|---|-------------------------------|---------------|
| <i>De l'annexion du Koweït à la campagne d'Irak : Evaluations et prospective</i> | | P. 5 à 66 |
| <i>Les prodromes des guerres du Golfe</i> | | P. 67 à 82 |
| <i>La question des nationalités aujourd'hui : le paradigme palestinien</i> | | P. 83 à 97 |
| <i>Republication des adresses de MC sur la campagne d'Irak</i> | | P. 98 à 104 |
| <i>Les modalités de l'exploitation capitaliste (III)</i> | | P. 105 à 129 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE (hors série) | Automne 1991 | 10FF/60FB |
| <i>Barcelone, Mai 37 FASCISME ET ANTIFASCISME CONTRE LE PROLÉTARIAT</i> (nouvelle édition) | | P. 3 à 48 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 3 | Hiver 1991- printemps 1992 | 25FF/150FB |
| <i>Crise et marasme économique définissent encore une fois des conditions de l'éventuelle reprise classiste</i> | | P. 5 à 66 |
| <i>Yougoslavie : Derrière la sanglante réalité des mythes nationalistes s'entrevoient la crise mondiale du capital et la concurrence exacerbée entre toutes les classes de la région et au sein de chacune de celles-ci</i> | | P. 65 à 109 |
| <i>Tracts</i> | | P. 110 à 117 |
| <i>A Cléon et au Mans les syndicats bradent la lutte pour le salaire. Contre l'intéressement et la qualité totale (MSP). Pour l'augmentation du salaire de base. Faire payer la crise au patron</i> | | |
| <i>Xénophobie et chauvinisme sont des armes du capital pour diviser les prolétaires. Contre les mesures anti-immigration lutte de classe unitaire et internationale</i> | | |
| <i>Sommaires commentés</i> | | P. 118 à 121 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 4 | Hiver 1992- 1993 | 30FF/200FB |
| <i>Le spectre des émeutes de L.A. vient hanter le rêve américain déjà mis à mal par la profondeur de la crise et la persistance du marasme économique</i> | | P. 5 à 81 |
| <i>En marge de la faillite du stalinisme : La victoire de Lénine</i> | | P. 83 à 127 |
| <i>Tract</i> | | P. 128-129 |
| <i>A Kozlu ce n'était pas un accident. Le capital et son Etat sont responsable</i> | | |
| <i>Sommaires commentés</i> | | P. 130 à 134 |
| <i>Commentaires "à chaud" sur les récentes élections américaines</i> | | P. 135 et 136 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 5 | Hiver 1993- 1994 | 30FF/200FB |
| <i>Editorial : D'une crise à l'autre le capitalisme détruit des masses grandissantes de forces productives</i> | | P. 5 à 57 |

| | | |
|---|-----------------|--------------|
| <i>Luttes de classes : Accords Jéricho-Gaza, l'impasse tragique de la lutte de libération nationale palestinienne</i> | | P. 58 à 69 |
| <i>Théorie : Les modalités de l'exploitation capitaliste (IV) - dernière partie</i> | | P. 70 à 114 |
| <i>Tracts</i> | | P. 115 à 122 |
| <i>Contre la guerre de l'Etat aux immigrés. Unité prolétarienne</i> | | |
| <i>Automobile, l'exemple Chausson. Contre les licenciements et la baisse du salaire, reprendre l'initiative. Faire payer la crise au patron</i> | | |
| <i>Contre l'austérité et le pacte social, faire payer la crise au patron</i> | | |
| <i>Sommaires commentés</i> | | P. 123 à 128 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE (Supplément au N° 5) | Printemps 1994 | 15FF/100FB |
| <i>Air France : Les raisons profondes d'un conflit de classe exemplaire</i> | | P. 1 à 37 |
| <i>Sommaires des publications précédentes</i> | | P. 38 à 42 |
| <i>Tract</i> | | |
| <i>Le PRE de Blanc est pire que celui d'Attali. Pas d'autre solution que de suivre la voie d'Octobre</i> | | P. 43 à 46 |
| Note de mai 1994 publiée dans la seconde édition de cette brochure) | | P. 48 à 54 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE (Supplément au N° 5) | Printemps 1994 | 15FF/100FB |
| <i>Belgique : Automne '93, action ouvrière contre Plan Global</i> | | P. 1 à 24 |
| <i>Annexes</i> | | P. 25 à 29 |
| <i>Sommaires des publications précédentes</i> | | P. 30 à 34 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 6 | Hiver 1994-1995 | 30FF/200FB |
| <i>Présentation</i> | | P. 5 |
| <i>Sur le rapport population/MPC</i> | | P. 6 à 11 |
| <i>Bases pour la critique de ladite question immigrée</i> | | P. 12 à 57 |
| <i>Introduction</i> | | |
| <i>Population nécessaire et superflue dans le capitalisme</i> | | |
| <i>Productivité, exploitation et loi de la population</i> | | |
| <i>Manufacture, grande industrie et population</i> | | |
| <i>Mythes de l'immigration zéro versus réalités du marché du travail sur fond de crises de l'accumulation de capital</i> | | P. 58 |
| <i>En marge de la faillite du stalinisme : La victoire de</i> | | P. 63 à 90 |

| | | |
|--|----------------|-------------|
| Lénine (II) | | |
| Pour la reprise de l'initiative ouvrière | | P. 91 |
| Tracts | | P.93 à 98 |
| <i>AIR FRANCE Après l'acceptation du plan Blanc, faire le point pour reprendre l'initiative</i> | | |
| <i>La jeunesse prolétarienne a montré la voie d'une lutte générale pour la défense intransigeante du salaire</i> | | |
| Sommaires des publications précédentes | | P. 99 |
| MOUVEMENT COMMUNISTE N° 7 | Printemps 1997 | 30FF/200FB |
| Editorial Pour le mouvement communiste, suite | | P.6 à 31 |
| <i>MC et l'analyse du cycle politique prolétarien</i> | | |
| <i>Le casse-tête de l'organisation</i> | | |
| <i>Une dernière fois sur la dégénérescence centrisme des sectes communistes</i> | | |
| <i>Un entêtement raisonné</i> | | |
| Luttes de classes | | P. 32 à |
| <i>Algérie Le F.I.S. algérien envoie des milliers de jeunes prolétaires révoltés au massacre pour le salut du capital marchand et des anciennes classes moyennes réactionnaires locales Plaidoyer en faveur des martyrs prolétariens d'une cause contre-révolutionnaire</i> | | P.32 à 41 |
| <i>Albanie du Sud Une insurrection prolétarienne inachevée</i> | | P.42 à 55 |
| <i>Affaires troubles en Belgique Quand 'ceux d'en haut' ne peuvent plus continuer d'agir de la même façon et ... 'ceux d'en bas' le voudraient encore ...</i> | | P.56 à 66 |
| Théorie communiste | | P.67 à |
| <i>Ecole et marché du travail Les mouvements des étudiants, des lycéens et des enseignants en France et en Belgique imposent aux communistes une réflexion appropriée pour l'établissement de balises théoriques sur le rôle de l'école et de l'enseignement dans le capitalisme mûr</i> | | P.67 à 89 |
| <i>En marge de la faillite du stalinisme La victoire de Lénine (III)</i> | | P.90 à 113 |
| Tracts | | P.114 à 121 |
| <i>A Cockerill-Sambre, Carlam, Glaverbel ..., les syndicats veulent faire payer la crise ... aux ouvriers</i> | | |
| <i>Forges de Clabecq : Seule la lutte ... peut payer</i> | | |
| <i>Les ouvriers de Renault-Vilvorde doivent trouver la voie de la lutte intransigeante pour sauver leur salaire. Les ouvriers Renault des usines françaises, espagnoles et slovène doivent rejoindre ceux de Vilvorde dans le combat. Sinon, ils paieront leur défaite par plus</i> | | |

| | | |
|---|--|-------|
| <i>d'exploitation, plus de flexibilité, plus d'arrogance de l'encadrement, moins de salaire et, tôt ou tard, encore moins d'emplois et des fermetures d'autres usines</i> | | |
| Sommaires des publications précédentes | | P.122 |

La situation de la classe ouvrière est la base réelle d'où sont issus tous les mouvements sociaux actuels parce qu'elle est en même temps la pointe extrême et la manifestation la plus visible de la misérable situation actuelle.

La connaissance des conditions de vie du prolétariat est une nécessité absolue si l'on veut assurer un fondement solide aux théories socialistes aussi bien qu'aux jugements sur leur légitimité, mettre un terme à toutes les divagations pro et contra.

(F.Engels, préface à « La situation de la classe laborieuse en Angleterre » du 15 mars 1845).